

Université Abderrahmane Mira de Bejaia



Faculté De Sciences Economiques, Commerciales et Des Sciences De Gestion

Département Des Sciences Economiques

En vue d'obtention du Diplôme de Master en  
sciences économique

**THEME**

*Les déterminants de l'inflation en Algérie*

Réalisé par :

M<sup>elle</sup> Medkour nesrine

M<sup>elle</sup> Kacimi nedjima

**Dirigé par :**

Mr Halim Zidelkhil

Année universitaire : **2021 / 2022**

# REMERCIEMENTS

---

*Nous remercions Dieu le tout puissant, de nous avoir donné la force, le courage et la patience pour accomplir ce travail de recherche et de le mener jusqu'au bout.*

*Notre promoteur **Mr halim zidelkhil** pour ses pertinents conseils, ses encouragements et ses orientations, ainsi que sa disponibilité tout au long de ce travail.*

*Nous remercions également les membres de jury d'avoir consacré de leur temps pour l'évaluation de notre modeste travail.*

*Nous tenons à adresser nos plus vifs remerciements à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à l'élaboration de ce travail.*

*Toutes nos reconnaissances sont destinées à tous nos enseignants, tout au long de notre cursus.*

*Merci beaucoup*

## Dédicaces

---

*Nous dédions ce travail à nos chers parents en récompense  
de  
leurs sacrifices et de leur clairvoyance, qui nous ont  
servirions  
tout au long de notre vie, à nos frères et sœurs, tout en leur  
souhaitant la réussite dans tout ce qu'ils entreprennent.*

*A tous les membres des familles Kacimi et Medkour.  
A toute personne honorant ce mémoire en l'utilisant  
honnêtement  
aux fins sacrés de la recherche académique tout en lui  
souhaitant bonne  
réussite.*

*Nedjima et nesrine .*

---

# SOMMAIRE

---

|  |       |
|--|-------|
| Introduction générale .....  | (01)  |
| Chapitre 01 : les déterminants de l'inflation.....                                   | (05)  |
| Section 01 : concepts fondamentaux de l'inflation.....                               | (06)  |
| Section 02 : les différentes théories économiques de l'inflation .....               | (24)  |
| Chapitre 02 : la politique monétaire et l'inflation en Algérie.....                  | (32)  |
| Section 01: La notion de la politique monétaire.....                                 | (34)  |
| Section 02: la politique monétaire en Algérie .....                                  | (38)  |
| Section 03 : Analyse de la politique monétaire en Algérie (2000-2016).....           | (51)  |
| Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie |       |
| Section 01 : l'approche théorique du modèle ARDL.....                                | (90)  |
| Section 02 : Estimation économétrique .....  | (93)  |
| Section 3 : Interprétation des résultats et recommandations .....                    | (102) |
| Conclusion générale.....   | (104) |

# LISTE DES ABREVIATIONS

---

|                |  |
|----------------|--|
| <b>ADF</b>     | Dickey-Fuller Augmenté   |
| <b>AIC</b>     | Critère d'Information D'Akaike                                 |
| <b>ARDL</b>    | Auto Régressive Distributed Lag                                |
| <b>AIC</b>     | Critère d'Information D'Akaike                                 |
| <b>AR</b>      | Autorégressif  |
| <b>BCEAO</b>   | Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest              |
| <b>CEMAC</b>   | Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale          |
| <b>CUSUMSQ</b> | Cumulative Sum of Squares                                      |
| <b>DA</b>      | Dinar Algérien   |
| <b>DTC</b>     | Droits de Tirage Spéciaux                                      |
| <b>DZD</b>     | Dinar Algérien   |
| <b>ECM</b>     | Modèle à Correction d'Erreur                                   |
| <b>FMI</b>     | Fond Monétaire International                                   |
| <b>IPC</b>     | Indice des Prix à la Consommation                              |
| <b>LMC</b>     | La Loi sur la Monnaie et le Crédit                             |
| <b>LM</b>      | Demande et Offre de Monnaie                                    |
| <b>LOG</b>     | Logarithme Népérien  |
| <b>PCSC</b>    | Programme Complémentaire de Soutien à la Croissance Economique |
| <b>PIB</b>     | Produit Intérieur Brut   |
| <b>PME</b>     | Petite Moyenne Entreprise                                      |
| <b>PNDA</b>    | Plan National de Développement Agricole                        |
| <b>PSRE</b>    | Programme Triennal de Soutien à la Croissance de l'Economie    |
| <b>SVAR</b>    | Vecteur Autorégressif Structurel                               |
| <b>UEMOA</b>   | Union Economique et Monétaire Ouest Africaine                  |
| <b>USD</b>     | United states Dollar   |
| <b>US</b>      | United states Dollar   |
| <b>VAR</b>     | Vecteur Auto Régressif   |
| <b>VECM</b>    | Modèle Vectoriel à Correction d'Erreur                         |

# Introduction générale

## Introduction générale

---

### Introduction Générale

L'inflation est un déséquilibre qui touche toute les économies nationales. A l'origine, cela s'expliquait par les prix en raison d'une augmentation généralisée, continue et autoentretenu des prix des biens et services qui circulent dans l'économie.

L'inflation peut être définie comme un accroissement général, durable et structurel du niveau général des prix. Elle commence quand le processus de hausse des prix devient cumulatif et incontrôlable, ce qui fait que le taux d'inflation est dès lors un indicateur de premier ordre pour apprécier l'état d'une économie et pour mieux comprendre les mouvements de hausse des prix des biens et services.

L'inflation a longtemps monopolisé l'attention des économistes et des pouvoirs publics, et ce depuis les écrits majeurs de Phillips (1958) sur les relations entre l'inflation des prix et le chômage. L'économiste britannique N. Kaldor, dans les années 1960, qui rangeait l'inflation parmi les quatre pôles de son « carré magique » censé représenter le « tableau de bord » d'une économie au côté de la croissance, de l'emploi et de la situation des échanges extérieurs. Les économistes et décideurs politiques ont alors manifesté un intérêt constant vis-à-vis de l'inflation et sa dynamique, puisque la plupart voit dans l'inflation un phénomène négatif.

Ainsi, la hausse des prix stimule la consommation aux dépens de l'épargne et encourage les investissements à caractère improductif ou spéculatif, ce qui freine le développement économique.

En Algérie, le phénomène inflationniste n'est pas nouveau, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 4,80% en 1970 jusqu'à 15,60% en 1978. Cette inflation connaît relativement une certaine augmentation à partir des années quatre-vingt, et s'est accélérée durant la décennie suivante, surtout après la décision de faire passer l'Algérie à l'économie de marché le 1er janvier 1991, avant de connaître durant les années 2000 une tendance baissière et une certaine stabilité dans son évolution.

De nos jours, l'évolution des prix à la consommation en rythme annuel jusqu'à février 2019 est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte des 12 mois allant de mars 2018 à février.

## Introduction générale

---

Quant à la variation mensuelle des prix à la consommation, qui est l'indice brut des prix à la consommation en février 2019 par rapport janvier 2019, elle a légèrement baissé de 0,5%. L'inflation en Algérie a atteint 4,1% en février 2019.

Concernant les tendances de fonds de l'inflation en Algérie, on distingue deux périodes distinctes l'une de l'autre : la Période allant de 1962 jusqu'à 1989 et celle allant de 1990 à nos jours.

L'inflation enregistre beaucoup d'effets négatifs. Cela amène les autorités à mettre en œuvre un ensemble de politiques de lutte contre ce phénomène, mais la politique la plus utilisée en Algérie est la politique monétaire, qui agit sur la liquidité par le biais des instruments quantitatifs et qualitatifs, et dont l'objectif ultime est de maintenir la stabilité des prix, autrement dit, de réaliser une progression limitée de l'indice des prix à la consommation, un objectif qui s'avère difficile à réaliser.

L'objectif de notre recherche est de montrer l'évolution et les déterminants de l'inflation, ainsi que la politique de lutte contre ce phénomène en Algérie.

Plus précisément, nous voudrions traiter la problématique des déterminants réels de l'inflation en Algérie. Cet objectif est traduit par la question suivante :

### **Quels sont les axes réels qui déterminent l'inflation en Algérie ?**

Ceci nous pousse à poser la problématique suivante :

- Quelles sont les principes théoriques généraux explicatifs de l'inflation ?
- Quels sont les déterminants de l'inflation en Algérie ?
- Quelles sont les politiques mises en œuvre pour lutter contre l'inflation en Algérie ?

C'est donc, dans la perspective de trouver des réponses à ces interrogations que se situe notre étude qui a pour objectif général, d'analyser les effets de la politique monétaire sur l'économie algérienne.

## Introduction générale

---

Ainsi, on essayera de confirmer ou d'infirmer les hypothèses suivantes :

H1 : la recherche bibliographique où nous aurons recours à la source documentaire et aux études antérieures traitant notre sujet.

H2 : L'évolution des prix en Algérie a différentes causes selon les périodes étudiées.

H3 : Les instruments de la politique monétaire contribuent à la réduction de la création Monétaire, dans le cadre de la lutte contre l'inflation en Algérie ne sont pas toujours efficaces.

Pour mener à bien notre travail de recherche, on a opté pour une démarche qui s'articule autour de deux volets ; le premier est théorique dans lequel on va essayer de mettre la lumière sur le cadre théorique de l'impact de la politique monétaire sur la croissance économique, particulièrement dans le cadre de l'économie algérienne. En second lieu, on tentera de vérifier cet impact à l'aide d'un modèle économétrique (ARDL).

### **Méthodologie et démarche :**

Dans le cadre de notre travail, nous avons mobilisé une approche conceptuelle qui consiste à identifier le phénomène d'inflation d'une façon générale, et une approche empirique qui porte sur le cas de l'inflation en Algérie. Pour ce faire, nous avons adopté une méthode descriptive et analytique. Nous avons utilisé une revue de la documentation pertinente autour de la littérature la plus récente possible d'une part et d'autre part, nous avons consulté les bases de données statistiques tirées de différentes sources.

### **Plan du travail**

Notre travail sera articulé autour de trois chapitres :

Le premier chapitre porte sur des généralités sur l'inflation. La première section abordera l'inflation, ses types et ses mesures, la deuxième section sera consacrée aux causes et aux conséquences de l'inflation.

Dans le deuxième chapitre nous verrons la politique monétaire en Algérie. La première section portera sur la notion de la politique monétaire, la deuxième section la politique monétaire en Algérie. Et la dernière section sur l'analyse de la politique monétaire en Algérie.

## Introduction générale

---

Le troisième et le dernier chapitre est consacré à la vérification empirique des relations existantes entre quelques instruments de la politique monétaire et la croissance économique en Algérie, durant la période [1970-2018].

Enfin, nous terminerons notre travail par une conclusion qui résume les résultats essentiels de notre travail, les recommandations ainsi que les perspectives de recherche.

# **Chapitre 01 : Les déterminants de l'inflation**

# Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

## Introduction de chapitre :

L'inflation ne cesse de préoccuper les économistes et les hommes politiques, plus La première section s'intitule aspects théoriques sur l'inflation, nous exposons les différents concepts et mesure de l'inflation.

La seconde section consacrée aux différentes théories économiques de l'inflation.

Le taux d'inflation est un indicateur de premier ordre pour apprécier l'état d'une économie et pour comprendre les mouvements de hausse des prix des biens et services. Ce phénomène continue de préoccuper aussi bien les politiques Particulièrement ces dernières années. Diverses théories ont tenté de l'expliquer, elles ont été inspirées par les grands courants des pensées qui traversent la science économique depuis plus d'un siècle. Les premiers économistes qui se sont penchés sur les causes de la hausse des prix, furent tentés par l'explication monétariste. Ce fut le cas de **Jean Bodin** (1568) qui attribua à l'afflux d'or et d'argent en provenance d'Amérique la « cherté de toute chose ».

Les effets négatifs de l'inflation ont commencé à se faire sentir au 20ème siècle lors des guerres mondiales (1914-1918 et 1940-1945), des guerres du Vietnam et du Moyen-Orient quiont notamment entraîné la crise pétrolière et avec toutes ses conséquences pour les jeunes Etats.

Pour bien mener notre recherche, nous exposons dans ce chapitre deux sections :

## Section 01 : Concepts fondamentaux de l'inflation

Certains déséquilibres économiques et monétaires peuvent durer. L'inflation par exemple constitue l'un des maux des pays industrialisés les pays en développements, il s'agit de l'un des phénomènes globaux habituellement considérés comme problématiques ou déficit.

## Historique de l'inflation :

Le phénomène de la hausse du prix est ancien et universel, mais il a été net durant

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

le 20<sup>e</sup> siècle dans les pays industrialisés :

Au 3<sup>e</sup> siècle, l'Empire romain occidental a connu une crise grave accompagnée d'une forte hausse des prix des produits alimentaires. Cette situation a occasionné la mise en place de la première politique désinflationniste par l'empereur Dioclétien en 301. Celui-ci, par l'édit du prix maximum, décida de punir de la peine de mort quiconque augmenterait abusivement les prix.

Au début du 16<sup>e</sup> siècle, apparaît en Espagne une hausse des prix qui se propagera ensuite dans toute l'Europe. L'économiste de l'époque, Bodin, liait cette hausse des prix à l'afflux des métaux précieux en provenance du Nouveau Monde. Il proposait là une des premières interprétations quantitativistes de la hausse des prix. La période de 17-18 siècles a été caractérisée par des fluctuations et des hausses des prix. L'épisode le plus remarquable est évidemment celui de la révolution française. L'inflation enregistrée pendant cette période en France a son origine dans l'émission des quantités excessives d'assignat, la monnaie de l'époque, pour faire face aux dépenses de la révolution.

Au 20<sup>e</sup> siècle, on peut repérer deux périodes principales de hausse des prix, à la fois proches et différentes entre elles : une première période va de la fin du 19<sup>e</sup> siècle jusqu'à la crise de 1929, et une seconde correspond à ce qu'il est convenu d'appeler les Trente Glorieuses, les années 50, 60 et 70. En effet, la période 1895-1920 est celle de la nouvelle révolution industrielle s'appuyant sur de nouvelles sources d'énergie (l'électricité et le pétrole) ainsi que les nouvelles matières premières, en particulier l'aluminium. Il s'agit de la naissance de trois grandes branches industrielles qui vont marquer l'époque : l'industrie du matériel électrique, industrie chimique et l'industrie automobile.

D'une façon générale, il y a jusqu'à la fin des années 1920 un essor remarquable de la production industrielle reposant sur un développement de l'investissement lourd, sur une intégration rapide du progrès technique dans l'appareil de production et sur une hausse sensible des salaires nominaux. Cette augmentation de la production s'accompagne d'une hausse des prix, la corrélation entre les fluctuations de l'activité économique et les variations des prix apparaissant avec netteté. D'après l'ouvrage de M. Niveau (1976), on peut distinguer, dans l'après-guerre deux périodes : l'une qui va du début des années 60, où l'inflation qui accompagne la croissance reste modérée, l'autre qui démarre peu avant les années 70 et se termine avec le deuxième choc pétrolier (1979), où l'inflation s'accélère alors que la croissance économique s'essouffle.

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

La première période de croissance et d'inflation rampante (1950-1970) est essentiellement caractérisée par la permanence de l'expansion économique et l'apparition de plusieurs crises inflationnistes que les gouvernements de l'époque ont tenté de contrôler avec les moyens traditionnels tels que le blocage des prix, le contrôle du crédit et la compression des dépenses publiques. En France par exemple, on a relevé des taux d'inflation de 12,5 %, 21,6 % et 10 % respectivement en 1950, 1951 et 1958.

La deuxième période est celle de l'accélération de l'inflation dans les années 70. Depuis 1972, on constate une accélération de l'inflation dans la plupart des pays industriels occidentaux. La hausse des prix à la consommation est en moyenne de 4,2 % pour les neuf pays de la CEE et de 3,9 % pour les pays de l'OCDE au cours de la période 1962-1972. En 1973, la hausse des prix atteint 8,3 % pour les pays de la CEE et 7,9 % pour les pays de l'OCDE. En 1974, ces deux pourcentages s'élèvent respectivement à 12,6 % et 13,3 % mais les taux d'inflation relatifs des USA et du Royaume-Uni se situent respectivement à 12,2 % et 25 %. L'ouverture des frontières et la généralisation du flottement des monnaies vont, à partir de cette décennie, contribuer à une mondialisation et à une uniformisation des taux d'inflation parmi les grands pays industrialisés. Mais cette tendance inflationniste sera renversée dans la plupart de ces pays vers le milieu des années 1980.

Des mesures budgétaires et des politiques monétaires audacieuses engagées au début de la décennie, combinées à la baisse brutale du prix du pétrole et des matières premières, ont permis de retrouver des taux annuels d'inflation de moins de 4%. Concepts généraux sur l'inflation les statistiques récentes mettent en exergue une nette différence en matière d'inflation entre les pays industrialisés et les pays en développement (PVD) ou en transition. D'après le FMI (Fonds Monétaire International), en 1992, alors que le taux moyen d'inflation se situait à 3,2% dans les pays industrialisés, il s'élevait à 35,7 % pour les PVD et 681,2 % pour les pays en transition. En 1996, ces chiffres sont redescendus respectivement à 1,9%; 13,3% et 41,3 %<sup>1</sup>.

### Définition de l'inflation :

L'inflation est le taux d'augmentation des prix sur une période donnée. Il s'agit généralement d'une mesure assez large, telle que la hausse globale des prix ou du coût de la

---

<sup>1</sup> Jean – François Goux , «les mouvements de prix » ,Op.cit. pp.11-15.

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

vie dans un pays. Mais elle peut aussi être calculée de façon plus étroite, pour certains produits. Quel que soit le contexte, l'inflation mesure le renchérissement d'un groupe de biens et/ou de services sur une période donnée, en général une année. Afin de bien comprendre l'inflation, diverses définitions lui ont été données au fil des ans.

Etymologiquement, le terme inflation provient du latin, le substantif - inflation qui signifie gonflement, dilatation ; est issu du verbe flaire qui signifie souffler. Au sens littéral, l'inflation veut dire « gonfler » ou grossir ». D'un point de vue économique, on entend par inflation, l'inflation des prix, soit une augmentation du niveau général des prix des biens et des services.

L'inflation est la hausse durable du niveau général des prix à l'intérieur d'un pays résultant d'une rupture d'équilibre. Une hausse ponctuelle et prix, ne peut pas être considérée comme de l'inflation, que si elle se propage à toute l'économie et se poursuit sur la période qu'elle suit : le mouvement de croissance des prix doit être général, concerner les différents secteurs et branches de l'économie et se maintenir dans le temps.

D'après L'institut national de la statistique et des études économiques français « INSEE » l'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. Elle doit être distinguée de l'augmentation du coût de la vie. La perte de valeur de la monnaie est un phénomène qui frappe l'économie nationale dans son ensemble (ménages, entreprises, etc.).<sup>2</sup>

L'inflation est une augmentation en spirale des prix des biens de consommation et des services, suivie de celle des salaires, dont la cause est une augmentation plus rapide de la masse monétaire que celle de la valeur de ces mêmes biens et services. La définition la plus simple de l'inflation est celle d'un processus de hausse cumulative et auto-entretenu du niveau général des prix »<sup>3</sup>.

Donc on peut conclure que le concept de l'inflation tourne au tour d'une seule définition qui est, la hausse du niveau général des prix. Toute hausse des prix n'est pas forcément synonyme d'inflation, pour être qualifié de phénomène inflationniste, le mouvement de hausse des prix doit être :

---

<sup>2</sup> Jean. F.G . (1998) « inflation, désinflation, déflation », Edition DUNOD, Paris, P08.

Joël . J. (1998) : « introduction à la macroéconomie : modélisation de base et redéploiements théoriques Contemporains. », 2ème édition Paris, P 371.

<sup>3</sup> Phillip.G, (1965), « Studies in the Quantity Theory of Money »

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

- **Globale** : Il faut que l'augmentation des prix touche à l'ensemble des biens et services et des facteurs, une augmentation des prix de quelques biens ou familles de biens ne peut être assimilée à une inflation.
- **Durable** : il faut que l'augmentation des prix s'inscrive dans la durée et ne soit pas qu'un épiphénomène vite résorbé.

### Types d'inflation :

En fonction du rythme de la hausse des prix, on distingue plusieurs types d'inflations :

#### **Inflation latente ou inflation larvée :**

Une hausse des prix est qualifiée d'inflation latente ou d'inflation larvée, si son taux est compris entre 3% et 4% par an. Ce type d'inflation provient d'une augmentation de la demande qui est faiblement supérieure à celle de l'offre ou d'une amélioration du niveau de revenu qui s'accélère plus vite que la réponse de la production des biens et services. Ce genre d'inflation ne constitue pas une menace grave pour l'économie. D'autres ouvrages utilisent le terme « d'inflation rampante pour ce type d'inflation (Razafimarantena & Rajamarison 2013).

#### **Inflation ouverte ou inflation déclarée :**

On parle d'inflation ouverte ou déclarée lorsqu'il y a une augmentation rapide, générale, permanente et cumulative des prix. Elle est caractérisée par un taux d'inflation variant entre 5% et 10% par an (avec des pointes à 20%). Elle commence dès que la hausse dissimule des anticipations de nouvelles hausses de prix de la part de la majorité des agents économiques (consommateurs, producteurs, états). Ce phénomène inflationniste est souvent déclaré avec tous les symptômes correspondant à l'apparition des conséquences néfastes sur l'environnement économique.

#### **Inflation galopante ou hyperinflation :**

Elle correspond à la situation d'une économie affectée par une inflation extrêmement élevée, échappant à tout contrôle. Philip Cagan la définit en 1956 comme une

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

période durant laquelle le niveau d'inflation se maintient au-dessus de 50% par mois ». Les conséquences économiques et sociales sont généralement des plus terribles et manquent durablement l'esprit des peuples. Il en résulte une augmentation de l'incertitude concernant l'inflation future et une baisse de l'information contenue dans les prix relatifs. La monnaie nationale perd en interne comme en externe, son statut d'instrument d'échange et de réserve de valeur : une nouvelle monnaie doit la remplacer. Du fait de cette incertitude économique qu'elle génère, une hyperinflation entraîne un ralentissement des activités de production voire une récession.

### Mesures de l'inflation :

L'inflation est un phénomène quantifiable, Comme échelle de valeurs pour l'inflation, on utilise le taux d'inflation qui nécessite la disposition d'un indice des prix. Plus particulièrement, lorsque l'évolution de l'inflation est analysée, on se rattache généralement à un indice des prix à la consommation,

Il faut aussi ajouter que la mesure de l'inflation suppose une année de référence (Meziou & Fourati, 2006) et on peut la mesurer aussi par le déflateur de PIB.

### Indice des prix à la consommation IPC :

L'indice des prix à la consommation (IPC) est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages.

L'indice des prix à la consommation est conçu comme une mesure objective de l'évolution "pure" du prix des produits consommés par les ménages, c'est-à-dire à qualité constante des produits : « l'objectif d'un indice des prix à la consommation est la mesure des variations au cours du temps du niveau général des prix acquis, utilisés ou payés par la population de référence pour sa consommation. Cet indice <sup>4</sup> est estimé à partir d'une suite de mesures synthétiques des variations relatives, d'une période à l'autre, des prix d'un ensemble fixe de biens et de services de consommation constant en quantités et par leurs caractéristiques.

---

<sup>4</sup> Organisation de coopération et de développement économique, « Principaux indicateurs économiques : Sources et définitions », OECD Publishing 2000, p. 176.

DION. G, « Dictionnaire canadien des relations du travail », Edition : Presses Université Laval, 1986, p. 258.  
International Monetary Fund Statistic Dept, « Système de statistiques des comptes macroéconomiques : vue d'ensemble », Edition : International Monetary Fund, 2007, p. 35.

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

En fait, l'indice des prix à la consommation ne traduit pas les niveaux de prix pour une période déterminée, mais la variation de ce niveau entre deux périodes (une période de base et une période courante).

### ✓ **Caractéristiques de l'indice des prix à la consommation :**

L'indice des prix à la consommation doit obéir à un certain nombre de critères, notamment :

\* L'indice des prix ne traduit pas les niveaux de prix pour une période déterminée, mais la variation de ce niveau entre deux périodes (une période de base et une période courante). Par exemple un produit peut être considéré comme cher (niveau) mais son prix reste stable pendant une longue période, il connaîtra une faible hausse de prix.

\* L'indice des prix n'est pas un indice de dépense et ne traduit que les seules variations de prix sans prise en compte d'éventuelles modifications de structure pouvant intervenir (volume, poids de la dépense...).

\* L'indice des prix est une moyenne pondérée par le poids des dépenses par produits selon la structure des dépenses de consommation : si la structure est celle de la période de base, l'indice est dit de LASPEYRES. Par contre, si elle correspond à l'année courante l'indice est dit de PAASCHE.

### ✓ **Le calcul de l'indice des prix à la consommation :**

Pour mieux comprendre comment cet indice est calculé on suit les étapes suivantes :

▪ **La composition du panier :** Pour calculer l'indice des prix à la consommation, on doit sélectionner, dans une première étape, les Biens consommés par le ménage type. Si ce dernier mange beaucoup plus de croissants que de fromages, alors le prix des croissants est primordial et il doit avoir une importance majeure dans le calcul du coût de la vie. Statistique Canada étudie donc d'abord le comportement des consommateurs pour composer un panier de biens et de services consommés par un ménage moyen, en établissant une pondération selon l'importance respective de ces biens et services.

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

▪ **La recherche des prix** : La deuxième étape du calcul de l'IPC consiste à trouver le prix Chacun des biens et des services du panier, et ce, pour chaque période.

▪ **Le calcul du coût du panier** : La troisième étape consiste à calculer le prix du panier pour une année donnée, à partir du prix de chaque bien et de chaque service. C'est l'évolution des prix qui est mise en relief.

▪ **Le choix d'une année de base et le calcul de l'indice** : La quatrième étape consiste à choisir une année de base (le choix de cette année est totalement arbitraire) et à calculer l'indice, pour chaque année, en se rapportant chaque fois à l'année de base. Pour ce faire, le prix du panier de chaque année est divisé par le prix du panier de l'année de base. On multiplie ensuite ce rapport par 100 pour obtenir l'indice des prix à la consommation.

▪ **Le calcul du taux d'inflation** : Le taux d'inflation mesure, en pourcentage la variation de l'indice des prix à la consommation par rapport à celui de la période précédente. De tar d'inflation pour deux années consécutives se calcule comme suit :

$$\text{Taux d'inflation de l'année 2 (IPC de Te 2-IPC de l'année 1)/ IPCde France 1} \\ \times 100.$$

### ✓ **Les problèmes liés au calcul de l'IPC :**

L'indice des prix à la consommation vise à mesurer l'évolution du coût de la vie. On pourrait aussi dire que l'IPC aide à estimer l'augmentation des revenus nécessaire pour maintenir un niveau de vie constant. Cet indice, cependant, est loin d'être parfait : il se heurte à quatre difficultés, largement reconnues, mais difficiles à résoudre.

▪ **Le biais de substitution** : La variation de tous les prix, d'une année à l'autre, n'est pas proportionnelle : certains prix augmentent plus que d'autres. Les consommateurs réagissent à cette variation relative des prix en substituant aux biens devenus plus chers des biens dont les prix relatifs diminuent. Cependant, comme le calcul de l'indice des prix à la consommation se base sur un panier fixe, il ne tient pas compte de ces possibilités de substitution : l'IPC a donné tendance à surévaluer l'augmentation du coût de la vie.

▪ **L'introduction de nouveaux produits** : Lorsqu'un nouveau produit apparaît sur le

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

marché, le pouvoir d'achat d'un dollar augmente, car il permet d'acheter un plus grand éventail de produits. Encore une fois, le panier invariable de biens et de services considéré pour le calcul de l'IPC ne reflète pas le changement du pouvoir d'achat.

▪ **La variation non mesurée de la qualité** : Si la qualité d'un produit se détériore d'année en année, cela réduit la valeur des dollars, même si le prix du bien ne change pas. À l'inverse, si la qualité augmente d'une année à l'autre, la valeur des dollars augmente, à prix égal.

▪ **Le biais de substitution des lieux** : par exemple, lorsque les prix des biens et des services augmentent, les consommateurs se tournent plus volontiers vers les magasins à grande surface et délaissent les dépanneurs. Or, les premiers affichent des prix plus bas. Cette substitution n'est pas prise en compte lors du calcul de l'IPC, car les enquêteurs vérifient toujours les prix aux mêmes endroits.

### Déflateur de PIB :

Le déflateur du PIB est un indicateur que les économistes utilisent pour mesurer le niveau des prix et le taux d'inflation de l'économie. Le déflateur est appelé ainsi, car on l'utilise aussi pour final, c'est-à-dire pour déflateur » le PIB nominal des enlever l'inflation du PIB nominal, c'e augmentations dues à des hausses de prix.

Le PIB nominal reflète à la fois les prix et les quantités des biens et des services produits dans une économie. En revanche, les prix étant maintenus constants, le PIB réel ne mesure que les quantités de biens et de services produits. A partir de ces deux statistiques, on peut en déduire une troisième, le déflateur du PIB, qui permet de mesurer le niveau moyen des prix des biens et des services<sup>5</sup>.

On calcule le déflateur du PIB de la manière suivante :

$$\text{Déflateur du PIB} = \text{PIB nominal} \times 100 / \text{PIB}$$

✓ **Calcule de taux d'inflation :**

---

<sup>5</sup> MANKIW. G. N, « Macroéconomie », Edition de Boeck université, 2003, p. 37.

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

Les économistes utilisent le terme inflation pour décrire une situation où le niveau général des prix augmente. Le taux d'inflation est la variation en pourcentage d'une mesure du niveau des prix, d'une période à une autre. Si l'on utilise le déflateur, le taux d'inflation entre deux années consécutives est calculé ainsi :

$$\text{Taux d'inflation de l'année 2} = \frac{(\text{Déflateur de l'année 2} - \text{Déflateur de l'année 1})}{\text{Déflateur de l'année 1}} \times 100$$

### Déflateur du PIB et l'indice des prix à la consommation

Les économistes et les pouvoirs publics suivent attentivement les variations du déflateur du PIB, tout comme celles de l'indice des prix à la consommation, pour estimer l'inflation. Habituellement, ces deux statistiques évoluent de façon comparable. Néanmoins, elles divergent parfois, pour deux raisons importantes. (Mankiw et al. 2014) .

- ✓ **La première différence** : vient du fait que le déflateur du PIB reflète les prix de tous les biens et services produits sur le marché intérieur, tandis que l'indice des prix à la consommation correspond aux prix de tous les biens et services achetés par les consommateurs
- ✓ **La deuxième différence** : entre le déflateur du PIB et l'indice des prix à la consommation, la différence, plus subtile, provient de la pondération des prix. En effet, l'indice des prix à la consommation compare le prix d'un panier de biens et de services durant l'année de base (un panier invariable ou fixe) avec le prix de ce même panier pour l'année courante. En revanche, le déflateur du PIB compare les prix des biens et des services produits de façon les prix produits lors de l'année de référence. L'ensemble des biens et des services utilisés pour effectuer le calcul du déflateur du PIB varie donc automatiquement chaque année. La différence n'a que peu d'importance quand tous les prix varient dans les mêmes proportions. Cependant, lorsqu'il y a des changements de prix relatifs, la façon de mesurer l'indice des prix est susceptible de se répercuter sur le taux d'inflation.

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

### Les causes de l'inflation :

Les causes de l'inflation sont encore sujets de nombreuses controverses. Plusieurs causes sont à l'origine de l'inflation et en voici celles qui sont souvent admises <sup>6</sup>:

### L'inflation par la demande :

L'inflation peut apparaître lors d'une augmentation de la demande. Lorsque les prix sont déterminés par la confrontation entre l'offre et la demande. S'il y a excès de la demande par rapport à l'offre d'une façon durable, alors les producteurs vont augmenter les prix pour rétablir l'équilibre. L'excès de cette demande avoir plusieurs origines » :

- Accroissement des dépenses de consommation des ménages dû à une hausse des salaires ou au développement excessif du crédit.
- Accroissement des dépenses d'investissement de l'entreprise financée par le crédit bancaire sans épargne préalable ; les monétaristes considèrent les banques comme des institutions qui peuvent engendrer l'inflation.
- Accroissement des revenus provenant d'un excédent de la balance des paiements.

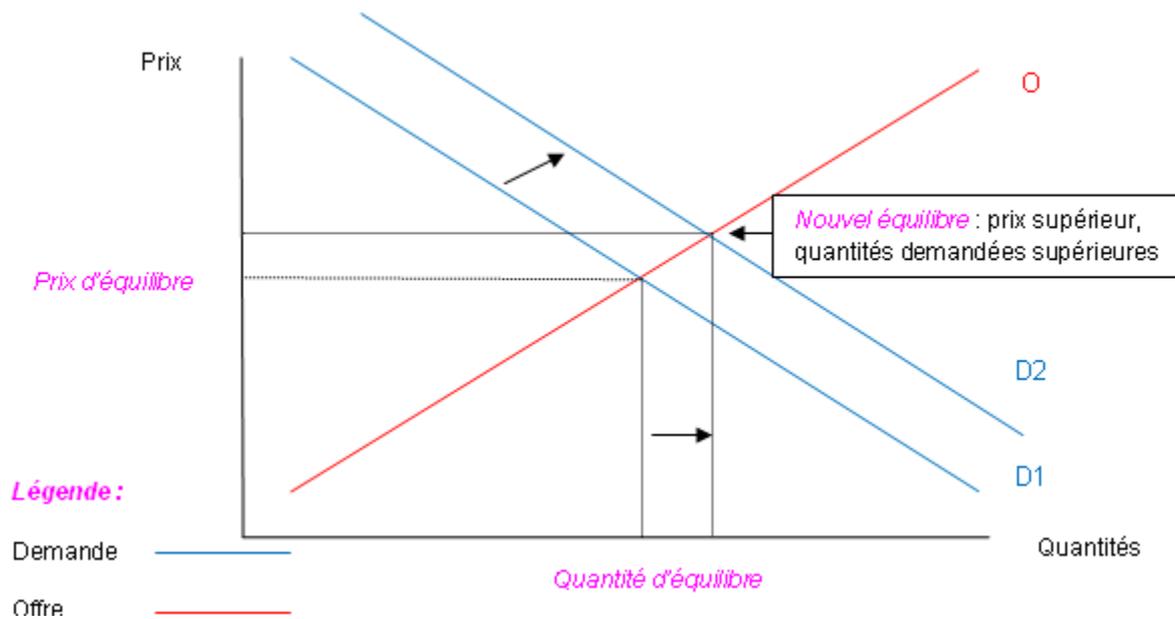
Quant à l'insuffisance de l'offre, elle peut résulter de différents facteurs :

- ✓ Plein emploi.
- ✓ Absence de capitaux.
- ✓ Insuffisance des stocks ou inélasticité de la production (pénuries).
- ✓ Blocage des importations. Face à cette situation, une hausse des prix est inévitable pour rétablir l'équilibre sur le marché des biens et services. ?

---

<sup>6</sup> Ziani .H, Zaidi .S, (2015) « Essai de modélisation des causes de l'inflation en Algérie de 1970 -2013 : Approche économétrique », mémoire de master en science économique : économie appliquée et ingénierie financière : université de Bejaia  
Gregory .M , (2003) « Macroéconomie », 3ème édition, , P38.

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation



**Figure Error! No text of specified style in document.-1 : l'inflation par la demande**

$$\text{Offre globale} = \text{Demande globale} > Y + M = C + I + G + X$$

**Y** : revenu                      **I** : investissement                      **G** : dépense public  
**X** : exportation                      **M** : importation                      **X** : exportation  
**C** : consommation

### L'inflation par les coûts <sup>7</sup>.

L'inflation est due à la hausse excessive des coûts de production, l'analyse traditionnelle de l'inflation par les coûts de production est centrée sur les hausses des salaires comme d'accroissement des prix. Mais l'inflation peut aussi naître d'une poussée des profits dont l'origine est la décision des entreprises, en dehors de toute croissance des salaires ou de la demande, d'accroître les marges bénéficiaires.

#### ➤ Inflation par les coûts des salaires :

<sup>7</sup> Bernier Bernard, S Y, (1986), « initiation à la macroéconomie : manuel concret de 1er cycle » 2ème édition, Bordas, Paris, p272.

Théodore Nielsen WITANENE MUSOMBWA, « Impact du déficit budgétaire sur l'inflation en RCD », mémoire de licence, Université Libre des Pays des Grands Lacs "ULPGL", 2007.

Beaudu A. (2005), « les déterminants de l'inflation en France », Problèmes économiques n° 2871, P33.

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

Une hausse des salaires entraîne une augmentation des coûts des entreprises : c'est le cas lorsque les salaires augmentent plus vite que les gains de productivité. Les chefs d'entreprises peuvent absorber cette augmentation par une amélioration de la productivité (production supérieure obtenue avec les mêmes facteurs de production) ou par une diminution de leurs profits, mais, la plupart du temps, ils choisiront une troisième solution, la plus facile, répercuter la hausse des salaires sur leurs prix. La croissance des salaires et des prix est la manifestation caractéristique de l'inflation salariale, du fait cette hausse, les ménages bénéficient d'une augmentation de leurs revenus ce qui leur permet d'accroître leur demande de biens de consommation.

### ➤ **Inflation par les profits :**

L'inflation par les profits résulte de l'augmentation des marges bénéficiaires des entreprises en dehors de toute croissance de la demande globale. Il s'agit notamment des entreprises en situation de monopole ou d'oligopole qui ont le pouvoir d'augmenter leurs prix de ventes". Productivité. Les chefs d'entreprises peuvent absorber cette augmentation par une amélioration de la productivité (production supérieure obtenue avec les mêmes facteurs de production) ou par une diminution de leurs profits, mais, la plupart du temps, ils choisiront une troisième solution, la plus facile, répercuter la hausse des salaires sur leurs prix. La croissance des salaires et des prix est la manifestation caractéristique de l'inflation salariale. Du fait cette hausse, les ménages bénéficient d'une augmentation de leurs revenus ce qui leur permet d'accroître leur demande de biens de consommation.

### ➤ **L'inflation importée :**

L'augmentation des prix de certains produits importés entraîne une hausse des prix intérieurs dans les pays Importateur. Une inflation importée est caractérisée par une hausse des prix antérieure résultant du renchérissement des importations à la suite d'une dépréciation de taux de change. Inchangé en devise, le montant des produits importés s'accroît en monnaie nationale, ce qui a pour effet de pousser l'indice des prix à la hausse, soit directement soit indirectement s'il s'agit de composantes de coût de production (à travers des matières premières, des biens semi-finis ou des produits finis). Il s'agit de la théorie de l'inflation importée à laquelle peut se greffer la pression de la Demande extérieure (augmentation de demande d'exportation).

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

### ➤ L'inflation par la monnaie :

L'inflation monétaire est déterminée par la croissance de la masse monétaire ajustée à la croissance réelle de l'économie. L'inspiration monétaire, l'inflation par la monnaie suggère que la hausse du niveau général des prix résulterait d'une émission de monnaie trop importante. Pour Milton Friedman, chef de file de l'École monétariste « la cause de l'inflation est partout est toujours la même : un accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de production ». La justification de cette idée repose sur la Théorie Quantitative de la monnaie (MV-PT). Cette équation souligne qu'une augmentation de la quantité de monnaie provoque de façon mécanique une hausse de niveau général des prix.

L'Algérie a fait recours à la planche à billets pour couvrir le déficit budgétaire connu ou cour de ces trois dernières années. La planche à billets a été une issue après la crise de 1929 avec Keynes qui fit admettre qu'un déséquilibre budgétaire ne signifie pas forcément un mal pour l'économie puisque l'émission monétaire permet de relancer la demande donc faire tourner l'économie et diminuer le chômage, le surplus est au fur et à mesure éponge dans le cas d'une économie productif concurrentiel en termes de coût et qualité c'est à dire, ce n'est pas la monnaie qui crée la richesse, mais bien la production de biens et services. Si ce financement s'adresse aux secteurs productifs qui ne sont pas dynamiques la conséquence directe de la décision du gouvernement sera logiquement une hausse significative du taux d'inflation dans les mois à venir, accompagnée d'une forte baisse du pouvoir d'achat. En effet, si une plus grande quantité d'argent circule dans l'économie algérienne sans contrepartie de création de richesse, c'est la valeur de la monnaie qui devient moindre.

### Les conséquences de l'inflation <sup>8</sup> :

L'inflation a des conséquences différentes sur les agents économiques :

#### ➤ Sur le pouvoir d'achat :

Le pouvoir d'achat désigne la quantité de biens et de services qu'il est possible de se procurer avec une unité monétaire.

L'évolution du revenu disponible brut des ménages (revenu disponible brut = revenus

---

<sup>8</sup> Beauđu A. (2005), « les déterminants de l'inflation en France », Problèmes économiques n° 2871, P33.  
Bennissad. H, (1991), « la réforme économique en Algérie, ou l'indicible ajustement structurel », OPU, 2e édition, Alger, P32

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

(salaires, autres revenus professionnels, revenus du patrimoine, prestations sociales, etc.). Impôts (cotisations sociales, impôt sur le revenu, etc.)) ; Et l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC). Pour les ménages dont le revenu reste inchangé comme les salariés ou les retraités, une augmentation des prix engendre, de ce fait, une perte de pouvoir d'achat. Au contraire, certains individus, comme les commerçants ou les actionnaires, voient leur revenu augmenter aussi vite ou plus vite que la hausse des prix, et leur pouvoir d'achat reste inchangé ou augmenté.

### ➤ **Sur le revenu du travail :**

L'inflation réduit les revenus du travail pour deux raisons ils sont très généralement perçus après l'exécution du travail, ce qui fait du travailleur un créancier (or que l'inflation est défavorable au créancier). Leur montant est souvent fixé à l'avance pour plusieurs périodes successives : en l'absence de mécanisme compensateur qui rehausse la somme à verser, le pouvoir d'achat du travailleur est réduit. Cela affecte le marché du travail : en effet, la réduction du coût réel de la main-d'œuvre est une des raisons expliquant une corrélation négative entre inflation et chômage, illustré par la courbe de Phillips : la baisse du coût réel de la main-d'œuvre ouvre de nouvelles possibilités de production, ce qui entraîne une baisse du chômage.

Lorsque leur baisse de pouvoir d'achat devient sensible, les travailleurs exigent des corrections ; outre que cela ne va pas sans difficulté (relations sociales dégradées, grèves, ...). Les mécanismes d'indexation qui sont parfois obtenus nourrissent à leur tour l'inflation.

### ➤ **Sur la consommation et l'épargne :**

Devant l'augmentation des prix, les ménages sont incités à consommer sans attendre au risque de voir les prix augmenter davantage. De cette façon, l'inflation décourage l'épargne et augmente la demande des biens et services accentuant encore l'augmentation des prix. Aussi, cette moindre épargne incite les entreprises à vendre plus cher leurs produits pour réaliser des bénéfices supérieurs qui leur permettront d'investir malgré la diminution des prêts. Ainsi, par nature, le mécanisme de l'inflation a tendance à durer et à s'alimenter de lui-même.

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

### ➤ **Sur la croissance :**

L'inflation est un mal nécessaire qui conforte la croissance. Sur le plan de la production, une légère augmentation des prix peut constituer, à court terme, un encouragement pour les entreprises, qui voient leur profit croître du fait de l'écart favorable entre les prix de vente et le coût de revient ou par suite de plus-value sur stocks.

### ➤ **Sur la croissance :**

Parce qu'elle allège les charges réelles de remboursement des prêts, l'inflation favorise le crédit donc la création d'entreprise, le financement des investissements, la construction et l'achat de logement.

### ➤ **Sur les charges des entreprises :**

L'inflation augmente le chiffre d'affaires des entreprises, mais aussi leurs charges. L'augmentation artificielle des recettes, cependant, n'a pas des avantages vu qu'elle augmente par la même occasion l'assiette imposable des entreprises qui sont contraintes, par ricochet, à payer plus d'impôt. Par ailleurs, les provisions d'amortissement deviennent insuffisantes pour renouveler les équipements.

### ➤ **Sur la compétitivité des entreprises :**

C'est sans doute sur le plan international que les conséquences de l'inflation se font le plus sentir en posant des problèmes de compétitivité des entreprises nationales. En effet, la hausse des prix locaux rend les exportations difficiles engendrant une contraction des exportations. Parallèlement, les produits étrangers dont les prix n'ont pas subi la même hausse deviennent moins coûteux que les produits nationaux et ces derniers sont alors sévèrement concurrencés : ce qui incite les importations. Le résultat de ce double mouvement (baisse des exportations et hausse des importations) est le déficit de la balance commerciale.

Pour remédier à ce problème, une dévaluation monétaire est nécessaire. Cette mesure consiste à fixer une nouvelle parité de la monnaie nationale. L'inflation réduit la compétitivité de l'économie nationale en réduisant les exportations et en favorisant les importations, ce qui peut aboutir à un déficit commercial.

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

### ➤ **Sur les calculs économiques et les prévisions <sup>9</sup>:**

Un des effets pervers les plus importants de l'inflation, surtout quand celle-ci est instable, est de rendre difficile le calcul économique ainsi que les prévisions en général. Les agents sont alors amenés à anticiper des taux d'inflation et, de ce fait, à se faire eux-mêmes les vecteurs de l'inflation. Ainsi, lors de négociations salariales, les syndicats intègrent dans leurs revendications la perte de pouvoir d'achat liée à la dépréciation attendue des salaires nominaux, et les prêteurs majorent leurs taux d'intérêt. Les anticipations inflationnistes tendent donc à devenir « auto-réalisatrices ». En outre, elle décourage les investissements productifs au profit des investissements spéculatifs (achat de logements et terrains pour les vendre plus chers). Enfin, si tous les prix et les revenus augmentaient dans les mêmes proportions, l'effet de l'inflation serait « neutre » et ce phénomène ne mériterait aucune considération. Malheureusement, les prix n'augmentent jamais au même rythme, le plus souvent, une distorsion des prix relatifs est constatée. De la sorte, l'inflation opère une redistribution des ressources entre les différents acteurs économiques : elle pioche chez les épargnants, les salariés et les retraités dont le revenu réel diminue pour favoriser les détenteurs de fonds de commerce ou d'immeuble et les professions libérales qui voient leur revenu réel s'améliorer.

Ainsi, l'inflation entraîne des conséquences qui, à plus ou moins brèves échéances, risque de compromettre l'activité économique. C'est donc une situation à éviter. Mais encore faut-il, pour l'éviter, en connaître ses origines.

### ➤ **L'inflation chronique entraîne de nombreux effets néfastes :**

\*Elle perturbe la répartition macroéconomique des revenus. Tous les agents économiques ne peuvent pas faire évoluer leurs revenus à la même vitesse que l'inflation. Celle-ci est favorable aux emprunteurs et aux titulaires de revenus flexibles, mais elle pénalise les épargnants, les créanciers et les titulaires de revenus indexés.

\*Elle contribue à rendre l'avenir plus incertain. En rendant incertaine l'évolution des valeurs nominales des revenus et des prix, l'inflation complique les prévisions économiques et rend la croissance économique plus chaotique.

\*Une inflation nationale plus forte qu'à l'étranger, réduit la compétitivité de l'économie et conduit à procéder à des réajustements monétaires.

---

<sup>9</sup> <http://www.larousse.fr/archives/economie/page/136> consulté le 14/04/2014

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

\*L'inflation rend la croissance économique déséquilibrée et provoque la stagflation

### Conclusion

L'inflation est un sujet-clé au niveau macro-économique, son contrôle est un problème de première importance, Plusieurs approches sont élaborées pour analyser et expliquer le phénomène inflationniste.

Ces causes sont multiples car elles sont reliées aux facteurs qui influencent la demande et l'offre globale à court terme et dans une perspective à plus long terme l'inflation est considérée comme un phénomène monétaire.

On constate qu'il y a des débats entre les économistes (les différents courants économiques) surtout quand on parle des origines : mais l'explication la plus réaliste c'est du courant monétariste parce qu'ils prennent en considération tous les variables monétaires.

Après avoir vu la section 2 on constate que la maîtrise de l'inflation est considérée comme une condition essentielle à la stabilité économique d'un pays. La politique monétaire est l'instrument le plus utilisé dans ce sens, elle constitue de la politique la plus rapide à mettre C'est pour ça nous allons consacrer le chapitre 2 pour découvrir comment la politique monétaire affecte l'inflation <sup>10</sup>.

---

<sup>10</sup> Situation où coexistent à la fois l'inflation et le chômage.

# Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

## Section 02 : Les différentes théories économiques de l'inflation

Dans un contexte général, les économistes ont toujours accordé une attention particulière à l'inflation à cause de ses conséquences néfastes au plan économique et social.

Puisque l'inflation affecte principalement les fonctions d'unité de compte et de réserve valeur de la monnaie, beaucoup d'analyses ont été faites sur la nature de la relation entre l'inflation et la masse monétaire. Cependant, trois grands courants se distinguent dans cette question. Il s'agit du courant monétariste, des keynésiens et des nouveaux classiques.

Dans cette section nous allons donc étudier ces trois grands courants.

### 1- L'approche monétariste <sup>11</sup>

Pour les monétaristes, l'inflation est un phénomène purement monétaire. Leur raisonnement part de l'équation quantitative de la monnaie qui exprime le lien entre les transactions et la masse monétaire.

Le précurseur de la théorie quantitative de la monnaie est incontestablement Jean BODIN (1568) qui attribuait la hausse du niveau général des prix au XVIème siècle en Europe à l'afflux des métaux précieux d'Amérique. Mais la première formulation de la théorie quantitative de la monnaie est due à l'économiste américain Irving FISHER (1911), qui sera par la suite affinée par deux économistes anglais «Marshall et Pigou », de l'école de Cambridge, d'où l'appellation «l'équation de Cambridge »<sup>15</sup>

#### La formulation de Fisher

Fisher a formulé la théorie quantitative de la monnaie de la façon suivante :

$$MV = PT$$

Où :

**M** : quantité de monnaie en circulation dans une économie à une période donnée.

**V** : vitesse de circulation de la monnaie (nombre d'achats moyen réalisés par une unité monétaire au cours d'une période donnée).

---

<sup>11</sup> Rapport de la Banque d'Algérie pour 2005, « évolution économique et monétaire en Algérie », avril, P145

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

**P** : niveau général des prix ou prix moyen pondéré.

**T** : volume des transactions effectuées dans une économie (quantité des biens et services produits dans une économie à une période donnée).

**La théorie de Fisher est basée sur deux hypothèses :**

- La vitesse de circulation de la monnaie est constante à court terme (ceci peut s'expliquer par le fait que les habitudes de paiement des agents dans leurs échanges ne changent pas sensiblement à court terme).
- Le volume des transactions (T) est constant (car Fisher raisonne en situation de plein emploi des facteurs de production, d'où un volume T optimal).

L'idée fondamentale à la base de toute la théorie monétariste est : si V est constante, c'est-à-dire si les habitudes de paiement ne varient pas à court terme dans un pays donné, il y a neutralité monétaire.

V étant donnée, S'il y a proportion, c'est que la hausse de M se retrouve dans la hausse de P, ce que l'on a constaté au XVIème siècle effectivement. Dans ce cas, T n'a pas bougé : les transactions sont choisies indépendamment de la quantité de monnaie. Il y a neutralité de la monnaie. C'est le voile monétaire : la variation de M va faire varier P, mais en réalité rien n'a changé dans l'économie réelle<sup>16</sup>.

### La formulation de Marshall et Pigou

C'est Alfred Marshall de l'école de Cambridge qui, en 1923, a transformé la simple écriture comptable de Fisher en une fonction de demande de monnaie de la forme suivante :

$$M = kPY \text{ (équation de Cambridge).}$$

Dans cette équation :

**P** : le niveau général des prix ;

**M** : l'encaisse monétaire nominale, autrement dit, la trésorerie que les individus souhaitent détenir (c'est pourquoi on parle de demande) ;

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

**Y** : le revenu réel et le coefficient **k** (traduit la préférence pour la liquidité des agents économiques)<sup>12</sup> .

-Cette équation fait du niveau général des prix, la résultante, pour une certaine production, de l'offre de monnaie et de demande de monnaie représentée par le coefficient **k**.

**Friedman** dit dans les années 1970 que : « *l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire.* »

**Friedman** admet une influence de la politique monétaire sur la production à court terme et se démarque d'un quantitativisme pur.

Une offre de monnaie plus large joue sur la dépense par le biais des réallocations de portefeuille. Cependant son incidence portera de plus en plus exclusivement sur le niveau d'inflation, les agents tendant à réagir à travers leurs anticipations adaptatives en augmentant leurs prix plutôt que leur offre de produits ou de travail. A long terme, le volume de la production et de l'emploi, ne dépend que de facteurs réels. L'inflation, quant à elle est « *toujours et partout un phénomène monétaire* ».

La demande de monnaie étant stable, l'inflation ne peut résulter que d'un excès dans la création monétaire.

### 2- L'approche Keynésienne :

Pour les keynésiens l'inflation n'est pas un mal en soi. Ils fondent leur théorie sur la courbe de Phillips et établissent une corrélation négative (ou relation inverse) entre l'inflation et le chômage. Concrètement, plus le niveau général des prix augmente, moins il y a de chômage au sein de l'économie.

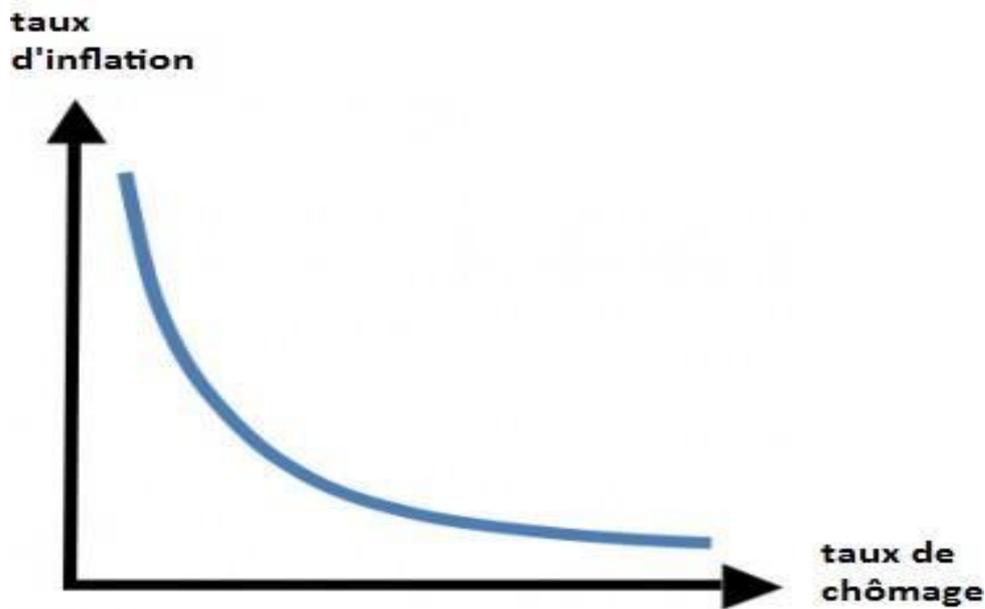
Selon Keynes l'inflation ne peut surgir qu'en période de sous-emploi. Dans ces conditions toute croissance de la masse monétaire se traduit inévitablement par un accroissement des quantités. Paul Samuelson et Robert Solow ont synthétisé la théorie keynésienne par le moyen de la courbe de Philips.

---

<sup>12</sup> Mishkin. F, (2007) « monnaie, banque et marchés financier », 8e édition, Pearson Education, Paris, p65.

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

Figure 2-1 : La courbe de Phillips



Source : Alain Bertone, Antoine Cazorla, Christine Dolo et Anne- Mary Draï , « Dictionnaire des sciences économiques », 2ème édition, Paris , 2007.

En effet, selon cette courbe, une relance monétaire se partage entre un effet prix (inflation) et un effet quantité (la hausse de la production). L'importance de l'effet prix par rapport à l'effet quantité dépend du taux de chômage de départ : si le taux de chômage est élevé, la relance monétaire se traduit essentiellement par une augmentation des quantités ; à l'inverse, si le taux de chômage de départ est faible, la relance monétaire part pour l'essentiel en inflation.

D'après Keynes et ses disciples, l'inflation économique serait donc positive, et l'intervention de l'Etat justifiée. En effet, une politique monétaire ou budgétaire expansionniste se caractérise par une hausse des dépenses visant à accroître l'activité économique : il y a plus de liquidité ou monnaie en circulation, donc inflation (plus la monnaie est abondante, moins elle a de valeur et plus les prix augmentent). Donc pour les keynésiens, l'inflation n'est pas un mal en soi dont la courbe de Phillips établit une corrélation négative (relation inverse) entre l'inflation et le chômage. La théorie keynésienne eut tout au long des « Trente Glorieuses », période économique la plus prospère que le monde n'ait jamais connue.

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

Mais, les années 70 connaissent une période d'inflation et de chômage, connue sous le nom de "stagflation" ; or, d'après la théorie keynésienne, il ne peut y avoir à la fois inflation et chômage. Il convient donc de trouver de nouvelles explications. C'est dans ce contexte qu'interviennent les néo-classiques.

### 3-L'approche néo-classique :

Contrairement aux keynésiens et aux néo-keynésiens qui soutiennent que la politique monétaire peut être utilisée pour doper la production, les nouveaux classiques pensent que la monnaie n'a pas d'influence dans la sphère réelle même à court terme comme l'admettent les monétaristes. Il faut donc mener une politique monétaire rigoureuse de long terme à même de combattre efficacement l'inflation.

Dans l'analyse des nouveaux classiques, le rôle des anticipations est central dans l'inflation. Cependant, un débat existe sur la question de savoir si les anticipations sont adaptatives ou rationnelles <sup>13</sup>.

Selon l'hypothèse d'anticipations adaptatives que défend Friedman (chef de file des monétaristes), les gens constituent leurs anticipations relatives au prix en se référant aux valeurs récemment observées des prix. Il y aurait donc une inertie dans l'inflation, venant du fait que les anticipations de l'inflation future qui sont en fait, basées sur l'inflation du passé, influencent les prix qu'attendent les agents économiques. L'implication de cela est que l'inflation ne peut que changer lentement d'année en année selon le degré de crédibilité de la politique budgétaire et monétaire.

Pour des auteurs comme Lucas (chef de file des nouveaux classiques) et Sargent (1982), les anticipations adaptatives sont trop simples pour s'appliquer à plusieurs circonstances. Selon cette hypothèse, les agents économiques utilisent de manière optimale, toute l'information disponible, y compris l'information sur les politiques actuelles et prospectives, pour prévoir les prix. L'inertie de l'inflation n'est qu'apparente : en fait, ce sont des politiques budgétaires et monétaires inadéquates qui entretiennent la dynamique de l'inflation.

---

<sup>13</sup> MEON P. G (2010-2011). « Introduction à la macroéconomie ». Université libre de Bruxelles, P141

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

Si ces politiques prennent fin, cette dynamique s'arrêtera d'elle-même et les agents feront des anticipations correctes.

L'histoire économique nous enseigne la plausibilité de ces deux hypothèses. Ainsi, dans les études empiriques, les économètres proposent des modèles pouvant intégrer aussi bien les anticipations rationnelles que les anticipations adaptatives. La validation des hypothèses dans ce cas, dépend de valeurs-clefs des paramètres du modèle.

Si l'émission abondante de la monnaie peut être préjudiciable à la performance d'une économie, elle peut constituer une source de revenu pour les autorités monétaires ou le gouvernement<sup>19</sup>.

A la différence des keynésiens, les néo-classiques supposent que les agents économiques sont rationnels et tiennent compte du niveau d'inflation dans leur calcul de rentes et salaires ils considèrent donc leur revenu réel, non leur revenu nominal, et réclament une augmentation de revenu comparable à l'augmentation du niveau général des prix. Les entreprises enregistrent une hausse de leurs coûts de production et sont amenés à licencier : il peut y avoir alors inflation et chômage.

En conclusion, nous pouvons dire que la question de l'inflation est très complexe, notamment aujourd'hui, l'école de la synthèse, notamment représentée par André Malinvaud, propose d'utiliser des méthodes keynésiennes face à une crise néo-classique et des méthodes néo-classiques face à des crises keynésiennes.

### 4 Travaux empiriques sur les déterminants de l'inflation

Sur le plan empirique, plusieurs travaux de recherche ont été réalisés au sein de plusieurs pays, dans le but d'apporter des éléments de réponses et d'identifier les déterminants de l'inflation.

#### Travaux empiriques menés sur la Turquie :

L'étude de Bilgin Bari(2013) <sup>14</sup>analyse les principaux déterminants de l'inflation en Turquie au cours de la période 2002-2012 en utilisant le (VECM). La motivation de l'étude

---

<sup>14</sup> MEON P. Guillaume. Op-cite. p 141.

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

est de comprendre les facteurs moteurs derrière le Phénomène d'inflation pendant la période de ciblage de l'inflation qui a commencé à être mise en œuvre au début de 2002. Les résultats indiquent que l'écart de production et le taux d'intérêt sont les principaux déterminants de l'inflation en Turquie. Ceci s'explique par le fait que le taux d'intérêt à court terme est l'outil principal de l'autorité monétaire dans le ciblage de l'inflation, L'effet néfaste du taux d'intérêt sur l'inflation est important. L'effet positif de l'écart de production met l'accent sur l'inflation de la demande de l'économie turque. Le taux de change et les prix à l'importation n'ont aucun effet statistiquement significatif sur l'inflation. Ce qui montre que les effets de taux de change ont diminué au cours de cette période.

### Travaux empiriques menés sur les Etats-Unis

L'étude de Dharmendra Dhakal et Magda Kandil (1994) sur les principaux déterminants du taux d'inflation aux Etats-Unis en utilisant un modèle VAR comprend des variables majeures qui interagissent avec le niveau de prix dans la macroéconomie. Les résultats suggèrent que les changements dans la masse monétaire, le taux de salaire, le déficit budgétaire et les prix de l'énergie sont des déterminants importants du taux d'inflation aux Etats-Unis. En outre, la contribution relative de ces facteurs à la variance de l'erreur de prévision du niveau de prix est compatible avec un impact plus dominant pour les variations monétaires sur le taux d'inflation.

## Chapitre 01 : Les Déterminants de l'Inflation

---

### Conclusion

La théorie orthodoxe ou quantitative de la monnaie de Fisher<sup>15</sup>, stipule que le niveau des prix dépend purement de la quantité de monnaie en circulation.

Keynes a admis la validité de cette théorie mais seulement dans un contexte bien précis, celui où il n'y a pas de propension à thésauriser et où, simultanément il y a plein emploi.

La théorie monétaire est récapitulée par Friedman qui a confirmé la conclusion de Fisher : « la cause immédiate de l'inflation est toujours et partout la même : un accroissement anormalement de la quantité de monnaie par rapport au volume de la production »

---

<sup>15</sup> Bilgin B, (2013) "main determinants of inflation in turkey" a vector error correction model Int. J. Eco. Res., v4i6, 13-19. Disponible sur le site : [http://www.ijeronline.com/documents/volumes/Vol4Iss6ND2013/ijer%20v4i6%20nd%20\(2\).pdf%20Bilgin%20bari.pdf%20a.pdf](http://www.ijeronline.com/documents/volumes/Vol4Iss6ND2013/ijer%20v4i6%20nd%20(2).pdf%20Bilgin%20bari.pdf%20a.pdf)

Dharmendra D, M, K (1994) "Determinants of the inflation rate in the United States" A VAR investigation, The Quarterly Review of Economics and Finance Volume 34, Issue 1, Spring 1994, Pages 95-112.

# **Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie**

### Introduction

La politique monétaire représente l'un des instruments les plus importants de la politique économique pour faire face aux différents chocs et conjonctures économiques.

Les responsables monétaires, en l'occurrence les banques centrales, doivent veiller à la sécurité des opérations bancaires ainsi que gérer et maîtriser la stabilité de la monnaie au niveau interne et externe. Ainsi, donner une définition à la politique monétaire représente une obligation pour chaque pays.

A travers cette politique, les pouvoirs monétaires souhaitent aboutir à des objectifs bien définis au préalable et dont il est difficile de les atteindre directement, ce qui les pousse à passer et à faire appel à des objectifs intermédiaires plus faciles à maîtriser et à contrôler.

Dans le présent chapitre, subdivisé en trois sections nous allons :

Dans un premier lieu, tenter de discuter l'historique de la politique monétaire et de présenter quelques définitions et notions en penchant sur plusieurs sources.

Nous allons également parler sur les objectifs de la politique monétaire en déterminant les instruments de cette dernière.

Dans un deuxième lieu, tenter de parler sur l'apparition de la politique monétaire en Algérie notamment, ensuite nous allons passer à déterminer l'efficacité et les limites de la PM, et enfin nous allons traiter les principaux résultats de la politique monétaire durant 1990-2000.

Au final, nous allons conclure par analyse de La politique monétaire en Algérie (2000-2016).

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

### **SECTION 1 : LA NOTION DE LA POLITIQUE MONETAIRE**

#### **- Historique**

Les premières banques centrales naissent à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Elles agissent dès lors comme des prêteurs en dernier ressort pour le système bancaire de leur pays. Des controverses sur les politiques monétaires à adopter émergent dès le XIX<sup>e</sup> siècle. La Currency school, dirigée par David Ricardo, qui prône un contrôle de la création monétaire par la banque centrale afin que la masse monétaire soit égale ou inférieure à la quantité d'or qu'elle détient pour empêcher l'inflation. La monnaie serait alors constamment adossée à un actif physique qu'est l'or. Cette école affronte la Banking school, qui prônent une liberté de la création monétaire et des banques, qui, selon eux, répondent adéquatement aux besoins des agents économiques.

La conférence de Bretton Woods est l'occasion pour la communauté internationale de redéfinir des politiques monétaires plus ou moins partagées. Jusqu'aux années 1970, le système monétaire international se fonde sur des taux de change fixes par rapport au dollar des États-Unis, qui s'engagent à assurer la convertibilité de leur monnaie en or.

À partir du choc pétrolier de 1973, l'explosion du système monétaire et financier mondial a une conséquence principale : le point d'ancrage nominal de la politique monétaire devient la stabilité des prix. Une enquête de la banque d'Angleterre sur 94 économies révèle qu'elle est l'objectif principal dans 80 % des cas et dans 26 % des cas l'unique objectif.<sup>16</sup>

#### **1- Définitions et notions de la politique monétaire :**

La politique monétaire, c'est l'ensemble des mesures prises par les pouvoirs publics, et notamment la banque centrale, visant à faire varier la quantité de monnaie présente dans l'économie afin d'agir indirectement sur la valeur de la devise nationale, sur la production, l'investissement, la consommation et l'inflation.

On peut également la définir comme suite :

La politique monétaire représente l'ensemble des différents moyens utilisés par l'Etat ou par une autorité monétaire, la banque centrale, afin d'influencer la conjoncture et l'activité économique en se basant sur la régulation de l'offre monétaire.

Certains auteurs économiques ont donné une définition à la politique monétaire comme étant un instrument qui : « désigne l'ensemble des instruments et procédures visant à réguler, directement ou indirectement la progression d'un ou plusieurs agrégats de référence (la masse monétaire au sens étroit

---

<sup>16</sup> Wikipédia «[https://fr.wikipedia.org/wiki/Politique\\_monétaire](https://fr.wikipedia.org/wiki/Politique_monétaire) »

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

ou au sens large, le crédit, la dette total...), et par là, à agir sur le taux d'inflation (effet-prix de la politique monétaire), et éventuellement sur le rythme d'activité et l'emploi (effet-volume) ».<sup>17</sup>

### 2- Objectifs de la politique monétaire :

Les objectifs finaux de la politique monétaire rejoignent ainsi les objectifs de la politique économique que sont la croissance (avec un niveau satisfaisant de moyens de paiement en circulation dans l'économie) et la stabilité interne de la monnaie (afin d'éviter l'inflation). Mais la politique monétaire ne peut pas agir directement sur ces objectifs. En revanche, elle peut agir efficacement sur certaines variables de l'économie qui elles-mêmes influencent les objectifs de croissance et de stabilité des prix. Ces variables comme la masse monétaire par exemple, sont appelées des « Objectifs intermédiaires ». Les autorités monétaires se fixent donc des objectifs intermédiaires sur lesquels elles exercent une influence directe.

Ces objectifs intermédiaires sont les objectifs quantitatifs, les objectifs de taux d'intérêt et les objectifs de change.

**-Les objectifs quantitatifs** : portent sur l'évolution des agrégats monétaires, c'est-à-dire sur les différents indicateurs de la masse monétaire en circulation dans l'économie. L'objectif consiste, pour les autorités monétaires (BAM), à fixer un taux de croissance pour l'augmentation annuelle de la masse monétaire. Durant l'année, les autorités devront donc utiliser tous les instruments de la politique monétaire qui sont à leur disposition pour que la masse monétaire ne dépasse pas le niveau fixé.

**-Les objectifs de taux d'intérêt** : amènent les autorités monétaires à fixer un niveau souhaitable pour les taux d'intérêt. Elles ne peuvent pas évidemment déterminer un taux précis car ce sont les mécanismes de marché (le marché monétaire) qui décident, selon le jeu de l'offre et de la demande de monnaie, du niveau des taux. Comme la banque centrale est un acteur très important sur le marché monétaire, son action permet cependant d'orienter le taux d'intérêt.

Lorsque les autorités souhaitent favoriser l'épargne des ménages, elles cherchent alors à relever les taux d'intérêt. A l'inverse, un objectif de taux d'intérêt faibles doit conduire à stimuler la croissance et l'investissement.

**-Les objectifs de change** : ont pris depuis quelques années une place très importante. Les autorités monétaires peuvent utiliser les instruments monétaires pour atteindre un certain niveau du taux de change de la monnaie nationale sur le marché des changes. Un pays peut rechercher une dépréciation de sa monnaie pour relancer ses exportations ou, au contraire, une appréciation de sa monnaie. Cette

---

<sup>17</sup> IBOISSIEU C. (1998), Monnaie et économie chronique de la politique monétaire, Etats-Unis-France, édition ECONOMICA, Paris, P.48.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

politique de maîtrise du taux de change peut d'ailleurs s'inscrire parfois dans un contexte de changes fixes ou d'accords de change. Il s'agit de noter, que l'utilisation du taux de change comme cible intermédiaires s'est toujours faite en complément d'un autre objectif intermédiaire, un des agrégats de monnaie.

**-Agrégats monétaires :** L'adoption d'un agrégat monétaire comme objectif intermédiaire trouve sa justification dans le fait, que les autorités monétaires à travers les instruments dont

Elles disposent peuvent agir sur la création monétaire d'un part et d'autre part la variation de l'offre de monnaie n'a impact à long terme que sur l'inflation.

De plus les agrégats de monnaie présentent des qualités intrinsèques indéniables. De ce fait, la croissance de la masse monétaire peut servir d'objectif intermédiaire puisque la banque centrale a les moyens d'agir sur la création monétaire. Un excès de création monétaire pouvant être inflationniste, un tel contrôle permettra d'atteindre plus rapidement l'objectif final de stabilité des prix.<sup>18</sup>

Ainsi un bon objectif intermédiaire doit remplir trois conditions : être influençable par la BAM, avoir un impact effectif sur l'objectif final et être mesurable rapidement.

### 3 -Les instruments de la politique monétaire :

Les banques commerciales sont confrontées à deux objectifs contradictoires : faire travailler les dépôts des clients pour qu'ils rapportent de l'argent, et être prêtes à rembourser tout dépôt lorsque les clients le demandent. Elles créent de la monnaie par les crédits, en espérant que les clients ne vont pas tous réclamer leurs dépôts en même temps. Lorsqu'elles ont mal prévu ces demandes, elles manquent de liquidités.

La banque centrale s'appuie sur ce besoin de liquidités pour contrôler la création monétaire (rappelons qu'aujourd'hui l'essentiel de la création monétaire vient des banques commerciales, les billets et les pièces représentant moins de 15 % de la monnaie en circulation).

- **l'open market :** la politique d'open market est l'intervention de la banque centrale sur le marché monétaire. Elle peut se faire dans deux sens : \* lorsque la banque centrale vend de la monnaie centrale contre des titres (bons du trésor, certificats de crédit, etc...), elle augmente la monnaie en circulation et favorise donc l'augmentation des crédits à l'économie. La consommation et l'investissement sont stimulés mais il y a un risque d'inflation : la hausse de la demande peut être supérieure aux capacités de production. \* lorsque la banque centrale achète de la monnaie centrale, elle limite la monnaie en circulation et donc les crédits à l'économie. Le but est alors de réduire l'inflation, mais ceci risque de limiter la production du fait de la hausse des taux d'intérêt que cela provoque.

---

<sup>18</sup> <https://economie-monetaire-et-marche-des-capitaux23.websself.net>

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

- **le taux d'intérêt directeur** : correspond au taux de réescompte de la banque centrale, c'est-à-dire au taux de rachat des titres escomptés par les banques. Les banques obtiennent alors directement de la monnaie centrale auprès de la banque centrale.

- **les réserves obligatoires** : sont des sommes, proportionnelles aux dépôts, que les banques commerciales sont obligées de placer dans un compte à la banque centrale non rémunéré. Elles limitent la création monétaire des banques puisqu'une partie des dépôts ne peuvent être prêtés. Les instruments non conventionnels<sup>19</sup>

2008 la crise la faillite d'une grande banque Américaine provoque une vraie crise de confiance entre la banque celle qui lui avait prêté de l'argent s'inquiète de ne pas trouver leur fond et d'autres s'alarme car il lui avait prêté à cette dernière. Sur les marché financier les investisseurs reculent, il demande des taux d'intérêts plus élevée ou contre partie de leur investissement pour éviter les faites de nombreuse banque est contrée la crise économique la banque centrale pragmatique réagie.

- Elle bisse' son taux directeur et le baisse encore le voilà proche de zéro.
- Mais rien n'a fait la crise précise, les tentions s'accentue.
- Le taux d'intérêts à long terme reste toujours élevé le système financier se d'dégonflent.
- L'activité économique chute

Les fermes le chômage rien ne va plus alors pour suivre ces objectifs la BC doit inévitablement adapter sa politique monétaire elle imagine alors des mesures non conventionnelles.

**3-1-Politique non conventionnelle direct (oxygène)** : est composée de trois mesures :

\* Assouplissement quantitatif : o Il consiste à une banque centrale de racheter des titres de cette taux acteur financier notamment des bon de trésor ou des obligations €.

\* Assouplissement des conditions de crédits : o C'est lorsque la banque centrale rachète des dettes privée (crédit hypothécaire) c.à.d. l'acte de l'emprunteur qui s'engage à remettre un bien à sa créance en cas de défaut du paiement.

\* L'hélicoptère monétaire qui veut dire la monnaie permanente : Elle consiste pour la BC à crée de la monnaie et de la distribuer directement aux citoyens sous forme de dividende ou transféré sur le compte de gouvernement.<sup>20</sup>

**3-2- Politique non conventionnelle indirecte (endogène)** : Elle change le taux fini les variations de taux directeur elle l'affirme clément (le taux directeur restera proche de 0 le temps qu'il le faux). Les banques et les investisseurs anticipe l'avenir plus surement ils réduisent alors les taux d'intérêt à long

---

<sup>19</sup> Exposé sur la politique monétaire , module EMMC,p10,11

<sup>20</sup> MICHKIN Frédéric ; « la monnaie système financier et politique monétaire » ,Pearson education, 7 eme edition

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

terme et les agents économique trouve un financement à moindre coût, pour continuer sur sa lancée la BC redonne l'oxygène aux systèmes et intervient directement aux près des banques commerciales et sur le marché financier les banques commerciales ne se prêter plus d'argent, l'activité des crédits et tétanisé. La banque centrale change de dimension et leur donne un accès illimité à la liquidité sous forme de prêt à long terme, cette fois-ci les banques respire Financer les ménages et les entreprises devient moins risqué du coût les taux d'intérêts à long Terme des banques diminue ; et les € peuvent à nouveau assumer des crédits et financier leur Activité mais si ça ne suffit pas la BC enchaîne

- les investisseurs n'osent toujours pas s'investir sur les marchés.

-les ménages n'osent plus emprunter.

-les taux d'intérêts sont encore trop hauts.

La BC réalise des achats massifs et répétés de titres sur ce que on appelle les marchés secondaires, ce sont les marchés où s'achète et se vend des titres déjà émis et que leur détenteur souhaite revendre. Offre et demande se font à juste avec des taux d'intérêts plus bas cette baisse diffuse sur l'ensemble des taux d'intérêts les acteurs économiques retrouvent des ressources financières mieux placées sur le marché aux prêts des investisseurs habituels, alors on peut respirer avec les mesures non conventionnelles, les BC ont dû augmenter fortement le nombre de titres qu'elle détient et adapter leur moyen d'action, il leur faut beaucoup d'outils pour baisser l'argent à court terme qui sert à financer les ménages et les entreprises, mais la santé de notre économie dépend d'autres régulateurs et ça c'est une autre histoire<sup>21</sup>

### Conclusion :

Les objectifs et instruments de la politique monétaire sont divers et ne présentent pas l'efficacité et la cohérence que ne pourrait souhaiter c'est pourquoi les choix des gouvernements et les autorités monétaires ont la matière sont largement discutés régulièrement remis en question.

Le choix des instruments en effet, n'est pas neutre et il dénote des orientations générales de la politique choisie par les autorités monétaires et qui n'est pas toujours en totale cohérence avec les objectifs gouvernementaux, cela est d'autant plus vrai aujourd'hui que la plupart des BC sont indépendantes. C'est-à-dire que la mise en œuvre de la politique monétaire est délicate, et qu'elle est sujette à de nombreuses évolutions et modifications pour satisfaire le fonctionnement général de l'économie et son évolution pour répondre aux souhaits des pouvoirs politiques.

---

<sup>21</sup> Idem

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

### SECTION 2 : LA POLITIQUE MONETAIRE EN ALGERIE

#### 1- Apparition de la PM en Algérie :

Dès l'indépendance, l'Algérie a procédé à la nationalisation des secteurs clés de l'économie en passant par la reconquête de sa souveraineté monétaire et financière en créant la Banque Centrale d'Algérie (BCA), en tant qu'autorité monétaire, et le Dinar Algérien (DZA), comme monnaie nationale. Mais à partir de l'année 1970, le système bancaire Algérien verra son cadre institutionnel et opérationnel transformés afin de faire face aux nouvelles exigences d'une économie planifiée qui se caractérise par la centralisation des décisions et le financement de l'économie se fera en fonction des objectifs esquissés par l'Etat.

C'est dans ce contexte que fut créée, en 1986, la première loi bancaire, relative au régime des banques et des crédits, dont l'objectif est d'apporter de nouveaux aménagements au mode de financement du secteur public économique. Ainsi, dans cette même lignée des réformes, la loi n°90-10, relative à la monnaie et au crédit (LMC), sera promulguée dès le 14 avril 1990. C'est une loi qui avait créé un tout autre modèle dans lequel le système bancaire évoluera désormais ; elle a été promulguée sur un principe d'indépendance de la Banque Centrale par rapport au pouvoir exécutif. Durant cette période, l'Algérie, qui souffrait d'une crise d'endettement extérieur mettant son économie en difficulté, engagera d'autres réformes dictées par des organisations monétaires et financières internationales (notamment, le FMI). Mais, la hausse des prix du pétrole à partir de l'année 1999, a vu le marché monétaire de l'Algérie passer d'une situation de carence et de pénurie de liquidité à une situation de surplus et d'excès de liquidité.

De ce fait, la conduite de la politique monétaire sera fixée vers une nouvelle orientation visant à gérer cet excès dans le but d'atteindre ses objectifs.

La suite de cette section sera consacrée donc d'analyser l'efficacité de la politique monétaire ainsi une étude sur la conduite de cette dernière en Algérie<sup>22</sup>

---

<sup>22</sup> Mémoire Online - Estimation et stabilité de la fonction de demande de monnaie en Algérie - Anissa ATMANI

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

### 2-Efficacités de la politique monétaire

Pour des raisons à la fois institutionnelles et économiques, la politique monétaire dispose de plus de flexibilité que les autres instruments de la politique économique, par exemple que la politique budgétaire et fiscale. Sous cet angle, elle a largement pallié les inefficacités et rigidités d'autres politiques. Quatre observations émergent à propos des performances de la politique monétaire.

- L'efficacité de la politique monétaire n'est pas, a priori, parfaitement symétrique selon qu'il s'agit de freiner ou de relancer l'activité. Mais dans les deux cas, vu la place de la régulation par les taux d'intérêt, l'efficacité dépend beaucoup de la sensibilité de l'offre et la demande vis-à-vis des taux d'intérêt.
- La réussite de la politique monétaire dépend de son degré de coordination avec les autres domaines de la politique économique, en particulier avec la politique budgétaire et fiscale.
- Partout, la politique monétaire agit sur l'activité et sur les prix avec des délais allant, en règle générale, de six mois à un an.<sup>23</sup>
- On ne peut séparer l'efficacité de la politique monétaire, de la question des canaux de transmission de la dite politique. Parmi ces canaux, il est de traditionnels (ex : coût du capital), d'autres qui le sont moins mais qui sont fort difficiles à estimer empiriquement et à intégrer dans les modèles, par exemple les effets de richesse, positifs ou négatifs, engendrés par les variations du cours des actions.

#### **Analyse de l'efficacité de la politique monétaire : test économétrique**

Les principaux déterminants de l'inflation en Algérie ont fait l'objet de nombreuses études. L'équation de l'inflation retenue dans la présente étude, est issue du modèle KAHN et KNIGHT (1991) appliquée au cas des pays en développement, et de MOSER (1995) Ce modèle explicite, les déterminants de l'offre de monnaie, en faisant dépendre celle-ci des variations des taux d'intérêt et l'accroissement de la masse monétaire, et le PIB.

Le désir d'évaluer de manière simultanée, les impacts respectifs de ces taux d'intérêt sur l'inflation expliquent leur présence au sein de l'équation. En effet, dans la mesure où la

---

<sup>23</sup> Christian de Boissieu « Monnaie et économie », *economica*, 49, rue Héricart, 75015 Paris

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

Banque d'Algérie a la possibilité d'utiliser conjointement ces instruments pour réguler la liquidité et l'activité bancaire, il a paru légitime d'intégrer ces variables dans les mêmes équations. Cependant, il faut garder à l'esprit le fait qu'il existe une hiérarchie entre les taux en ce sens que le taux de réescompte devrait logiquement être fixe à un niveau inférieur à celui du taux monétaire.

L'inflation sera illustrée par l'IPC le prix à la consommation, écrit sous forme log-linéaire, et supposé dépendre du coût des biens domestiques et des importations exprimées en milliard de dinars

$$\text{Log IPC} = \alpha_1 (\text{log IPD}) + (1-\alpha) (\text{log IPM})$$

Le prix domestique dépend des tensions existantes sur le marché de la monnaie et celui des biens et services. Par conséquent, il sera fonction d'une part, de l'offre de monnaie  $M_s$  et de la demande  $M_d$ , et d'autre part, du gap de production (différence entre la production effective PIB, et la production potentiel PIB\* :

$$\text{Log IPD} + \beta_1 (\text{log } M_s - \text{log } M_d) + \beta_2 (\text{log PIB} - \text{LOG PIB}^*)$$

Avec  $\beta_1, \beta_2 \geq 0$

L'offre de monnaie dépend à son tour, des taux d'intérêt directeurs de la Banque Centrale, à savoir le taux du marché monétaire IM et le taux de réescompte IR, et du PIB :

$$M_s = G (\text{IM}, \text{IR}, \text{PIB})$$

$$M_s = b_1 \text{IM} + b_2 \text{IR} + b_3 \text{log PIB}$$

Avec  $b_1, b_2, b_3 > 0$ .

La demande de monnaie dépend du revenu réel des agents économiques PIB<sup>24</sup> :

$$M_d = F (\text{PIB})$$

$$M_d = b_4 \text{log PIB}$$

En substituant l'équation (3) et (4) dans l'équation (2), il vient :

$$\text{Log IPD} = \beta_1 (-b_1 \text{IM} - b_2 \text{IR} + b_3 \text{log PIB}) + \beta_2 (\text{log PIB} - \text{PIB}^*)$$

<sup>24</sup> Une telle formulation privilégie la part transactionnelle de la demande de monnaie, du fait du caractère embryonnaire de marchés financiers en Algérie, qui permet de justifier l'omission du taux d'intérêt créditeur dans la fonction de demande de monnaie. Du reste, le programme monétaire de la Banque d'Algérie retient la même formulation (équation de Fisher).

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

L'équation (5) peut être intégrée dans l'équation (1) pour avoir :

$$\text{Log IPC} = \alpha_1 \beta_1 b_1 \text{IM} - \alpha_1 \beta_1 b_2 \text{IR} + (\alpha_1 \beta_1 b_3 + \alpha_2) \log \text{PIB} - \alpha_2 \log \text{PIB}^* + \beta_3 (1 - \alpha) (\log \text{Tch} + \log M)$$

En différenciant l'équation (4.16), le taux d'inflation suivra la fonction suivante :

$$D(\log \text{IPC}) = H(D(\text{IM}), D(\text{IR}), D(\log \text{PIB}), D(\log \text{PIB}^*), D(\log \text{Tch}))$$

En résumé, les taux d'intérêt retenus (IM et IR), sont supposés être négativement reliés à l'évolution du niveau général des prix, suivant en cela les résultats standard des théories keynésienne et monétariste. Le PIB est susceptible de traduire un « effet demande » au sein de l'équation. Le signe attendu de cette variable est indéterminé, dans la mesure où la valeur de son paramètre dépend des évolutions relatives de l'offre de monnaie, de la demande de monnaie et du choc d'offre. Les implorations et le taux de change sont également des variables explicatives potentielles dans la mesure où une hausse du prix des produits importés se répercute sur les prix domestiques, du fait notamment d'un comportement de marge de la part des importateurs. Le modèle dynamique de court terme est présenté comme suit: Le modèle dynamique représentant la relation à court terme, est estimé par la méthode du maximum de vraisemblance. La procédure de VECM établie par EVIEWS.6, De ce fait on s'intéresse à l'équation qui explique la variable LOG(IPC) :

Modèle : l'impact des variations du taux de réescompte sur l'inflation

|  |         |                                   |         |                       |        |        |
|--|---------|-----------------------------------|---------|-----------------------|--------|--------|
| <b>DLOG(IPC) = -0.013 [24.63 + LOG(IPC)<sub>t-1</sub> - 20.07IR<sub>t-1</sub> - 1.13 LOG(PIB)<sub>t-1</sub> -</b>  |         |                                   |         |                       |        |        |
|  | (-0.81) |                                   | (-5.66) | (-10.12)              |        |        |
| <b>0.85 LOG(TCH)<sub>t-1</sub>] + 0.02 + 0.51 DLOG(IPC)<sub>t-1</sub> + 1.64 D(IR)<sub>t-1</sub> + 0.10 DLOG(PIB)<sub>t-1</sub> - 0.01 DLOG(TCH)<sub>t-2</sub></b> |         |                                   |         |                       |        |        |
|  | (-4.40) | (1.73)                            | (3.81)  | (2.43)                | (1.43) | (0,22) |
| <b>R<sup>2</sup> ajustée = 0.70</b>  |         | <b>Nombre d'observations = 40</b> |         | <b>LM stat = 0.75</b> |        |        |

**Source :** estimations générées par Eviews 6 .

Le coefficient de détermination R<sup>2</sup> -ajusté, montre que le modèle à correction d'erreur explique 70% des variations des prix. Le terme à correction d'erreur (-0.013) est négatif et n'est pas significatif (t de Student en valeur absolue (0.81) est inférieure à la valeur critique 1.96 au seuil de 5%)<sup>5</sup>. Cela indique qu'il n'y a pas de retours vers l'équilibre à long terme.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

Aussi, Il n'y a pas de risque de corrélation des résidus car la probabilité de LM (Multiplicateur de Lagrange) du test BreuschGodfrey<sup>25</sup> est supérieure à la valeur critique au seuil de 5%.<sup>26</sup>

A long terme, l'impact d'une variation du taux de réescompte est significatif et présente le signe attendu (relation inverse) confirmant par cela, la théorie keynésienne et monétariste. Une hausse de 1% du taux de réescompte entraîne une baisse de 20% du niveau général des prix. Ainsi, l'impact du taux de croissance et du taux de change sont aussi significatifs. En effet, une hausse de 1% du PIB entraîne une baisse de 1.13% de l'IPC, et une hausse de 1% du taux de change entraîne à son tour une baisse de 0.58% de l'IPC.

En effet la baisse du taux change signifie une réévaluation du dinar face au dollar US, ce qui va entraîner une éventuelle hausse de demande des biens importés qui se répercutera par une hausse du niveau général des prix. Quand a la relation inverse entre la demande réelle et le niveau général des prix s'explique par le fait que l'inflation dépendait fortement de l'émission monétaire incontrôlée.

Toutefois, nous constatons, à court terme, que la variation de l'IPC va dans le même sens que la variation du taux IR. Une hausse de 1% du taux de réescompte, entraîne une hausse de 1.64% du niveau général des prix. Cela explique l'inefficacité de cet instrument à contrôler l'inflation, à court terme.

Nous accompagnons les estimations économétriques précédentes par une vision économique globale ; afin de pouvoir expliquer l'impact des variations du taux de réescompte sur l'inflation et la croissance économique. Ainsi, cela va nous permettre de comprendre les causes de l'inefficacité de cet instrument de la politique monétaire en Algérie.

Rappelons que dans le modèle estimé, nous constatons que le taux de réescompte présente une relation inverse avec les variations du taux d'inflation à long terme, conformément aux prédictions théoriques fondées par Keynes et Friedman. Par contre, à court terme, la variation de l'inflation évolue dans le même sens que la variation du taux de réescompte.

L'inefficacité de la politique du taux de réescompte sur l'inflation en Algérie, peut s'éclairer sous les différentes explications qui vont dans le sens des critiques des politiques et

---

<sup>25</sup> Test de corrélation des erreurs en série

<sup>26</sup> Le test de Jaques-Bera indique que les erreurs suivent une loi normale (stat=64%)

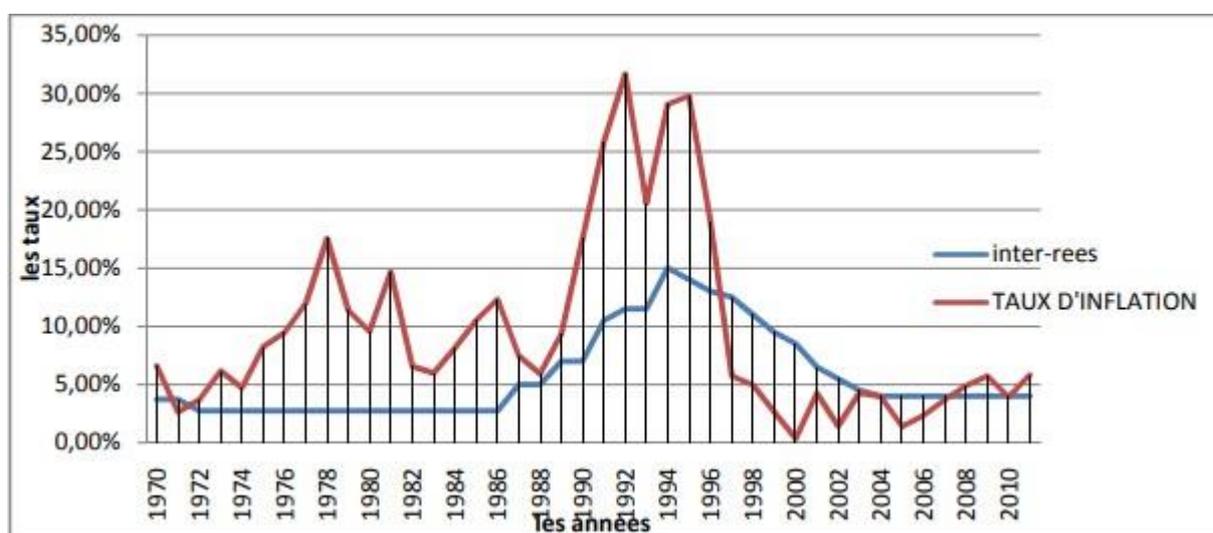
## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

décisions prises par l'Etat en vue de promouvoir l'économie du pays, commençant par la nationalisation en 1971 , la politique agraire en 1974 , en passant par les chocs pétroliers , l'application des PAS, en arrivant jusqu' au nouveau plan de relance économique en 2000.

En effet, la planification centralisée a été une cause de l'étouffement des résultats de la politique monétaire menée en Algérie au lendemain de l'indépendance. D'ailleurs, au début des années 70, la mise en œuvre de la planification financière en adéquation avec la planification physique, implique

Une redéfinition des rôles de la Banque d'Algérie pour atteindre les objectifs fixés par le premier plan quadriennal.

**Figure N° 03 : L'évolution simultanée du taux d'inflation, du taux de réescompte**



**Source :** élaboré par l'auteur à partir des données des rapports annuels de la banque d'Algérie

L'intervention de la Banque d'Algérie se situe au niveau du refinancement des banques commerciales au titre des crédits à court terme, et essentiellement au financement de l'exploitation des entreprises publiques. Dans ce cadre, la Banque d'Algérie arrête un plafond du taux de réescompte allant de 3.75% à 2.75%. Ces variations étaient favorables pour les investissements. En d'autres termes, la politique du taux de réescompte encourageait le financement des investissements, ce qui a maintenu l'inflation à un niveau relativement élevé (en moyenne 4.89%) et la croissance semblait se maintenir autour d'un taux moyen de 2% sur la période 70-75. Entre 1972 et 1986, la politique du taux de réescompte est restée inchangée, et le Trésor Public finançait directement ces investissements sous forme de prêts à moyen et long terme. En fait, d'un côté, le financement par le crédit était une stratégie assez fructueuse

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

puisqu'elle a permis, selon la Banque d'Algérie, un ratio (taux d'investissement / PIB) d'environ 45% durant la décennie 1970- 1980. Cela explique la hausse de la moyenne d'inflation, allant de 5% entre 70-75 à 10.96% entre 80-85. Ainsi, l'économie d'endettement adoptée par l'Algérie, avait en quelque sorte, contribué à maintenir le niveau de la croissance et l'inflation relativement élevé. Au début des années 80, les mesures du financement par l'octroi de crédit ont été vite abrogées, étant donné que le majeur parti des entreprises publiques devait faire face à de nombreux problèmes financiers, et étaient incapables de dégager des cash-flows positifs nécessaires au remboursement de la dette, encore moins à participer au budget de l'État. Un déséquilibre de la balance des paiements a été fortement affecté par la chute des hydrocarbures et le poids de la dette extérieure.

Néanmoins, durant le contre choc pétrolier de 1986, la rigidité de la planification centralisée et la politique laxiste en termes d'aides et de subventions à la consommation, sont pleinement apparues. Au moment où la politique monétaire fut quasiment absente, et en croyant à une conjoncture limitée dans le temps, l'État a poursuivi sa politique laxiste, malgré une baisse de 50% des recettes budgétaires provenant des hydrocarbures. Cela a provoqué une hausse de l'inflation d'une moyenne de 10.56%, en passant de 10.47% à 17.5% entre 80-90, et une baisse de la croissance économique d'une moyenne de 3.7%.

Le passage d'une économie dirigée à une économie de marché nécessite des mesures strictes et restrictives pour assurer la transition et corriger les lacunes. A cette fin, le FMI impose des PAS afin d'assurer la mutation de la planification à l'économie du marché. L'application de ces mesures n'ont été sans conséquences. A partir des années 90, et malgré la politique monétaire restrictive et la hausse du taux de réescompte de 10.5% en 1991 à 15% en 1994, afin de contourner l'inflation, cette dernière n'a pas répondu à ces restrictions, en enregistrant une moyenne de 27.38% entre 90-95. Cela est dû à une libéralisation partielle du commerce extérieur et des prix aussi. La politique monétaire de la dévaluation du dinar, prise par l'Etat, dans le cadre du PAS pendant les trois années 90 ,91 et 92, a affecté l'économie en incitant l'inflation importée et domestique à la hausse. En 1992. Le dinar a perdu 112% de sa valeur en passant de 8.96 DA/\$US à 19 DA/\$US, et en 1994 il chute encore de 50.21% de sa valeur en passant de 35 DA/\$US à 47 DA/\$US.

Des pertes induites par une série de dévaluations du dinar, qui a dopé les coûts des consommations intermédiaires importées et le volume des dettes. Malgré cela, on a pu

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

remarquer une forte corrélation entre la dévaluation du dinar et le gonflement des découverts bancaires.

A partir de 2000, l'Etat préconise un nouveau plan de relance économique. L'inflation a été bien maîtrisée en instaurant un nouveau taux de réescompte permettant à la fois le contrôle du niveau général des prix et la relance du crédit à l'économie. En effet, après une hausse de la dette extérieure entre 1994 et 1996 passant de 29 milliards de dollars US (soit 70% du PIB) à plus de 33 milliards de dollars US, une tendance à la baisse à partir de 1997 se poursuit jusqu'à présent en arrivant à 15 milliards de dollars US en 2006 et 7.6 Milliard de dollars US en 2009. Cela résulte de l'accélération du processus du remboursement anticipé de la dette publique rééchelonnée à partir de l'année 2000. L'effet de valorisation de l'encours de la dette résulte de la baisse de la valeur du dollar US par rapport à l'euro et autres devises composant la dette extérieure. Par tout ce qui précède, nous concluons que les variations du taux de réescompte n'ont pas réussi à affecter les variations de la croissance qui dépend fortement des hydrocarbures, et de l'inflation causée par les processus inflationniste économiques, parfois incontrôlables

### 3- les principaux résultats de la politique monétaire durant 1990-2000

#### 3-1 Le contrôle de l'inflation :

**Tableau n°01 : Evolution du taux d'inflation (IPC en %) entre 1990 et 2000**

| Année         | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|---------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Variation (%) | 23.3 | 25.5 | 28   | 26.5 | 29.0 | 29.8 | 18.7 | 5.7  | 5.00 | 2.6  | 0.3  |

Source : établi par nous-mêmes à partir des rapports de la Banque d'Algérie

Durant la décennie 1990, l'Etat menait une politique restrictive visant à réduire le taux d'inflation. Au cours du PAS, la politique monétaire a permis la diminution rapide et sensible du taux d'inflation. Ce taux est passé de 29% en 1994 et 30% en 1995 puis, à partir de 1996, il commençait à diminuer pour atteindre 5% en 1998 et à 0.3% en 2000. Ce qui constitue un succès de lutte contre l'inflation et à 0.3% en 2000.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

### 3-2 Le contrôle de la masse monétaire :

**Tableau N°02 :** Evolution du taux de croissance de la masse monétaire entre 1990 -2000

| Année                     | 1990  | 1991 | 1992  | 1993  | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|---------------------------|-------|------|-------|-------|------|------|------|------|------|------|------|
| Taux de croissance M2 (%) | 11.42 | 20.8 | 27.61 | 22.65 | 15.4 | 10.5 | 14.4 | 18.2 | 18.8 | 13.9 | 13   |

Source : établi par nous-mêmes à partir des rapports de la Banque d'Algérie

### 4-Les principaux résultats de la politique monétaire durant 2001- 2015

#### 4-1 Le contrôle de l'inflation :

**Tableau N°03 :** Evolution du taux d'inflation (IPC en %) entre 2001 -2015

| Année            | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Taux d'inflation | 4.22 | 1.4  | 3.6  | 4.6  | 1.9  | 1.8  | 3.9  | 4.4  | 5.7  | 3.9  | 4.52 | 8.89 | 3.26 | 2.92 | 4.8  |

Source : établi par nous même à partir des rapports de la banque d'Algérie (2003, 2005 ,2014 et, 2015)

A partir des années 2001 les tensions inflationnistes continuent de baisser, plus Particulièrement, en 2002. Le taux d'inflation s'est situé à 1.4% durant cette année contre 4.2% en 2001 pour qu'il enregistre un taux de 3.6% en 2003, puis, le taux baisse à 1.8% en 2006. Le rythme d'inflation de 2008 à enregistré un taux de 4.4% pour atteindre 5.9% en 2009.

L'objectif explicite d'inflation en termes de stabilité des prix a été institué en 2010. Au titre de cette même année, le conseil de monnaie et du crédit (CMC) a fixé l'objectif d'inflation à 3.9%. L'année 2011 fût la première année de la conduite de la politique monétaire avec ciblage d'inflation, à un taux de 4.52%. Pour atteindre 8.89% en 2012, par la Suite baisse jusqu'à 3.26 (2013) à 2.92% en 2014. Le taux d'inflation en 2015 était de 4.8%

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

### 3.6.2 Le contrôle de la masse monétaire

**Tableau n°04 : Evolution de la masse monétaire entre 2001 -2015**

| Année                    | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011  | 2012  | 2013 | 2014 | 2015 |
|--------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|------|------|------|
| Taux de croissance de M2 | 22.3 | 17.3 | 15.6 | 11.4 | 11.2 | 18.6 | 24.2 | 16   | 3.1  | 13.8 | 11.91 | 10.94 | 8.41 | 7.68 | 0.13 |

Source : Etabli par nous-mêmes à partir des rapports de la Banque d'Algérie (2005, 2013, 2014 et 2015)

Le taux de croissance de M2 a connu une évolution régulière à partir 2000 jusqu'au 2009. Ce taux connaît un mouvement baisser de 2003 à 2005, ce qui confirmé une certaine stabilité monétaire. Les années 2006 et 2007 se sont caractérisées par une forte croissance de M2 Respectivement (18.6% ; 24.2%).

Après un taux de croissance monétaire bas enregistré en 2009 (3.1%) sous l'effet de l'important choc externe, l'année 2010a été marquée par le retour à l'expansion monétaire à un rythme de 13.8% au sens de la masse monétaire M2. Le taux de croissance de M2était de 7.68% en 2014. Le taux de croissance de M2 était de 7.68% en 2014. La situation monétaire consolidée se caractérise par une très faible expansion de la masse monétaire M2 en 2015 (0.13%). Avec la période 2010-2014 où la croissance de la masse monétaire (M2) a été de 13.8% en moyenne annuelle.

### Les politiques de lutte contre l'inflation

#### **La politique budgétaire : la politique de régulation de la demande :**

Cette politique consiste en la réduction des dépenses de l'Etat (diminution de G) ou une augmentation de la pression fiscale sur les ménages (augmentation TVA) afin de réduire leur demande (diminution C). Ces mesures ont néanmoins un effet limite pour deux raisons :

- La mise en œuvre de ces (02) mesures exige un temps relativement long (celles – ci doivent être dans la loi de finance.)
- L'augmentation des impôts se heurte souvent à la résistance des contribuables et constitue de ce fait une mesure impopulaire.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

### **La politique des revenus**

Cette politique consiste à contrôler la progression des revenus (blocage des salaires et est difficile à mettre en œuvre dans la mesure où elle rencontre la résistance des syndicats des travailleurs.

### **La politique des prix et la concurrence**

Cette politique vient en complément de la politique salariale et consiste à contrôler les prix de certains produits.

On parle de « prix administrés » c'est-à-dire de prix négociés résultant compromis entre les pouvoirs publics et les entreprises.

### **La politique de désinflation compétitive**

Cette politique consiste à contrôler les coûts salariaux (modération salariale) et à surévaluer la monnaie nationale. Ainsi, cette politique oblige les entreprises à ne pas augmenter leurs prix de vente pour rester compétitives par rapport aux concurrents étrangers.

### Conclusion

La politique monétaire consiste à fournir les liquidités nécessaires au bon fonctionnement et à la croissance de l'économie tout veillant à la stabilité de la monnaie. L'objectif final de la politique monétaire menée par la Banque d'Algérie est la stabilité interne et externe de la monnaie. Il est à noter que la création monétaire est vue comme à l'origine des tensions inflationniste. Maitriser l'inflation suppose donc de maitriser la création monétaire, c'est pourquoi la Banque d'Algérie retient un objectif d'inflation à 3 %.

Cette analyse statistique et rétrospective sur l'évolution de la situation monétaire et les instruments de politique monétaire utilisés tout au long de cette période d'études, était nécessaire pour déceler quelques informations sur la relation croisée entre l'offre de monnaie, l'inflation et les instruments de la politique monétaire. A première vue il nous semble qu'il existe une relation positive entre l'offre de monnaie et l'inflation, le taux d'inflation et le taux d'intérêt ont une évolution commune depuis 1990, comme l'offre de monnaie détermine en grande partie le taux d'intérêt, cette relation est remise en cause depuis 2003 avec la surliquidité du système bancaire.

Nous en déduisons que la Banque d'Algérie n'a pas pu atteindre ces objectifs par le moyen de ses instruments, car la politique monétaire est dépendante de la politique budgétaire et de la politique de change.

La détermination du taux de change dans un contexte d'absence de marché de changes dépend de l'évolution des recettes pétrolières et du taux de change €/\$. Cependant l'Algérie n'a aucune influence sur ces deux variables Une étude plus approfondie mettant en exergue la relation croisée de ces trois politiques, ainsi qu'une comparaison de la conduite des politiques monétaires des pays voisins, en l'occurrence le Maroc et la Tunisie, permettrait de voir plus claire les perspectives de la banque d'Algérie en matière d'objectifs et de manipulation des instruments.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

### SECTION 3 : ANALYSE DE LA POLITIQUE MONETAIRE EN ALGERIE (2000-2016).

L'économie algérienne est passée d'une situation d'excès de liquidité bancaire, qui a caractérisé pratiquement l'ensemble des années 2000, et à commencer à revêtir un caractère structurel depuis 2001, à une situation de pénurie de liquidité bancaire, à partir du second semestre 2014 en raison de la chute brutale des prix des hydrocarbures.

L'excès de liquidité s'est accompagné de l'émergence des avoirs extérieurs dans la création monétaire en raison de l'évolution favorable du marché international du pétrole.

Au cours de l'année 2005, ils sont devenus la source principale de création monétaire et cela constitue une mutation importante qui ne facilite pas la tâche de la Banque d'Algérie en matière de la conduite de la politique monétaire vu le caractère autonome de ces avoirs extérieurs.

Les autorités monétaires ont adopté des réformes afin de résoudre le dysfonctionnement du marché monétaire qui représente des embûches entravant la bonne conduite de la politique Monétaire, engendrant des effets néfastes et indésirables sur toute l'économie nationale.

A partir du second semestre de l'année 2014, on observe une chute drastique des prix du baril du pétrole d'environ 50% à l'échelle internationale passant de 110 dollars au premier trimestre 2014, cette chute des prix c'est prolongé jusqu'au quatrième trimestre 2015 à 43,49 dollars le baril, le prix moyen du baril à atteint 47 dollars<sup>27</sup>.

De ce fait, l'économie algérienne est menacée car elle dépend à 98% des recettes pétrolières.

Le gouvernement a entrepris des mesures dans le but de préserver l'économie nationale et de garantir un développement durable à travers l'utilisation d'instruments pertinents afin de réaliser ses objectifs.

Ce chapitre est partagé en quatre sections différentes : La première section portera sur une analyse macroéconomique de la situation économique de 2000-2016, ensuite la deuxième section sera consacrée à la présentation des instruments utilisés par la BA. En outre, dans la troisième section on abordera les objectifs monétaire et économique visés par la BA. Enfin, la quatrième section abordera le secteur de la finance informelle en Algérie.

---

<sup>27</sup> Rapport banque d'Algérie 2015

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

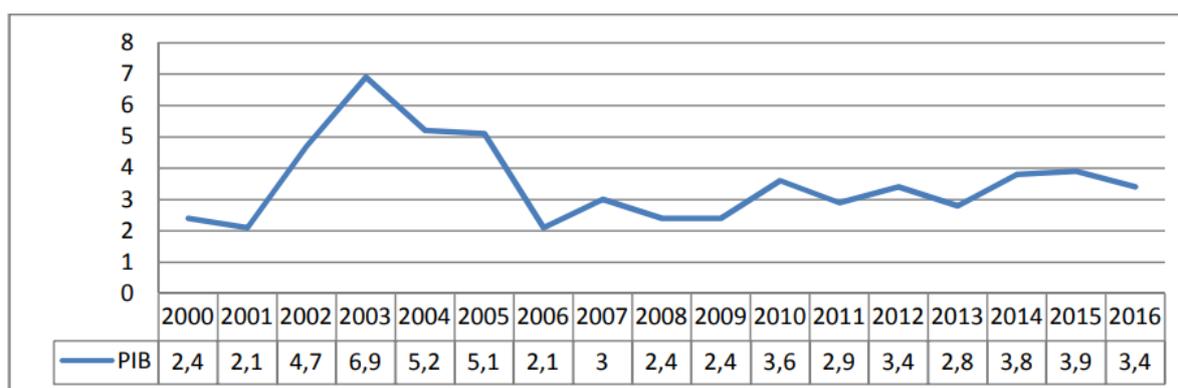
### 1- ANALYSE DU CONTEXTE MACROECONOMIQUE NATIONALE DE 2000 à 2016.

L'économie nationale est dépendante des exportations des hydrocarbures ainsi que par leurs caractères volatils sur le marché international de l'énergie. La consolidation de la stabilité macro financière est bien reflétée par l'évolution des indicateurs macroéconomiques suivants :

#### 1.1-La croissance économique

La croissance économique est déterminée par le taux d'évolution du produit intérieur brut qui est définie comme étant une unité de mesure de l'activité économique réalisée à l'échelle d'une nation sur une période donnée<sup>28</sup>.

**Figure N°4** : Evolution du PIB en terme réel entre 2000-2016.



Source : Figure réalisée par nous-mêmes à partir des données de la banque d'Algérie.

On constate que ce taux est resté en dessous de son potentiel, atteignant en moyenne 3,52 % avec un pic de 6,9 % en 2003, tiré des hydrocarbures. L'augmentation du prix du pétrole a permis à l'Etat de lancer des programmes d'investissement pour soutenir la croissance, commençant par le programme de relance économique.

Au cours du dernier trimestre 2014, le PIB a enregistré une croissance appréciable de 4,9% contre 2,5 pour la même période cela est dû à la croissance exceptionnelle 5% réalisé par les hydrocarbures<sup>29</sup>

<sup>28</sup> [http://www.unicaen.fr/ufr/eco/espaceprof/script2/identification/bonnet\\_jean/droit-1/chap1/6 mesure du PIB.pdf](http://www.unicaen.fr/ufr/eco/espaceprof/script2/identification/bonnet_jean/droit-1/chap1/6%20mesure%20du%20PIB.pdf).consulté le 04/05/2017, à 13 :06.

<sup>29</sup> 3 Rapport banque d'Algérie, tendances monétaire et financières au 4eme trimestre de 2015.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

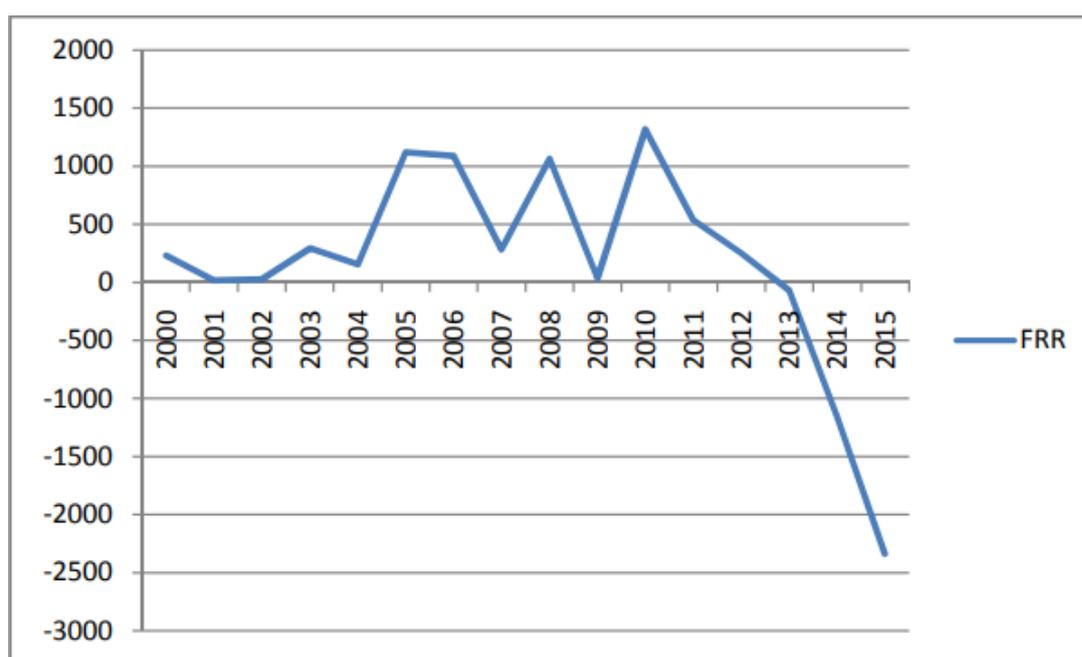
En 2015, même en période de pénurie de liquidité due à la chute des prix des hydrocarbures, on constate que la croissance en termes de PIB réel reste constante à 3,9%, le secteur des

Hydrocarbures a renoué avec la croissance (0,4% contre -0,6% en 2014) et la croissance hors hydrocarbure a atteint 5,5% contre 5,6% en 2014<sup>30</sup>. En 2016 en raison du choc externe de la baisse des exportations des hydrocarbures ainsi que leurs prix la croissance a diminué et le PIB a enregistré 3,4% (166milliard de dollar)<sup>31</sup>.

### *Fond de Régulation des Recettes (FRR)*

Le fond de régulation des recettes est une caisse d'épargne créée par le gouvernement en 2000 pour faire face aux éventuels contrechocs pétroliers. Appeler aussi fonds de stabilisation, il est alimenté par l'excédent des recettes pétrolières.

**Figure N°5** : Evolution de l'épargne de fond de régulation des recettes de 2000 à 2015.



Source : Figure réalisée par nous même à partir des données du tableau de l'annexe 1.

Durant l'année 2015, suite à chute brutale et de grande ampleur des prix d'hydrocarbure, le déficit budgétaire est de plus en plus important 476,8 milliards de Dinard<sup>32</sup>, le gouvernement a eu recours au fond de régulation des recettes afin de combler ce déficit ainsi le FRR observe une diminution de son épargne -2336 milliard de Dinar.

<sup>30</sup> Rapport banque d'Algérie, tendances monétaire et financières au 4eme trimestre de 2015.

<sup>31</sup> Ministère des finances, rapport DGC ,2016 .

<sup>32</sup> Rapport banque d'Algérie, tendance financière et monétaire, juin 2015.

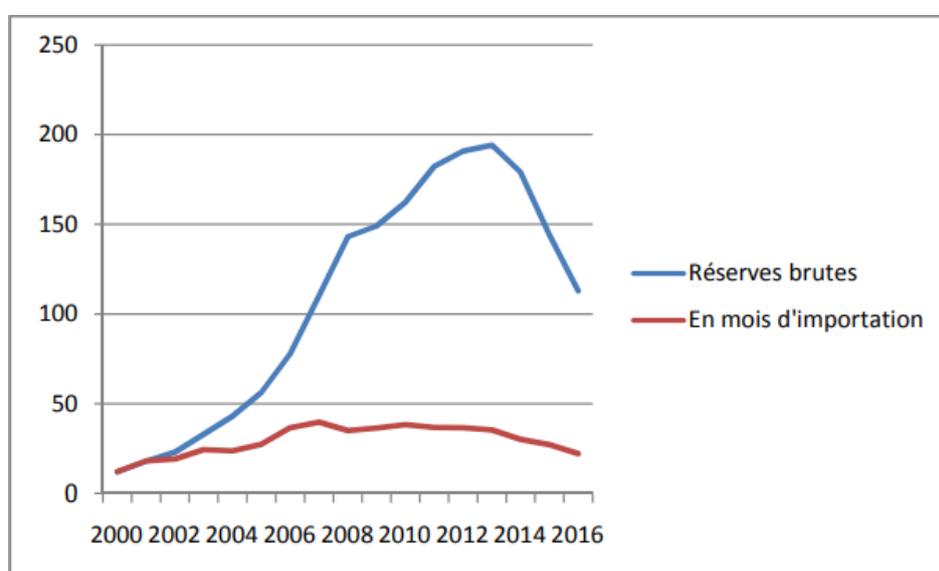
## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

### Évolution des réserves de changes

Le taux de change est le prix d'une monnaie par rapport à une autre (ou plusieurs) monnaie(s) étrangères. Son système de détermination résulte d'un choix pratique économique.

Les politiques de taux de change allaient de l'inconvertibilité, qui signifie que tout rapport explicite entre la monnaie nationale et étrangère est aboli, à une détermination par le marché suivant la loi de l'offre et de la demande des monnaies. L'Algérie obéissait à la loi première catégorie, c'est-à-dire, l'inconvertibilité du Dinar Algérien<sup>33</sup>.

**Figure N°6 :** Evolution des réserves brutes en Algérie en MDS de dollars de 2000 à 2016.



Source : Figure réalisée par nous à partir des données de l'annexe 2.

La période 2002-2014 se caractérise principalement par une accumulation soutenue des réserves de changes principalement due à des prix de pétrole favorables à l'échelle internationale. En dépit de la baisse drastique du prix du pétrole au second semestre 2014, la position financière externe nette est restée solide, à fin 2014 le niveau des réserves de change a atteint 178,94 milliards de dollar, reflétant un niveau de réserves de changes encore important à plus de 30 mois d'importations de biens et de services<sup>34</sup>.

En 2015, on constate que le niveau de réserves brutes a diminué à 144,13 milliards reflétant ainsi l'impact de la chute des prix des hydrocarbures sur le niveau des réserves de changes, en

<sup>33</sup> OUCHICHI. M, (2014), Les fondements politiques de l'économie rentière en Algérie, édition DECLIC, Bejaïa, P. 41

<sup>34</sup> Rapport banque d'Algérie, 2015.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

fin 2015, à 34,81 milliard dollars, cependant, ce niveau reste appréciable couvrant 27 mois d'importation de biens et services.

### Le multiplicateur de crédit et de la monnaie

#### Le multiplicateur du crédit

On appelle multiplicateur de crédit le rapport existant entre le supplément de monnaie banque centrale dont dispose une banque (par exemple suite à un dépôt effectué par un client) et le montant de ce supplément de monnaie, c'est un instrument de mesure de la création monétaire par les banque commerciale<sup>35</sup>, comme suit :

$$BM = RO + B \dots\dots\dots (1) \text{ expression dans laquelle ;}$$

BM est la base monétaire appelée aussi « monnaie Banque centrale » ;

RO désigne les réserves obligatoires ;

B est la monnaie fiduciaire.

Le multiplicateur du crédit, appelé « K », est défini comme :

$$K = \frac{M1 \text{ ou bien } M2 \text{ ou bien } M3 \dots\dots\dots}{BM} \dots\dots\dots (2)$$

Pour nos calculs, nous retenons uniquement M2.

Si « r » est le taux des réserves obligatoires, on a :

$$r = \frac{RO}{D} \dots\dots\dots (3) \text{ expression dans laquelle D représente les dépôts à vue ;}$$

En remplaçant (3) dans (1), on obtient :

$$BM = (r * D) + B \dots\dots\dots (4)$$

Si on désigne par « b » la propension moyenne de détention de la monnaie fiduciaire par les agents non financiers, on peut écrire :

$$b = \frac{B}{M2} \qquad \text{avec } (1-b) = \frac{D}{M} \dots\dots\dots (5)$$

On remplace (4) dans (2) ;

<sup>35</sup> [www.fsegn.rnu.tn/documents/Cours%20Eco-Monetaire-1ere.pdf](http://www.fsegn.rnu.tn/documents/Cours%20Eco-Monetaire-1ere.pdf)

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

$$k = \frac{M2}{(r*D)+B} \dots\dots\dots (6)$$

On divise (6) par M2 et on rajoute la relation (5), le multiplicateur de crédit s'écrit alors ;

$$k = \frac{1}{r*(1-b)+b}$$

K est le multiplicateur du crédit de l'économie, qui mesure le rapport entre la quantité de monnaie utilisée sous forme de monnaie fiduciaire ou de dépôts à vue et la « monnaie Banque centrale ».

### Le multiplicateur de la monnaie

Le multiplicateur monétaire établit une relation entre la masse monétaire et le « dépôt original ».

$$m = \frac{M2}{D}$$

Relation dans laquelle M2 représente la masse monétaire, D le dépôt original<sup>36</sup>, et m le multiplicateur. Cette relation est l'inverse du taux de réserves obligatoires. Si le taux de réserve diminue, le multiplicateur monétaire augmente et la masse monétaire prend de l'expansion. Si le taux de réserve augmente, le multiplicateur monétaire diminue et la masse monétaire est contractée.

$$m = \frac{1}{r}$$

m = le multiplicateur et r = le taux des réserves obligatoires.

Ajoutons que la masse monétaire a augmentés d'un facteur qu'on nomme le multiplicateur monétaire. Ce multiplicateur est l'inverse du taux de réserves obligatoires.

$M = d * \frac{1}{r}$  Où M = la masse monétaire, D = le dépôt original, r = le taux de réserve.

### Le multiplicateur de base monétaire et diviseur de crédit

Lorsque la base monétaire peut être considérée comme exogène par les banques commerciales, on peut montrer, sous des hypothèses assez générales, que la masse monétaire

M (au sens de M3) est un multiple (m) de la base monétaire préalablement émise (BM).

---

<sup>36</sup> On appelle dépôt original, le dépôt qui compose la masse monétaire M1. C'est-à-dire un dépôt à vue et un dépôt auprès du Trésor et des CCP.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

Considérons les bilans simplifiés suivants de la banque centrale et des banques commerciales.

Supposons, en premier lieu, que les réserves des banques en monnaie centrale sont uniquement des réserves obligatoires, assises au taux  $r$  sur les dépôts – si bien que  $R = r D$ . Supposons, en second lieu, que le public a un comportement stable en matière de Détention de billets, le ratio  $B/M$  étant constant (de valeur  $b$ ).

La masse monétaire regroupe les billets et les dépôts bancaires, si bien que :

$$M = B + D \text{ et } BM = B + R$$

Comme  $B = b M$ , on a :  $D = M - B = (1 - b) M$ . On en déduit :

$$BM = [b + r (1 - b)] M$$

Il s'avère donc que le rapport entre  $M$  et  $BM$  est une constante  $m$ , telle que :

$$m = 1 / b + r (1 - b)$$

$M$  est le multiplicateur de base monétaire. Remarquons que, puisque  $b + r (1 - b) < 1$ ,  $m > 1$ . L'hypothèse d'exogénéité de la base monétaire et des coefficients  $r$  et  $b$  (donc de  $m$ ) fait que l'offre de monnaie  $M$  est ici pleinement déterminée et contrôlée par la Banque centrale.

Cependant, ce modèle de l'offre de monnaie soulève plusieurs problèmes.

Le premier attrait aux paramètres  $r$  et  $b$ . La valeur de  $r$  échappe aux autorités monétaires dès lors que les établissements de crédit détiennent des réserves libres, en plus des réserves obligatoires.

Tout comme  $b$  – dans la mesure où les billets ne sont pas rémunérés –  $r$  est alors susceptible de dépendre négativement du niveau des taux d'intérêt. En pareil cas, la maîtrise de la base monétaire n'est plus équivalente à celle de l'offre de monnaie.

Le second problème, plus fondamental, concerne l'exogénéité de l'offre de monnaie centrale. Avec le deviseur de crédit on est dans une autre vision de la création monétaire. Cet instrument de création monétaire est adapté au pays européen. Les établissements de crédit jouent un rôle déterminant et prennent l'initiative de la création monétaire qu'elle soit scripturale ou fiduciaire.

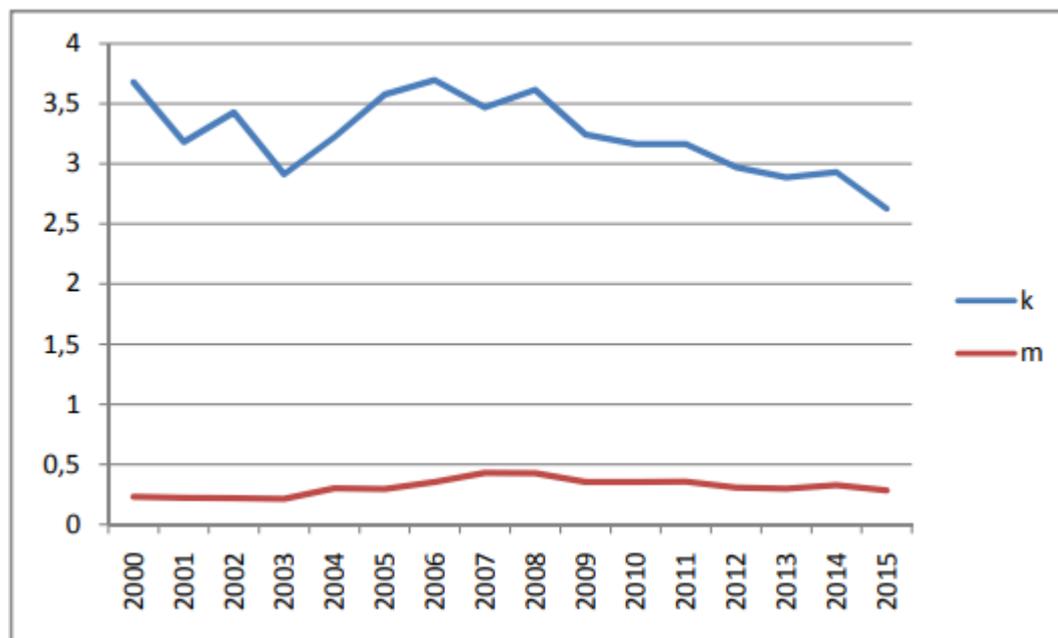
## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

### Limites liées au multiplicateur de crédit

En politique monétaire, la connaissance du multiplicateur de crédit est très importante, ce qui le rend nécessaire, du fait que les autorités monétaires peuvent contrôler et affecter la création monétaire à travers le volume de ce facteur en manipulant le taux de réserves obligatoires et les autres instruments de la politique monétaire suivant la situation de l'économie (inflation ou déflation), le multiplicateur de crédit.

Entre 2000 et 2015 le multiplicateur du crédit a connu une baisse. Ce que l'on peut dire, sur cette dernière période, c'est que, malgré l'instabilité des deux multiplicateurs, le fait que leur tendance a été à la baisse a globalement traduit le fait que la politique monétaire est voulue être restrictive par les autorités monétaires.

**Figure N°7 :** Evolution des multiplicateurs monétaires et de crédits entre 2000 à 2015.



Source : Figure réalisée par nous même à partir de l'annexe 3.

Selon le graphe ci-dessus, on observe une instabilité du multiplicateur de crédit(K) entre 2000 et 2007. A partir de 2008 il a connu une tendance baissière ce qui révèle une politique monétaire restrictive. En ce qui concerne le multiplicateur de monnaie(m), on constate qu'il reste relativement stable entre 2000 et 2015 avec une légère augmentation de 2006 à 2009. Dans le cas de l'économie algérienne le multiplicateur de crédit n'a pas d'impact sur la sphère monétaire et financière, les autorités injectent des liquidités afin de booster l'investissement (croissance) mais ces investissements ne sont pas rentables et sont stériles car les

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

investissements sont orientés vers des secteurs nos productifs tel que les transports en commun ou de marchandise.

**Tableau N° 05 :** Evolution de la masse monétaire et de la base monétaire entre 2010 à 2015.

| année | la masse monétaire M2 en MDDZD | tau de croissance de M2 | la base monétaire en MDDZD | le taux de croissance de la base monétaire |
|-------|--------------------------------|-------------------------|----------------------------|--|
| 2010  | 8280,7                         |                         | 2616,9                     |  |
| 2011  | 9929,2                         | 0,199                   | 3138                       | 0,199                                      |
| 2012  | 11015,1                        | 0,109                   | 3709,2                     | 0,182                                      |
| 2013  | 11941,5                        | 0,084                   | 4137,8                     | 0,115                                      |
| 2014  | 13686,7                        | 0,146                   | 4673                       | 0,129                                      |
| 2015  | 13704,5                        | 0,001                   | 5220,5                     | 0,117                                      |

Source : Donnée du rapport de la banque d'Algérie 2015.

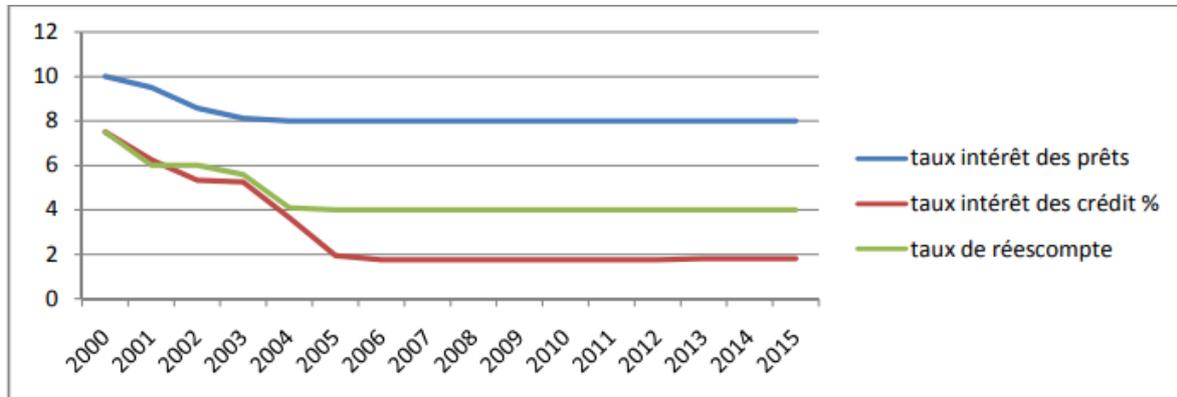
D'après le tableau précédent, on constate que l'année 2015 est caractérisée par une croissance quasi nulle de la masse monétaire M2 (0,001%) contrairement à la période 2010-2014 ou la croissance de la masse monétaire M2 a été en moyenne de 13,4%. Cette dernière situation s'explique par un important déficit de la balance commerciale qui résulte de la diminution des dépôts à vue et à terme du secteur des hydrocarbures (-41,1%), la masse monétaire M2 hors dépôt du secteur des hydrocarbures s'est accrue au rythme très modéré de 3,8%<sup>37</sup>.

<sup>37</sup><http://www.algerie-eco.com/2016/01/07/la-liquidite-bancaire-sest-davantage-deterioree-au-cours-des-neuf-premiersmois-de-2015/>

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

### Libéralisation et évolution des taux d'intérêts

**Figure N°8 :** Evolution des taux sur les prêts, sur les crédits et réescompte en % entre 2000 à 2015



Source : Figure réalisée par nous même à partir des données de l'annexe 4.

Les taux débiteurs ont continué à baisser, pour aller dans le sens de la relance économique, les banques ont hésitées à trop abaisser les taux créditeurs pour ne pas décourager les épargnants encore sous l'effet de l'inflation, alors que leurs besoins en ressources étaient énormes. C'est ainsi que, pendant cette période, la marge bancaire d'intermédiation était nulle, voire négative.

Globalement, on constate que les ajustements de ces taux ont suivi les mouvements de l'inflation. Au cours de cette période on observe toujours une stabilité des taux d'intérêt sur les prêts à environ 8%, ainsi les taux d'intérêt sur les crédits accordés par les banques qui a atteint le niveau de 1,80%. Le taux de réescompte a plus ou moins joué le rôle de taux directeur, de ce fait il est resté stable depuis 2004 à environ 4%, reflétant une stabilité et une solidité de la liquidité bancaire

### **02- LES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE MONETAIRE DE LA BANQUE D'ALGERIE (BA).**

La banque d'Algérie a utilisé différents instruments qui sont introduits par les différentes lois relatives à la monnaie et au crédit et ont fait l'objet d'activation par le biais d'instruction de la Banque d'Algérie.

Cette section présente les différents instruments de la politique monétaire et les résultats de leur mise en applications.

### Les réserves obligatoires

La réserve obligatoire est un pourcentage des dépôts que les banques doivent porter en comptes courants à la banque centrale. Elle est instaurée en 1913 aux Etats-Unis dans un but prudentiel : assurer la sécurité des déposants et de réduire l'ampleur des crises de liquidités. A l'expérience, la FED s'est aperçue de son rôle implicite de régulation monétaire à travers la base monétaire.

Elle devient un instrument de politique monétaire proprement dit, et est adoptée en tant que tel par la majorité des banques centrales. Cet instrument est reconnu dans son effet quantitatif comme l'unique instrument apte à absorber des montants élevés des liquidités ; c'est par rapport à cela qu'il est considéré comme brutal, lourd et difficile à manipuler au jour le jour<sup>38</sup>.

En Algérie, Cet instrument est instauré par la loi 90-10 et institué en tant qu'instrument de politique monétaire en 1994. Son activation réelle n'a eu lieu qu'à partir de 2001 du fait des excès de liquidités bancaires liés à la hausse du prix du baril du pétrole et la monétisation des recettes des exportations d'hydrocarbures.

Les RO ne constituent pas un instrument de réglage de la liquidité parce que leurs taux restent constants sur une longue période alors que leur ajustement s'opère par des proportions faibles dans le but d'absorber le surplus de liquidité. Les RO n'ont pas permis la BA de stériliser une part importante de liquidité sur le marché monétaire interbancaire.

---

<sup>38</sup> ACHOUCHE. M, MIZI OALAOUA. L, (2001), « les réserves obligatoires a taux différencies et modulation de l'offre de monnaie en Algérie : période (2000-2008), les cahiers du CREAD, n°97, p63-64.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

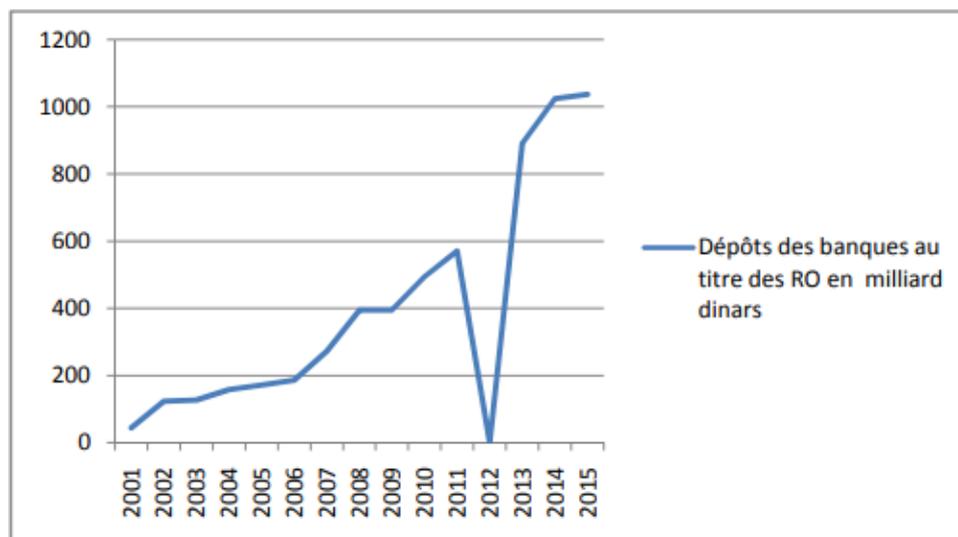
**Tableau N°06** : Les caractéristiques de l'instrument RO.

| Années | Taux des RO en % | Dépôts des banques au titre des RO en milliard dinars | Rémunération des RO en % |
|--------|------------------|---|--------------------------|
| 2001   | 4,25             | 43,5  | 2,5                      |
| 2002   | Décembre : 6,25  | 122,6   | 2,5                      |
| 2003   | 6,5              | 126,7   | 2,5                      |
| 2004   | Mai : 6,5        | 157,3   | 1,5                      |
| 2005   | 6,5              | 171,5   | 1                        |
| 2006   | 6,5              | 186,1   | 1                        |
| 2007   | 6,5              | 272,1   | 1                        |
| 2008   | 8                | 394,7   | mi-mars : 0,75           |
| 2009   | 8                | 394,8   | mi-mars : 0,5            |
| 2010   | mi-décembre : 9  | 494,13  | 0,3                      |
| 2011   | 9                | 569,86  | 0,3                      |
| 2012   | mi-mai : 11      | 754,1   | 0,3                      |
| 2013   | mi-mai : 12      | 891,39  | 0,5                      |
| 2014   | 12               | 1023,96   | 0,5                      |
| 2015   | 12               | 1036,7  | 0,5                      |

Source : Banque d'Algérie, rapports 2002-2015.

**Figure N°9** : Evolution des réserves obligatoires en DMS DZD de 2000 à 2015.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie



Source : Figure

réalisée par nous à partir des données du tableau 2.

La Banque Centrale a maintenu à la hausse des taux de réserves obligatoires au cours de l'année 2004 pour assurer la stabilité de la surliquidité du marché monétaire. Le taux de réserves obligatoires a été porté à 6,5 % en mars 2004 contre 6,25 % depuis décembre 2002 et contre 4,25% en 2001, rémunéré à 1,75 % en 2004 pour descendre à 1 % en 2005. Ce taux de réserves obligatoires a été revu à la hausse pour atteindre un taux sans précédent de 9% en 2010<sup>39</sup>.

Cependant, la situation de surliquidité apparue en 2002 permet aux banques commerciales dans leurs ensembles de fonctionner dans un circuit hors Banque Centrale sans recourir au réescompte, ce qui met en péril l'instrument des réserves obligatoire de stériliser une proportion suffisante des surliquidités bancaires offertes sur le marché monétaire.

Le taux de la RO a été revu à la hausse une autre fois pour être porté à 11% en mi-mai 2012, et ce afin de renforcer le rôle de la politique monétaire dans le contrôle de l'inflation. Cela a contribué à la résorption de l'excès de liquidité atteignant un montant de 754,10 MDS DZD en 2012. Une année après, les autorités monétaires ont relevé ce taux de nouveau à 12%, visant ainsi à consolider l'efficacité de la politique monétaire dans la résorption effective de l'excès de liquidité<sup>40</sup>.

Le coefficient des RO a vu des ajustements avec une évolution décroissante du taux de rémunération afin de contribuer à atténuer l'excès de liquidité.

<sup>39</sup> Rapport de la Banque d'Algérie, « situation monétaire et politique monétaire », 2010, p.140.

<sup>40</sup> Idem

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

En 2015, sous l'effet du choc externe le niveau des RO est revu à la baisse à cause de la contraction des avoirs externes qui a atteint 1036,7 MD DZD<sup>41</sup>.

### Les reprises de liquidités.

L'instruction n 02-2002 du 11 avril 2002 a permis le renforcement des instruments indirects de la politique monétaire s'est concrétisé par l'introduction en avril d'un nouvel instrument en cohérence avec le nouveau contexte. Il consiste à la reprise de liquidité par appel d'offre (adjudication négative) et elles peuvent prendre la forme de dépôts à 24 h ou à terme, rémunérer à un taux d'intérêt déterminé pour chaque adjudication.

**Tableau N°07 : Caractéristiques de l'instrument reprises de liquidités.**

| Années | Reprises à 7 jours       |                         | Reprises à 3 mois        |                         | Reprises à 6 mois        |                         | Total des reprises |
|--------|--------------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------------|--------------------|
|        | Le montant de la reprise | Le taux de rémunération | Le montant de la reprise | Le taux de rémunération | Le montant de la reprise | Le taux de rémunération |                    |
| 2002   | 129,7                    | 2,75                    | /                        | /                       | /                        | /                       | 129,7              |
| 2003   | 250                      | 1,25                    | /                        | /                       | /                        | /                       | 250                |
| 2004   | 400                      | 1,25                    | /                        | /                       | /                        | /                       | 400                |
| 2005   | 450                      | 1,25                    | Dès août                 | Août : 1,9              | /                        | /                       | 450                |
| 2006   | 82,35                    | 1,25                    | 367,65                   | 2                       | /                        | /                       | 450                |
| 2007   | 852,16                   | Mi-juin: 1,75           | 247,84                   | Mi-juin : 2,5           | /                        | /                       | 1100               |
| 2008   | 825                      | Mars : 1,25             | 275                      | Mars : 2                | /                        | /                       | 1100               |
| 2009   | 825                      | Mars : 0,75             | 275                      | Mars : 1,25             | /                        | /                       | 1100               |
| 2010   | 825                      | 0,75                    | 275                      | 1,25                    | /                        | /                       | 1100               |
| 2011   | 825                      | 0,75                    | 275                      | 1,25                    | /                        | /                       | 1100               |
| 2012   | 1012,5                   | 0,75                    | 337,5                    | 1,25                    | /                        | /                       | 1350               |
| 2013   | 900,45                   | 0,75                    | ND                       | 1,25                    | Dès janvier              | 1,5                     | 1350               |
| 2014   | 900                      | 0,75                    | 275                      | 1,25                    | 175                      | 1,5                     | 1350               |
| 2015   | 300                      | 0,75                    | 100                      | 1,25                    | 79                       | 1,5                     | 479                |
| 2016*  | ND                       | 0,75                    | ND                       | 1,25                    | ND                       | 1,5                     | 39                 |

Source : Banque d'Algérie, rapports 2002-2015, rapport FMI 2016.

Les reprises de liquidités se sont engagées en 2002 avec un montant de 129,7 MDS DZD. Suite à la persistance de la situation d'excès d'offres de liquidités sur le marché, la BA a intensifié ses interventions en augmentant les montants des reprises de liquidités passant de

<sup>41</sup> Rapports banque d'Algérie ,2015

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

250 MDS DZD en 2003 à 400 MDS DZD en 2004 et ce, pour permettre à la BA de continuer à faire face à cet excès et écartier son effet inflationniste<sup>42</sup>.

En raison du caractère structurel de l'excès de liquidité, la BA a introduit en Août 2005, l'adjudication à trois mois au taux de 1,9 % dans l'objectif d'absorber plus de fonds prêtables sur le marché. Corrélativement, elle a relevé le taux des reprises à sept jours de 0,75% à 1,25%. Vu le ralentissement du rythme d'expansion de l'excès de liquidité bancaire en 2005, la tendance des reprises de liquidités par la BA sur le marché monétaire a été moins haussière dont le montant a été fixé à seulement 450 MDS DZD contre 400 MDS DZD en 2004.

En 2006, le montant des reprises est resté inchangé, soit un montant de 450 MDS DZD, avec un prolongement de l'échéance d'une plus grande partie des reprises pour une durée de trois mois (81,7%).

Le montant global des reprises a été ajusté à 1100 MDS DZD à partir de mi-juin 2007 afin d'absorber davantage de liquidité. La part des reprises à 7 jours s'élève à 852,16 MDS DZD et celle de trois mois à 247,84 MDS DZD. La modification de la structure selon le terme des reprises de liquidités répond à l'orientation prospective de la politique monétaire. Le taux des reprises à trois mois a été relevé à 2,5 % et constitue ainsi le taux le plus élevé de la fourchette des taux appliqués par la BA dans la résorption de l'excès de liquidité.

Le montant des reprises est resté inchangé durant la période 2008-2011 et s'est stabilisé à environ 1100 MDS DZD avec 75 % pour les reprises à 7 jours et 25 % pour les reprises à trois mois<sup>43</sup>.

Les taux d'intervention de la BA ont été révisés à la baisse début mars 2009 et restent inchangés tout au long de la période 2009-2014 avec un taux de 0,75% pour les reprises à sept jours et 1,25% pour les reprises à trois mois. L'ajustement en 2009 est intervenu en contexte de contraction des ressources découlant du choc externe de grande ampleur pour l'économie nationale qui s'est traduit par un taux monétaire historiquement très bas. Le taux d'intérêt des reprises de liquidités a joué un rôle important en tant que canal de transmission de la politique monétaire.

---

<sup>42</sup>Idem

<sup>43</sup> Rapport banque d'Algérie, situation mensuelle du marché monétaire, juin 2016.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

La rémunération des reprises de liquidités permettrait probablement à la BA de susciter le placement maximum de ressources oisives à son niveau avec l'objectif d'une meilleure maîtrise de la masse monétaire en circulation<sup>44</sup>.

Le montant des reprises a été ajusté de nouveau en avril 2012 pour être stabilisé à 1350 MDS DZD dans l'objectif de faire face à l'accélération de l'inflation. La BA a renforcé davantage les instruments de la politique monétaire en introduisant à partir de janvier 2013 un nouvel instrument, à savoir la reprise de liquidité à six mois à un taux de rémunération de 1,5 %.

De ce fait, le taux des reprises à six mois est devenu le taux supérieur de la fourchette des taux appliqués. A partir du second semestre 2014 l'instrument de reprise de liquidité observe un recule dans les montants repris par la banque d'Algérie sur le marché monétaire tout en gardant les mêmes taux qu'auparavant. En 2015, le montant total de la reprise de liquidité a atteint 479000 MD DZD et en 2016, il a diminué jusqu'à 39MD DZD.<sup>45</sup>

L'importance relative de la part des reprises à 7 jours laisse une flexibilité pour les banques en matière d'allocation des crédits à l'économie, donc le taux d'intérêt des reprises de liquidité à jouer un rôle important dans la transmission de la politique monétaire ; la rémunération des reprises de liquidité permettait éventuellement à la BA d'effectuer un placement maximum des ressources oisives afin de contrôler la masse monétaire en circulation.<sup>46</sup>

### La Facilité de Dépôts Rémunérés (FDR)

La BA a introduit en 2005 un autre instrument qui est la facilité de dépôts rémunérés avec un taux est de 0,3 %. La facilité de dépôts est une opération de réglage de liquidité, effectuée à l'initiative des banques qui leur permet de placer des montants illimités. La durée de la facilité de dépôts est de 24 h.

**Tableau N°08 :** Caractéristiques de la facilité de dépôts rémunérés (FDR).

---

<sup>44</sup> Rapport banque d'Algérie, 2015.

<sup>45</sup> Rapport banque d'Algérie, situation mensuelle du marché monétaire, juin 2016.

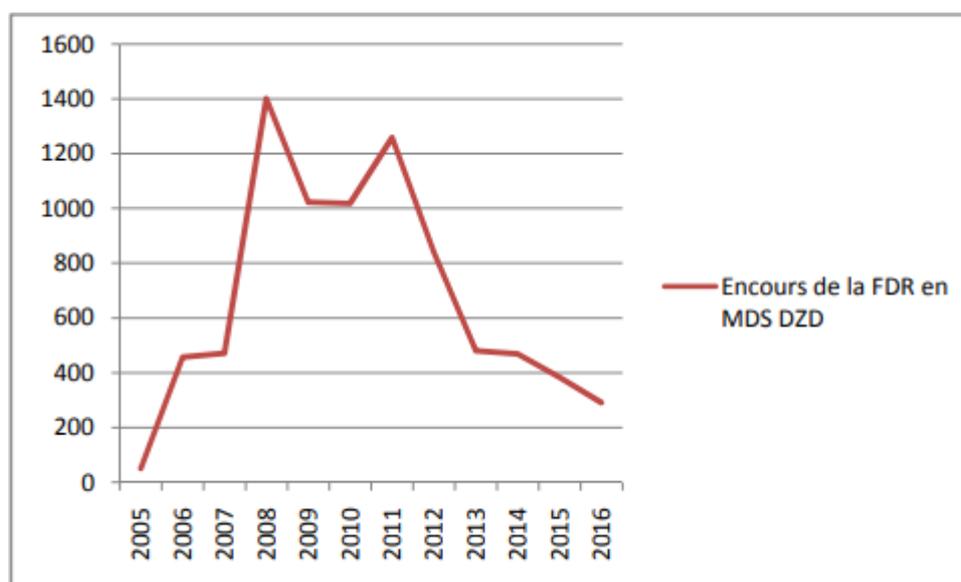
<sup>46</sup> Idem

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

| Années | Taux d'intérêt de la facilité % | Encours de la FDR en MDS DZD |
|--------|---------------------------------|------------------------------|
| 2005   | 0,3                             | 49,9                         |
| 2006   | 0,3                             | 456,7                        |
| 2007   | 1                               | 471                          |
| 2008   | 0,75                            | 1400,4                       |
| 2009   | Mars : 0,3                      | 1022,1                       |
| 2010   | 0,3                             | 1016,68                      |
| 2011   | 0,3                             | 1258,04                      |
| 2012   | 0,3                             | 838,08                       |
| 2013   | 0,3                             | 479,9                        |
| 2014   | 0,3                             | 468,6                        |
| 2015   | 0,3                             | 382,7                        |
| 2016   | 0,3                             | 291                          |

Source : rapport de la banque d'Algérie de 2000-2016

**Figure N°10 :** Evolution des facilités de dépôt rémunéré en MDS DZD DE 2000à2016.



Source : Figure réalisée par nous à partir des données du tableau 4.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

L'année 2006 est caractérisée par un excès de liquidité corrélatif. Afin de stériliser cet excès, l'instrument facilité de dépôts rémunérés est activement utilisé dont l'encours a atteint 456,7 MDS DZD fin décembre de cette année. Le rôle de la facilité de dépôts dans la conduite au jour le jour de la politique monétaire a baissé d'une manière substantielle à partir de mi-juin 2007 au profit de l'instrument reprises de liquidités dont le montant a été ajusté à 1100 MDS DZD. Ainsi, la part relative de la facilité de dépôts dans la résorption de l'excès de liquidité avait atteint 24,14% en décembre de cette année<sup>47</sup>.

Le rôle de la facilité a été renforcé au cours de l'année 2008. L'encours de cet instrument s'élève à 1400,4 MDS DZD, avec une part relative de 49,21 % en décembre.

De ce fait, cet instrument a pu jouer un rôle accru en tant qu'instrument actif de la politique monétaire.

Sous l'effet du choc externe, les banques ont subi un amenuisement de l'excès de leurs trésoreries en 2009. Ainsi, le rôle de cet instrument a été réduit significativement par rapport à l'année 2008, avec une contraction de 27 %.<sup>48</sup>

Le rôle de cet instrument en tant qu'instrument actif de la politique monétaire a augmenté en 2011 avec une part relative de 53,3 % dans la résorption de liquidité. Durant la période 2012-2014, le recours des banques à la facilité de dépôts à 24h est réduit.<sup>49</sup>

En effet, l'excès de liquidité a été résorbé par l'instrument de reprises de liquidités dont leur montant a été ajusté à 1350 MDS DZD. Après la chute des prix du pétrole, les recettes du secteur des hydrocarbure ont-elles aussi diminuées, de ce fait, la masse monétaire en circulation s'est contractée et l'instrument facilité de dépôt rémunéré a atteint le montant de 382700 MD DZD en 2015 et 291 MD DZD en 2016 avec un taux resté stable à 0,30%.

Au cours de toute cette période, le taux d'intérêt de la facilité de dépôts rémunérés est le taux planché par rapport aux taux appliqués sur les autres instruments.<sup>50</sup>

### Evolution des réserves libres

L'efficacité de la politique monétaire dans la résorption de liquidité peut être appréciée à travers le niveau et le trend des réserves libres des banques. Le tableau ci-dessous illustre

---

<sup>47</sup> Rapport banque d'Algérie, 2007.

<sup>48</sup> Rapport banque d'Algérie, 2008.

<sup>49</sup> Rapport banque d'Algérie, 2014

<sup>50</sup> Rapport banque d'Algérie, situation mensuelle du marché monétaire, juin 2016

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

l'évolution de ces réserves.

**Tableau N°09** : Evolution des réserves libres des banques MDS DZD de 2001 à 2015

| Années | Le montant des réserves libres des banques |
|--------|--|
| 2001   | 126,7                                      |
| 2002   | Fin mars : 158,8                           |
|        | Fin décembre : 59,2                        |
| 2003   | Fin décembre : 234,5                       |
| 2004   | Fin décembre : 92,8                        |
| 2005   | 28 ,0                                      |
| 2006   | ND   |
| 2007   | Décembre : 70,5                            |
| 2008   | Fin février : 129,8                        |
|        | Novembre : 27                              |
| 2009   | 17,64 et 45,72                             |
| 2010   | 78,22                                      |
| 2011   | 64 – 73                                    |
| 2012   | Octobre : 80,25                            |
| 2013   | Fin décembre : 78,02                       |
| 2014   | Décembre : 67,41                           |
| 2015   | 84,4                                       |

**Source** : Banque d'Algérie, rapports 2002-2015.

Suite à l'avènement du phénomène d'excès de liquidité, les réserves libres passent de 126,7 MDS DZD en 2001 à 158,8 MDS DZD en mars 2002. Ces derniers ont baissé à 59,2 MDA DZD en décembre 2002. Cela peut s'expliquer par l'introduction des reprises de liquidité en avril 2002.

Avec les instruments de la BA et le remboursement par anticipation de la dette extérieure (1,218 MDS DZD en 2004), conséquence de la contraction des liquidités bancaires, les réserves libres ont enregistré un montant 92,8 MDS DZD fin décembre 2004 contre 234,5 fin décembre 2003<sup>51</sup>.

Les réserves libres sont restées faibles et relativement stables au cours des années 2007 et 2008, cela peut s'expliquer par la résorption de liquidité par les instruments de la BA

<sup>51</sup> Rapport banque d'Algérie, 2004

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

(ajustement en 2007 du montant des reprises de liquidité à 1100 MDS DZD) et augmentation énorme du montant de la facilité de dépôts rémunérés (1400,4 MDS DZD en 2008 contre 471,0 MDS DZD en 2007).

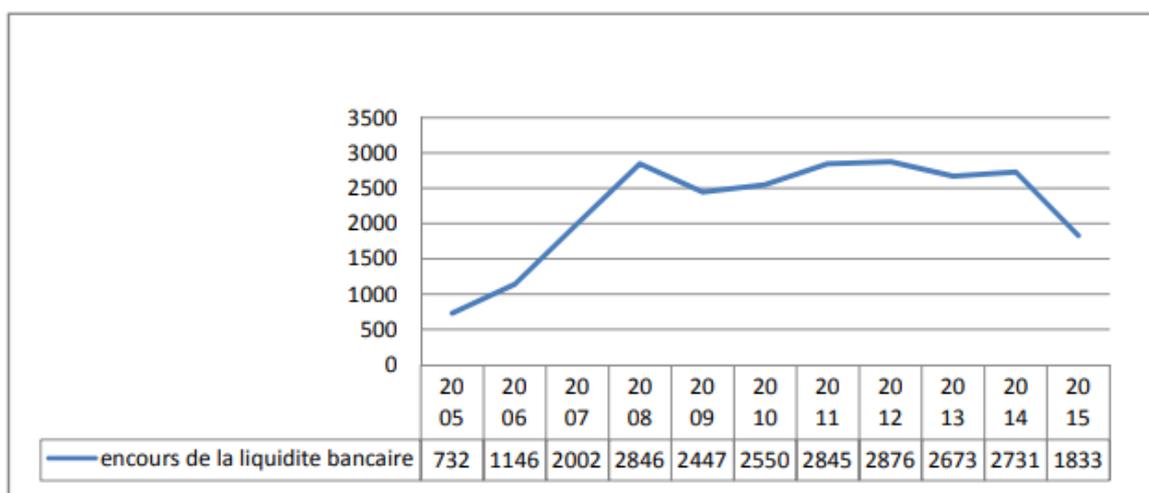
Cela a conduit à la contraction totale des réserves libres à fin décembre 2008<sup>52</sup>

En 2009, après la crise financière, et la récession économique mondiale, la liquidité des banques a baissé. Les réserves libres ont varié entre 17,64 MDS DZD et 45,72 MDS DZD. Ces derniers ont enregistré une relative hausse en 2010 due à l'excès de liquidité de certaines banques privées qui ne soumissionnent pas pour les reprises de liquidité et ne place pas leurs excédents de liquidité en facilité de dépôts rémunérés. Sous l'effet du choc externe et diminution des dépôts du secteur des hydrocarbures la liquidité bancaire a baissé, ce qui a eu un effet négatif sur les réserves libres des banques qui s'est dégradé à 67,4 MD DZD en 2014, mais en 2015 se montant a augmenté au niveau de 84,4 MD DZD.<sup>53</sup>

### L'évolution de la liquidité bancaire :

La liquidité bancaire consiste en la liquidité monétaire et quasi monétaire dont la base monétaire est les dépôts à vue au niveau des banques. La BA a opérée des ponctions additionnelles de liquidité sur le marché monétaire sans pour autant trouver une solution définitive au phénomène d'excès liquidité.

**Figure N°11** : Evolution de la liquidité bancaire en MDS DZD DE 2005 à 2015



Source : Figure réalisée par nous à partir des données du tableau ci-dessus.

La croissance continue des ressources pétrolières depuis 2002 est La principale cause de cette

<sup>52</sup> Rapport banque d'Algérie, 2008

<sup>53</sup> Rapport banque d'Algérie, 2015.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

Surliquidité. Elle est liée aux excédents continus de la balance globale des paiements. Suite au choc externe de La baisse des prix du pétrole depuis mi-juin 2014, on observe la baisse des dépôts du secteur des hydrocarbures (-39,10% en 2015)<sup>54</sup>. De ce fait, la liquidité bancaire a subi une contraction de 625,92 MDS DZD (une baisse de -32,9%) au premier semestre de l'année 2015<sup>55</sup>.

En outre, les prêts et emprunts interbancaires ont repris à partir de mai 2013 avec des taux d'intérêt formés sur le marché interbancaire proche de 2 %. Ces taux d'intérêt ont oscillé entre 0,31250 % et 4,00000 % au cours de l'année 2014<sup>56</sup>

La chute des prix du pétrole depuis mi-juin 2014, a entraîné une détérioration des équilibres macroéconomiques. Sous l'effet de la baisse du prix moyen du baril du pétrole, qui est passé de 100 dollars le baril en 2014 à un prix moyen de 47,24 dollars en 2015. La croissance a connu une légère progression d'ailleurs le PIB est passé de 2,8% en 2013, 3,9% en 2015<sup>57</sup>.

Le déficit du compte courant a triplé pour se situer à -15,2% du PIB en 2015. Les exportations d'hydrocarbures ont chuté, partant d'un pic de 36 % du PIB en 2011 à 19% du PIB en 2015, tandis que les recettes provenant des hydrocarbures ont reculé d'un pic de 27,4 % du PIB à 14 % du PIB. En raison des décaissements des sommes très importantes, le Fonds de stabilisation pétrolier a vu ses ressources chuter de 25,6 % du PIB en 2014 à 16,2 % du PIB<sup>58</sup>.

En contexte de contraction de la liquidité bancaire qui est due à la baisse des dépôts du secteur des hydrocarbures, on observe les activités de la BA, comme le montre le tableau suivant :

---

<sup>54</sup> Idem

<sup>55</sup> [tp://www.algerie-eco.com/2016/01/07/la-liquidite-bancaire-sest-davantage-deterioree-au-cours-des-neuf-premiersmois-de-2015/](http://www.algerie-eco.com/2016/01/07/la-liquidite-bancaire-sest-davantage-deterioree-au-cours-des-neuf-premiersmois-de-2015/) 3

<sup>56</sup> Rapport banque d'Algérie, situation mensuelle du marché monétaire, juin 2016.

<sup>57</sup> Rapport banque d'Algérie Tendances monétaires et financières au 4ème trimestre de 2015, sous l'effet du choc externe

<sup>58</sup> Idem

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

**Tableau N°10** : Les interventions de la BA sur le marché monétaire MDS DZD

| Intervention de la Banque Algérie  | 28/02/2015 | 30/06/2015 | 31/12/2015 | 31/01/2016 | 29/02/2016 | 31/05/2016 | 30/06/2016 |
|------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Open Market                        | -          |            |            | -          | -          | -          | -          |
| Reprises de liquidité              | 1207       | 679        | 660        | 579,5      | 376        | 310        | 284        |
| Facilité de dépôts rémunérés à 24h | 184,33     | 317,9      | 152,7      | 408,1      | 809,4      | 464,8      | -228,4     |

Source : Banque d'Algérie, situation mensuelle du marché monétaire, Mars, Juillet, Décembre 2015, Février, Mai et Juin 2016.

D'après les données du tableau, les montants absorbés au titre des reprises de liquidité ont suivi une tendance baissière avec une variation négative de -26 millions de dinars entre 31/05 et 30/06 de 2016. Cela est dû d'une part, à l'amenuisement de l'excès de liquidité et d'autre part, la BA avait pour objectif de dynamiser davantage le marché monétaire interbancaire, ainsi, on constate que la demande exprimée sur ce marché a connu une variation positive de 65 millions de dinars entre 31/05 et 30/06 de 2016<sup>59</sup>.

La facilité de dépôts rémunérée a été activement utilisée durant cette période, atteignant 809,4 MDS DZD fin février 2016 contre 184,33 MDS DZD à la même période de 2015, cependant durant le second semestre 2016, la facilité de dépôt rémunérée observe une variation négative de -228,4 MD DZD. Suite à la contraction de la liquidité bancaire, la BA peut introduire l'instrument « refinancement » afin de garantir la stabilité financière des banques et donc maintenir leurs soutiens à l'investissement.

### 03 - LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE.

La politique monétaire a deux objectifs centraux, l'un interne, la stabilité des prix, l'autre externe, la stabilité du taux de change. Ces derniers sont définis dans l'alinéa 01 de l'article 35 de l'ordonnance 03-11 qui stipule que « la Banque d'Algérie a pour mission de créer et de maintenir dans les domaines de la monnaie, du crédit et de changes, les conditions le plus

<sup>59</sup> Rapport banque d'Algérie, situation mensuelle du marché monétaire, juin 2016.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

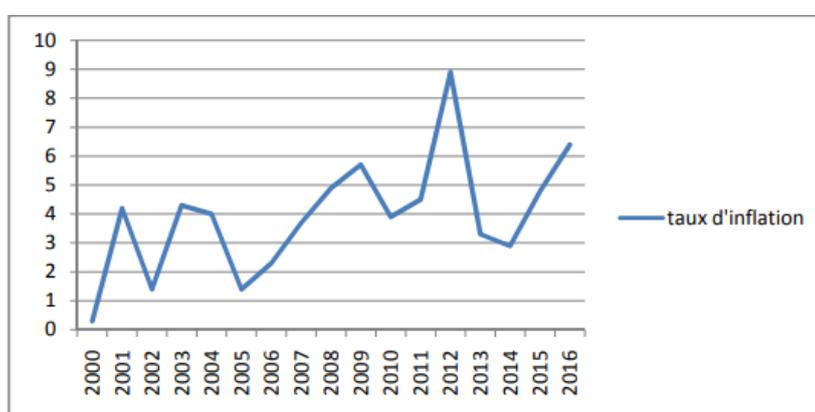
favorables à un développement rapide de l'économie, tout en veillant à la stabilité interne et externe de la monnaie »<sup>60</sup>

### L'objectif final

L'Algérie a connu un boom économique depuis les années 2000 en raison d'un environnement international favorable au commerce des énergies fossiles, cela a donné lieu à une nouvelle situation : la surliquidité monétaire. Les autorités monétaires et financières ont adopté une politique monétaire qui consiste à stériliser le surplus de liquidité afin de maintenir la stabilité des prix et lutter contre l'inflation qui est son objectif ultime.

Avant 2003, l'inflation n'était pas explicitement chiffrée et à partir de cette année, la banque d'Algérie a adoptée l'approche des règles pour la conduite de la politique monétaire, en ciblant un niveau de taux d'inflation ne dépassant pas 3%. C'est le rapport de 2003 qui en porte un objectif quantifié « l'objectif ultime de la politique monétaire exprimé en termes de stabilité à moyen terme des prix, à savoir une inflation inférieure à 3% »<sup>61</sup>.

**Figure N°12 : L'évolution des taux d'inflation 2000-2016 en %.**



Source : Figure réalisée par nous-mêmes à partir des données de l'annexe 05.

On constate que l'inflation semble a priori maîtrisée en termes d'objectif, cela s'est traduit par des résultats satisfaisants en matière de stabilisation des rythmes d'inflation jusqu'à 2007. En dépit d'une forte croissance de la masse monétaire, les taux d'inflation fluctuent autour des marges ciblées (4%) ; cela est dû en partie à la conduite ordonnée de la politique monétaire par la BA qui avec ses instruments a pu endiguer l'effet inflationniste. La stratégie de désendettement extérieure ainsi que l'épargne financière du Trésor au FRR ont

<sup>60</sup> Banque Centrale, Rapport sur l'évolution économique et monétaire en Algérie, 2003, P.87.

<sup>61</sup> Rapport banque d'Algérie, 2003.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

contribué aussi à atténuer l'effet de l'expansion monétaire durant cette période et donc redresser l'inflation<sup>62</sup>.

A partir de 2008, sous l'effet significatif de l'inflation importée, des poussées inflationnistes inquiétantes commencent à apparaître atteignant 4,9 %. Ce taux a représenté une performance en termes de contrôle de l'inflation, vu son ampleur au niveau mondial, où un grand nombre de pays émergents et en développement ont enregistré des taux d'inflation à deux chiffres. Le trend haussier du taux d'inflation s'est poursuivi en 2009 pour enregistrer un taux de 5,7% et ce, en contexte de très faible progression de la masse monétaire M2 (3,2%). Cette inflation est tirée principalement par l'inflation endogène car l'inflation importée a tendance à diminuer<sup>63</sup>.

Le taux d'inflation a atteint 4,5% en 2011, cela est dû à l'accélération de la masse monétaire de 19,91%, conséquence de la hausse des crédits à l'économie ainsi que l'augmentation des dépenses budgétaires. Les mesures prises par les pouvoirs publics visant à réduire l'effet de l'inflation importée ont largement contribué à atténuer l'effet du choc des prix du début de l'année 2011 sur le niveau général des prix. Malgré la baisse du rythme de la croissance monétaire en 2012, l'inflation a atteint le pic de 8,9 % ; cette pression inflationniste est générée par l'augmentation des salaires et par le phénomène de l'inflation endogène ; l'inflation importée n'a pas contribué à cette augmentation car les cours des produits de base importés par l'Algérie ont baissé sur le marché mondial. Ce résultat dépasse l'objectif ciblé et remet en cause les instruments de la politique monétaire. Cette forte augmentation est suivie par une décélération en 2013 et 2014 due, d'une part, au renforcement des instruments de la politique monétaire (l'instauration d'un nouvel instrument qui est les reprises à 6 mois et le relèvement du taux de constitution des réserves minimales obligatoires de 9 à 12% en 2012), et d'autre part à la désinflation généralisée depuis le second semestre 2012 tant au niveau des pays développés qu'au niveau des pays émergents et en développement<sup>64</sup>.

Selon les données de l'ONS en ce qui concerne l'évolution du niveau d'inflation on observe une contradiction au fondement de la théorie quantitative illustrée par la formule suivante :  $MV=PT$  qui stipule que l'agrégat monétaire est le principal déterminant de l'inflation. Si on prend deux années 2006 et 2009, on constate qu'en 2006, la croissance

---

<sup>62</sup> Rapport banque d'Algérie, 2007.

<sup>63</sup> Rapport banque d'Algérie, 2008

<sup>64</sup> Rapport banque d'Algérie, 2014

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

monétaire était forte et représente 18,6% alors que le taux d'inflation était de 2,3% et en 2009 où le taux de croissance de M2 a atteint son plus bas niveau 3,2%, l'inflation obtenue est de 5,7%.

En 2015, le taux d'inflation augmente à 4,78% après avoir diminué en 2014 à un niveau de 2,9%, cela est dû à une montée des prix des produits alimentaires y compris réglementé et des produits importés ainsi que le dysfonctionnement des marchés c'est-à-dire infrastructures insuffisantes, manque de transparence et présence d'oligopole<sup>65</sup>. En 2016, l'inflation moyenne a dépassé l'objectif central de la BA en raison des effets de l'offre et aussi de la dépréciation du dinar algérien et atteint le niveau de 6,40% selon les données du ministère des finances<sup>66</sup>. Au cours de l'année 2017, selon toujours l'office nationale des statistiques, l'indice général des prix à la consommation a augmenté de 2,5% au mois de janvier par rapport à décembre 2016, une variation donc supérieure à celle observée au cours de l'année précédente de 1,3%. On constate qu'en moyenne annuelle, le taux d'inflation a atteint 6,7% en janvier de cette année, avec un glissement annuel de 8,2%.<sup>67</sup>

### Evolution de la masse monétaire

Durant la période 2000-2014 la monnaie au sens large a connu un accroissement, confirmé par des variations annuelles positives. Cette évolution positive est déterminée par la situation des réserves officielles de change ainsi que celle du trésor public. Au cours de l'année 2016, on observe une évolution décroissante de la masse monétaire au sens large.

---

<sup>65</sup> Rapport banque d'Algérie, 2015.

<sup>66</sup> Rapport ministère des finances, DGC, 2016.

<sup>67</sup> <http://www.ons.dz/-Statistiques-Economique-.html>

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

**Tableau N°11** : évolution de la masse monétaire en Algérie entre 2000-2016.

| Années | monnaie et quasi monnaie (M2) |                |                | monnaie (M1)         |                | quasi monnaie        |                |
|--------|-------------------------------|----------------|----------------|----------------------|----------------|----------------------|----------------|
|        | Evolution en MSD DA           | M2 ciblée en % | Variation en % | Evolution en MSD DZD | Variation en % | Evolution en MSD DZD | Variation en % |
| 2000   | 2.022,5                       | /              | 13             | 1.048,2              | 15,8           | 974,3                | 10,2           |
| 2001   | 2.473,5                       | /              | 22,3           | 1.238,5              | 18,2           | 1.235,0              | 26,8           |
| 2002   | 2.901,5                       | /              | 17,3           | 1.416,3              | 14,4           | 1.485,2              | 20,3           |
| 2003   | 3.299,5                       | /              | 15,6           | 1.630,4              | 15,1           | 1.724,0              | 16,1           |
| 2004   | 3.738,0                       | 14-15          | 11,4           | 2.160,5              | 32,5           | 1.577,5              | -8,5           |
| 2005   | 4.070,4                       | 15,8-16,5      | 11,7           | 2.473,5              | 12,6           | 1.632,9              | 10,4           |
| 2006   | 4.827,6                       | 14,8-15,5      | 18,6           | 3.177,8              | 30,4           | 1.949,8              | 1              |
| 2007   | 5.994,6                       | 22-23          | 24,2           | 4.233,6              | 33,2           | 1.761,0              | 6,7            |
| 2008   | 6.955,9                       | 27-27,5        | 16             | 4.964,9              | 17,3           | 1.991,0              | 13,1           |
| 2009   | 7.178,7                       | déc-13         | 3,2            | 4.949,8              | -0,3           | 2.228,9              | 11,9           |
| 2010   | 8.280,7                       | 08-sept        | 15,4           | 5.756,4              | 16,4           | 2.524,3              | 13,3           |
| 2011   | 9.929,2                       | 13-14          | 19,9           | 7.141,7              | 24,1           | 2.787,5              | 10,4           |
| 2012   | 11.015,1                      | 10,5-12        | 10,9           | 7.681,5              | 7,6            | 3.333,6              | 19,6           |
| 2013   | 11.941,5                      | 09-nov         | 8,4            | 8.249,8              | 7,4            | 3.691,7              | 10,7           |
| 2014   | 13.663,9                      | 9,5-11,5       | 16,4           | 9.603,0              | 16,4           | 4.083,7              | 10,6           |
| 2015   | 13704,5                       | 25-27          | 0,1            | 9.261,2              | -3,6           | 4.443,4              | 8,8            |
| 2016*  | 1388,7                        | /              | 1,1            | 9.767                | 2,2            | 4.120                | /              |

\*donnée prévisionnelle

**Source** : Banque d'Algérie rapports, 2004, 2009, 2014 et 2015, rapport FMI 2016.

D'après le tableau suivant, on remarque une forte croissance de la masse monétaire M2 durant l'année 2001 atteignant 22,3%, mais ce niveau continu de baisser jusqu'à 2005 atteignant alors 11,7%, après l'intervention de la BA qui a utilisée des instruments de résorption de liquidité, l'épargne publique progressive dans le fond de régulation des recettes et le remboursement de la dette extérieure à partir de 2004<sup>68</sup>.

En 2006, on constate de nouveau un accroissement de M2 avec un taux de 18,6%, à cause de l'expansion de la masse monétaire M1 qui atteint 30,4% suite à l'importance accrue des dépôts du secteur public tirés des recettes des hydrocarbures<sup>69</sup>.

Durant l'année 2007, l'augmentation de la masse monétaire M2 se poursuit jusqu'à atteindre 24,2% et cela est dû à l'expansion des avoirs extérieurs et le remboursement de la dette extérieure<sup>70</sup>.

Au cours des années 2008 et 2009, la masse monétaire au sens de M2 enregistre une baisse atteignant 15,4%, ne dépassant pas les fourchettes ciblées par les autorités monétaires. Mais en 2010, on constate un accroissement de M2 principalement causée par l'expansion des

<sup>68</sup> Rapport banque d'Algérie, 2004, situation économique et monétaire

<sup>69</sup> 43 Rapport banque d'Algérie, 2006, situation économique et monétaire.

<sup>70</sup> Rapport banque d'Algérie, 2007, situation économique et monétaire

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

avoirs extérieurs qui sont passés de 10886,0MDS DZD à la fin de l'année 2009 contre 11996,0MDS DZD fin 2010.

Cette tendance haussière s'est poursuivie en 2011, du fait de l'augmentation des crédits à l'économie, dans un contexte favorable de progression des avoirs extérieurs.

L'année 2011 est aussi caractérisée par l'expansion de M1 de 24,1% du fait de l'expansion de la monnaie fiduciaire sous l'effet du marché informel et aussi des dépôts à vue des banques<sup>71</sup>.

En 2012, on constate une contraction de M2(10,9%), à cause la diminution des dépôts du secteur des hydrocarbures (-38,03%), tout cela est lié à l'autofinancement des programmes d'investissement de ce secteur ainsi qu'au renforcement des instruments de la politique monétaire (ajustement du montant des reprises de liquidité à 1350 MDS DZD, ainsi que l'augmentation du taux de réserve obligatoire de 2% passant de 9% à 11%). La décélération des rythmes d'expansion de M2 s'est poursuivie en 2013 en atteignant 8,4%, mais au cours de l'année 2014, on observe un retour de l'expansion de M2 atteignant 14,4%<sup>72</sup>.en 2015 en raison de la chute des prix des hydrocarbures la progression de la masse monétaire M2 est très faible environ 0,81%, cela est due à la baisse des dépôts à vue au niveau des banques (-11,96%) et aussi, la contraction des dépôts du secteur des hydrocarbure (-39,10%)<sup>73</sup>. L'agrégat monétaire hors dépôt du secteur des hydrocarbure a augmenté de 3,37%, M2 a atteint le montant de 13704,5 au cours de la même année, la quasi monnaie (dépôts à termes en dinars et dépôt en devises) s'est accrue de 7,24% soit au même rythme de 2014 en dépit de la poursuite de la progression de la monnaie fiduciaire (12,78%) qui représente 29,9% de la masse monétaire. En ce qui concerne M1, il a enregistré une décroissance de 1,92%. L'agrégat M2 a enregistré une légère augmentation en 2016 et atteint le montant de 1388,7 MDDZD.

---

<sup>71</sup> Rapport banque d'Algérie, 2011, situation économique et monétaire.

<sup>72</sup> Rapport banque d'Algérie, 2014, situation économique et monétaire.

<sup>73</sup> Rapport banque d'Algérie, 2015, situation économique et monétaire.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

### L'évolution des contres partie de la masse monétaire.

**Tableau N°12** : Evolution des contreparties de la masse monétaire en MDS DZD de 2000 à 2015.

| Année | La masse monétaire M2 | Avoirs extérieurs    |                      | Crédits à l'économie |                      | Crédits à l'Etat     |                    |
|-------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--------------------|
|       |                       | Evolution en MSD DZD | Sa part dans M2 en % | Evolution en MDS DZD | Sa part dans M2 en % | Evolution en MDS DZD | SA PART EN M2 EN % |
| 2000  | 2022,5                | 775,9                | 38,36                | 993,7                | 49,13                | 677,6                | 33,5               |
| 2001  | 2473,5                | 1310,8               | 52,99                | 1078,4               | 43,59                | 569,7                | 23                 |
| 2002  | 2901,5                | 1755,7               | 60,5                 | 1266,8               | 43,66                | 578,6                | 19,9               |
| 2003  | 3354,4                | 2342,6               | 69,85                | 1380,2               | 41,11                | 423,4                | 12,6               |
| 2004  | 3738                  | 3119,2               | 83,44                | 1535                 | 41                   | -20,6                | -0,5               |
| 2005  | 4070,4                | 4179,7               | 100,53               | 1779,8               | 42,8                 | -933,2               | -23,88             |
| 2006  | 4827,6                | 5515                 | 111,53               | 1905,4               | 38,6                 | -1304,1              | -26,43             |
| 2007  | 5994,6                | 7415,5               | 123,7                | 2205,2               | 36,78                | -2193,1              | -36,58             |
| 2008  | 6955,9                | 10246,9              | 147,3                | 2615,5               | 37,6                 | -3627,1              | -52,12             |
| 2009  | 7178,7                | 10886                | 151,61               | 3086,5               | 42,99                | -3483,3              | -48,5              |
| 2010  | 8280,7                | 11996,5              | 144,87               | 3268,1               | 39,46                | -3392,9              | -40,97             |
| 2011  | 9929,2                | 13922,4              | 144,85               | 3726,5               | 37,53                | -3406,6              | -34,3              |
| 2012  | 11015,1               | 14940                | 140,2                | 4287,6               | 38,92                | -3334                | -30,26             |
| 2013  | 11941,5               | 15225,2              | 127,98               | 5156,3               | 43,17                | -3235,4              | -27,09             |
| 2014  | 13663,9               | 15734,5              | 115,15               | 6504,6               | 47,6                 | -2015,2              | -14,74             |
| 2015  | 13705                 | 15375                | 1,12185334           | 7277,245             | 0,53099197           | 5675,31              | 0,414105071        |

Source : Rapport de la banque d'Algérie 2000, 2004, 2015.

La situation de surliquidité dans l'économie est illustrée par l'évolution du ratio de liquidité (M2/PIB) qui a suivi un trend haussier passant de 49,0% en 2000 à 79,4% en 2014. Cette tendance à la hausse s'est poursuivie jusqu'à 2015 avec un ratio de 82,6%. Le ratio crédits à l'économie/PIB a enregistré une légère tendance à la hausse en 2002 avec un taux de 27,9 %. Ce ratio atteint 37,8 % en 2014, ce dernier s'accroît jusqu'en 2015 avec 43,9%, ce qui signifie que l'économie algérienne évolue dans une perspective d'investissement créateur de richesses et d'emplois<sup>74</sup>.

A partir de 200, les avoirs extérieurs nets constituent la principale contrepartie de la création monétaire. En 2003, le ratio « avoirs extérieurs nets/M2 » atteint 69,85% et il observe un accroissement significatif qui avoisine 83,44%<sup>75</sup>.

Au cours de l'année 2005, les avoirs extérieurs nets surpassent l'agrégat M2, et le ratio « avoirs extérieurs nets /M2 » enregistre un taux de 100,53%<sup>76</sup>.

<sup>74</sup>Rapport banque d'Algérie 2015, situation économique et monétaire,

<sup>75</sup> Rapport banque d'Algérie 2003.

<sup>76</sup> Rapport banque d'Algérie 2005.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

En dépit de la très faible progression des avoirs extérieurs nets au premier semestre 2014 (0,74 %), le semestre sous revue a enregistré une reprise du rythme de l'expansion monétaire, après deux années de décélération en la matière. Durant l'année 2015, sous l'effet du choc externe de la baisse des prix du pétrole les avoirs extérieurs ont diminués de 2,28% (15375,405 MD DZD).

En 2000, les crédits à l'économie ont fortement augmenté, ils contribuent désormais à 49,13% à la création monétaire, à travers les années la quantité de crédits destinés à l'économie enregistre un rythme haussier mais sa part dans la création monétaire reste proportionnellement stable et varie entre 37% et 50%. Durant l'année 2015, aux contractions des réserves de change, les crédits à l'économie ont enregistré une progression au rythme de 16,57% (7277,245 MD DZDS).

Aussi, Les crédits à l'Etat ont observé un rythme à la baisse durant la période 2000-2003 passant de 33,5% en 2000 à 12,60% en 2003 au profit de la contrepartie avoirs extérieurs nets, et on estime que les crédits du système bancaire accordés à l'Etat sont d'ordre de -20,60 MDS DZD en décembre 2004. En 2015 les crédits accordés à l'Etat observent une augmentation au niveau de 5675,31 MD DZD.

A partir 2015, on observe une forte diminution des créances nettes de l'état sur le système bancaire (-75,03%), soit un rythme qui est pratiquement le double de celui de l'année 2014, cela confirme un déficit des opérations du trésor, dans le but d'assurer la croissance en dépit du choc externe. Afin de couvrir ce déficit, les autorités ont recouru à des décaissements auprès du fond de régulation des recettes.

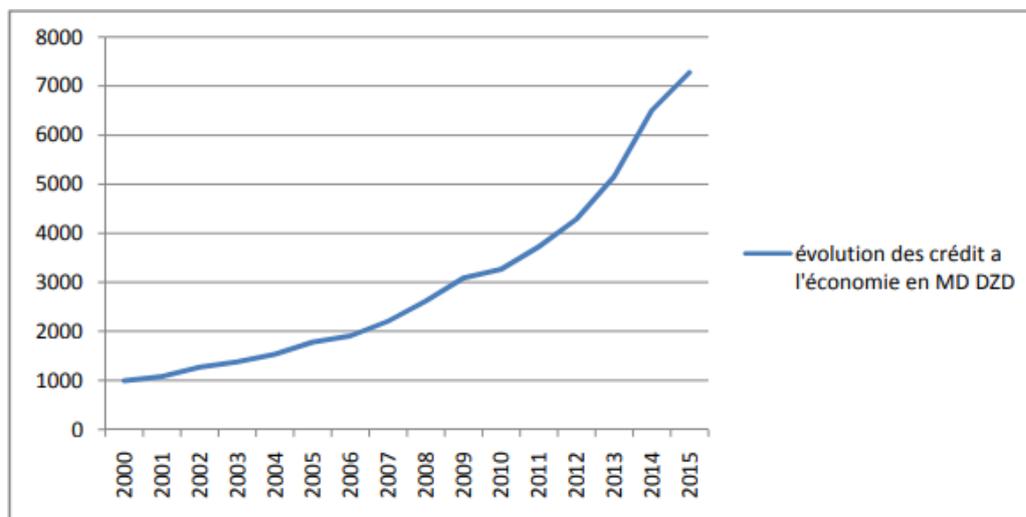
En conclusion, nous pouvons dire que la période 2000-2014, marquée par une augmentation prolongée des prix des hydrocarbures a permis d'accumuler des liquidités abondantes, ces dernières se trouvant stérilisées, non réinjecter dans l'économie. Au cours de l'année 2015, en raison de la chute des prix des hydrocarbures l'économie algérienne observe une contraction des avoirs externes ce qui affectera négativement la croissance.

### Crédits à l'économie

L'agrégat crédits à l'économie intervient au second rang en termes d'importance par rapport aux avoirs extérieurs. La dépendance à l'égard de l'extérieur rend difficile le contrôle des avoirs extérieurs par la banque d'Algérie et donc la masse monétaire.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

Figure N°13 : Evolution des crédits à l'économie en MDS DZD de 2000 à 2015.



Source : Figure réalisée par nous même à partir des données du tableau 08.

Les crédits à l'économie ont enregistré une croissance stable, ils sont multipliés par six, Dans un contexte de surliquidité récurrente qui devrait attirer l'attention sur l'importance du crédit à l'économie, la question de la politique monétaire à travers le système bancaire en Algérie est sérieusement posée pour améliorer les conditions pratiques de l'activité bancaire qui doit conduire à préparer la transition à l'économie de marché. Il reste que le secteur bancaire algérien est pour l'heure absent à ce niveau-là et peu efficace dans l'accompagnement des entreprises en matière d'incitation à investissement.

Cependant, les banques adoptent une politique de crédit assez conservatrice, cela est dû au manque de concurrence. En effet les banques commerciales limitent volontairement leurs engagements à l'égard des entreprises et optent pour une politique de placement de leurs excédents sur le marché monétaire, ainsi sur ce marché, les banques se contentent de leurs clientèles traditionnelles et ne se livrent pas une concurrence entre elles. Pour cela et en termes d'objectifs ciblés, la croissance des crédits demeure inférieure aux fourchettes ciblées dans quelques années.

Les différents indicateurs relatifs aux crédits à l'économie, à savoir (le faible taux de croissance, nette diminution de leur part relative dans le total de la masse monétaire et dans le PIB) traduisent les difficultés rencontrées par les entreprises pour couvrir leurs besoins d'investissement.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

D'ailleurs, les entreprises de production fonctionnent au ralenti en raison d'une série de contraintes qui empêchent la bonne utilisation des capacités installées en termes de production, dont l'allongement des délais dans l'octroi des crédits ou dans l'exécution des opérations bancaires, la faible qualité de service, les lourdeurs des procédures détournent les clients particuliers des banques, découragent les investisseurs et pénalisent les entreprises en manque à gagner en matière des capacités installées, de croissance, d'emploi supplémentaire, de pouvoir d'achat et de développement<sup>77</sup>.

En 2015, malgré la contraction des ressources (réserves de change), corrélative au choc externe les crédits à l'économie ont poursuivi leurs progressions au rythme de 13,35% contre 19,91 en 2014. Ce rythme d'expansion des crédits à l'économie n'est pas soutenable pour certaines banques qui doivent aller se refinancer auprès de la BA. On remarque que la structure des crédits distribués selon le secteur juridique est de 52,43% accordé au secteur public, et 47,57% des crédits accordé au secteur privé, et seulement 6,09% sont distribués aux ménages<sup>78</sup>.

Les crédits accordés aux entreprises publiques ont atteint 3688,2 milliards de dinars, ainsi les crédits accordés au secteur public ont enregistré une croissance de 14,28% passant de 3382,3 MD DZD en 2014 à 3865,3 MD DZD en 2015. Les crédits accordés au secteur privé, entreprises et ménages confondu ont atteint 3121,7 milliards de dinars contre 3166,9 MD DZD soit une croissance de 12,5% mais la contribution de ces crédits à la croissance globale reste insignifiante (5,21%)<sup>79</sup>.

---

<sup>77</sup> Rapport banque d'Algérie, 2014

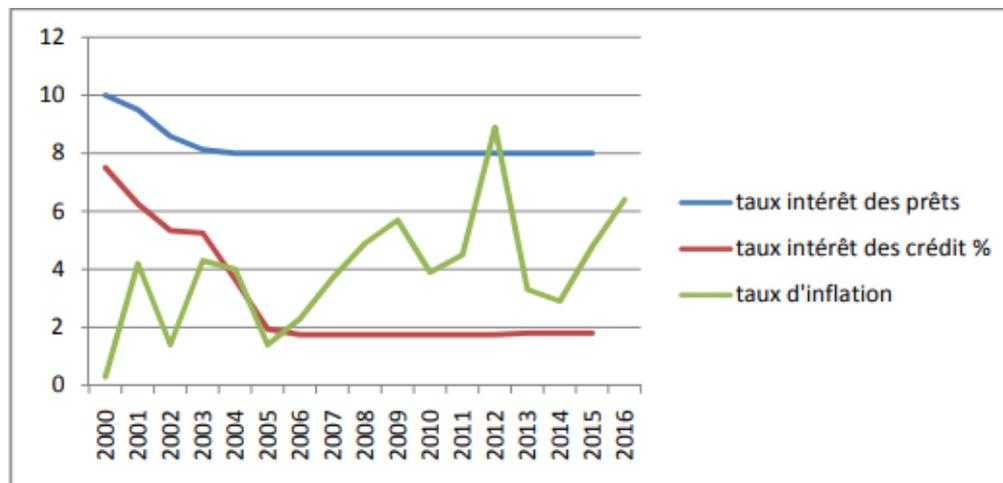
<sup>78</sup> Rapport banque d'Algérie.

<sup>79</sup> Rapport banque d'Algérie.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

### Une comparaison entre le taux d'inflation, les taux sur les prêts et sur le crédit

**Figure N°14** : Evolution des taux d'inflation, taux sur les prêts et sur les crédits de 2000 à 2016.



Source : Figure réalisée par nous même à partir des données de l'annexe 07 et l'annexe 05 et l'annexe 04

On constate que l'évolution de l'inflation n'est pas déterminée par l'évolution des taux d'intérêts débiteur et créditeurs d'ailleurs quand on observe leurs évolutions respectives durant cette période, on conclut qu'ils fluctuent de manière différente et non pas dans le même sens.

L'accroissement de la masse monétaire en Algérie n'est pas maîtrisé par les pouvoirs publics car une quantité de monnaie en circulation se trouve hors circuit financier réglementé, de ce fait elle échappe à la surveillance de la banque d'Algérie.

#### 4- LA POLITIQUE MONETAIRE ET LA FINANCE INFORMELLE EN ALGERIE

La plupart des activités financières dans les pays en développement (PED) se trouvent dans l'économie informelle qui joue un rôle prédominant au sien de l'économie<sup>80</sup>.

Le flou qui continue d'entourer la finance informelle demeure un obstacle important qui frêne sa prise en compte par la politique monétaire.

<sup>80</sup> KLOUCHE I, et KHENDEK S, « Le secteur informel en Algérie : évolution, caractéristiques et facteurs explicatifs », thèse de magister en science économique, option analyse des institutions, et du développement, Université de Tlemcen, 2013s, P2.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

L'existence de la finance informelle constitue l'un des obstacles les plus importants qui empêche le bon fonctionnement de la politique monétaire en Algérie. Le but principal de cette section est de présentée d'une façon objective, les entraves engendrées par la finance informelle sur la conduite de la politique monétaire. Il existe, en effet, dans la littérature économique de nombreuses définitions ainsi que de nombreuses critiques, en voici l'essentiel :

### **Définition de la finance informelle**

Le concept de finance informelle met l'accent sur l'absence de formes : ce sont des pratiques d'épargne et de crédit qui ne respectent pas les règles fixées par le système financier. « Les relations entre le débiteur et le créancier reposent sur la confiance, elles sont personnelles, non seulement parce que les partenaires se connaissent, mais parce qu'ils font affaire comme ils l'entendent. Et si on a souvent l'impression que les uns et les autres procèdent de la même façon, ils décident toujours tous eux-mêmes, au moindre détail près »<sup>81</sup>

### **Les critiques concernant la finance informelle**

- **La critique concernant la mobilisation de l'épargne**

Il est souvent souligné que le niveau de l'épargne en Algérie n'est pas optimal, et que cela est dû à l'existence de la finance financière. De plus, le secteur financier informel joue un rôle plus important en tant que fournisseur de crédit (à court terme) aux petits emprunteurs en tant qu'instrument de mobilisation de la petite épargne.

- **Les critiques relatives à l'affectation des ressources**

Le secteur financier informel réinvestit localement l'épargne mobilisée, et cela même s'il existe des possibilités d'investissement plus profitables ailleurs. Dans beaucoup de cas, ces opportunités d'investissement plus rentables se trouvent dans les zones urbaines.

Ainsi, le transfert intersectoriel ou international est limité, or, celui-ci est une des conditions nécessaires de la croissance et du développement. En effet, le transfert des ressources des secteurs traditionnels vers de nouveaux secteurs qui sont d'avantage susceptibles d'être des moteurs de la croissance doit permettre un développement plus soutenu.

---

<sup>81</sup> LELART, M, « de la finance informelle à la micro finance », agence universitaire de la francophonie, page 5.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

Pour ceux qui soutiennent l'idée de l'intégration de la finance informelle dans le système financier, la réduction de la finance informelle conduit à un secteur financier unifié permettrait une affectation des ressources par le jeu des forces du marché, et de fait, les transferts intersectoriels indispensables au développement s'opèreraient d'eux-mêmes.

Un autre reproche fait au secteur informel concernant l'affectation des ressources est que celui-ci favorise l'emploi de ces ressources à des fins de consommation plutôt qu'à des fins d'investissements productifs à long terme. De ce fait, le secteur financier informel ne contribue pas à l'accumulation du capital à l'échelle nationale.

- **L'utilisation inefficace des ressources extérieures :**

La finance informelle favorise le gaspillage des ressources venant de l'extérieur, car le secteur financier informel a absorbé une partie des sommes en question et ne les a pas dirigées vers les emplois les plus productifs au niveau local.

- **La stérilité des politiques macro-économiques et macro-financières :**

La finance informelle a pour effet de dévier les objectifs des politiques économiques, monétaires et financières. Par exemple, il rend difficile la définition d'objectifs précis en termes de politique monétaire, car du fait qu'une quantité importante de liquidités échappe au secteur bancaire et se dirige vers le secteur informel, cela rend les agrégats monétaires plus flous. De même, seule une partie des transactions monétaires est atteinte par les mesures ou les directives mises en œuvre par les autorités monétaires.

- **Effets indésirables en termes d'équité :**

Le principal reproche fait à la finance informelle est qu'il contribue à créer des taux d'intérêt débiteurs excessivement élevés dans le secteur informel. Il favorise également le surendettement.

Ainsi, il fait apparaître des inégalités entre les segments de la population qui ont accès à des services financiers formels et ceux qui n'en ont pas. Même si certains soutiennent l'utilité du dualisme financier du fait qu'il apporte plus d'avantages que de coûts, la plupart des auteurs s'accordent à dire que la réduction du dualisme financier doit être mise en œuvre pour des raisons aussi bien économiques que sociales. Certaines des méthodes proposées ci-dessous sont pour une élimination pure et simple du secteur informel, mais il semble que le rapprochement des deux secteurs plutôt que la suppression d'un des deux, soit la meilleure solution à adopter du fait de leur interdépendance et de leur complémentarité.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

### Les solutions préconisées pour remédier à la finance informelle

Après le choc externe de la baisse des cours des hydrocarbures, en juin 2014 et afin de palier à l'activité informelle, le gouvernement distinct deux opérations : premièrement en 2014 l'obligation de l'utilisation de chèques dans les transactions commerciales pour un montant supérieur à un million de dinars, qui est une pratique normale dans une économie normale. Deuxièmement en 2015, sous réserve d'un impôt forfaitaire, autoriser le dépôt d'argent sans poursuites judiciaires sous réserve que cela ne provienne pas d'actions illicites. Cependant, la question principale qu'on peut poser est savoir si on peut distinguer juridiquement activités licites et illicites au sein de cette sphère informelle. Or, cette sphère est elle même hétérogène, contrôlant des segments importants de l'économie, utilise de la monnaie fiduciaire (billets de banques) au lieu de la monnaie scripturale (chèques) ou électronique faute de confiance favorisant la hausse des prix, la corruption et donc le divorce Etat/citoyens et la détérioration du pouvoir d'achat des Algériens<sup>82</sup>.

### L'impact de la finance informelle sur la politique monétaire

On constate qu'en Algérie la sphère informelle est très impliquée dans l'économie réelle. En effet, afin d'analyser la sphère informelle, il convient de prendre en considération le mode de régulation mise en place par les institutions algériennes. Par ailleurs, le poids de la bureaucratie sur l'activité économique et commerciale est la principale cause de l'extension de l'activité informelle. Il faut une étude plus approfondie afin de comprendre les difficultés rencontrées ainsi que le dynamisme de la population qui s'exprime dans le développement des initiatives économiques informelles, surtout pour les personnes exclus des circuits professionnels soit dans le public ou dans le secteur privé.

Il existe plusieurs méthodes pour calculer le poids de l'informelle sur l'économie réelle. Si on prend la méthode monétaire on aura environ 40% de la masse monétaire en circulation hors banque c'est-à-dire avec une intermédiation financière informelle, limitant la politique monétaire globale de l'Etat. Cependant, on obtient un pourcentage plus élevé si on intègre les transactions en nature et l'on soustrait la rente de Sonatrach et plus de 65% des produits de première nécessité : marché de poisson, de la viande rouge et blanche, le marché de fruits et légumes et à travers l'importation, le textile et le cuir.

---

<sup>82</sup> [http:// www.magherbemergent.com/economie /Algérie/70292-la-sphère-informelle-on-la problématique-de-laderégulation- de-l'économie-algérienne-analyse.html](http://www.magherbemergent.com/economie/Algérie/70292-la-sphère-informelle-on-la-problématique-de-laderégulation-de-l'économie-algérienne-analyse.html)

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

En 2014, selon les autorités compétentes (premier ministre) confirment que 37 milliards circule au sein de la sphère informelle, en parallèle selon l'étude réalisée par l'institut français des relations internationales montre qu'en 2012, en se basant sur les données officielles de la banque d'Algérie et du ministère du commerce 55 milliards de dollars circulent dans la sphère informelle<sup>83</sup>. Mais Selon l'organisation IFRI plus de 50% du marché algérien est occupé par le secteur informelle et plus de la moitié du chiffre d'affaires, des activités commerciales échappent au trésor public. Le secteur industriel est marginal représentant moins de 5% du produit intérieur brut et sur ces 5%, environ 95% sont des PMI/PME familiales, peu initiées au management stratégique. Environ 97% à 98% des exportations sont le fait des hydrocarbures à l'état brut ou semi brut y compris les produits dérivés. Il est nécessaire de noter aussi que 70% environ du pouvoir d'achat des algériens et la valeur du dinar via les réserves de change sont corrélés à la rente des hydrocarbures.

---

<sup>83</sup> [http:// www.magherbemergent.com/economie /Algérie/70292-la-sphère-informelle-on-la problématique-de-laderigulation- de-l'économie-algérienne-analyse.html](http://www.magherbemergent.com/economie/Algérie/70292-la-sphère-informelle-on-la-problématique-de-laderigulation-de-l'économie-algérienne-analyse.html).

### Conclusion

Dès 2002, le système bancaire algérien connaît un excès de liquidité, les banques se retrouvent donc dans l'obligation de bien gérer le surplus de liquidité. Face à ce déséquilibre entre les capacités financières des banques et les capacités d'absorption de l'économie nationale, et dans le but de préserver la santé de l'économie et d'assurer son épanouissement, l'intervention de la banque d'Algérie est plus que nécessaire pour la bonne gestion de ces liquidités. La politique monétaire est conduite d'une manière prudente et active<sup>58</sup> pour stabiliser les prix en absorbant les surplus de liquidités par un renforcement d'intervention de la Banque Centrale sur le marché monétaire, dotée d'une instrumentation indirecte plus large. Les mesures de stérilisation sont renforcées par la mise en place d'un fond de régulation des recettes à partir de 2005<sup>59</sup>, qui permet également la neutralisation des devises.

Par conséquent, la Banque d'Algérie mène une politique monétaire soumise aux recommandations du FMI<sup>60</sup>, qui préconise l'augmentation des taux d'intérêts directs à des taux positifs en terme réel et le contrôle de la base monétaire afin de contrebalancer l'expansion budgétaire et faire face aux pressions inflationnistes qui commençaient à avoir une tendance haussière à partir de 2007. A cet effet, la Banque centrale a modélisé ses objectifs en termes de ciblage du taux d'inflation selon les chocs internes et externes.

En 2015, la banque d'Algérie, afin de faire face au choc externe de la baisse des prix des hydrocarbures modifie sa politique monétaire en introduisant l'instrument de réescompte dans le but de maintenir une dynamique du marché monétaire et en réduisant graduellement l'instrument de reprise de liquidité à cause d'une détérioration de la liquidité bancaire.

En plus du choc externe, les autorités monétaires doivent faire face aux problèmes de la sphère informelle qui entrave la bonne application de la politique monétaire. L'économie algérienne observe une grande quantité de masse monétaire circulant dans hors circuits financier réglementé, elle est considérée comme une cause principale de la hausse généralisée des prix.

## Chapitre 02 : La politique monétaire en Algérie

---

Malgré tous les efforts fournis par le gouvernement, il n'arrive pas à pallier au problème de l'activité informelle.

# **Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie**

# Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie

## Introduction

A la lumière des éléments théoriques déjà présentés, nous allons procéder dans ce chapitre à une modélisation économétrique pour étudier les déterminants de l'inflation en Algérie (1980-2018). Pour ce faire, nous utilisons le modèle ARDL (ARDL model approche to Co intégration) , développé par Pesaran et al (2001). En effet, l'objectif de cette étude économétrique est d'évaluer empiriquement les liaisons entre une variable à expliquer, le produit intérieur brute, et un ensemble de variables explicatives relevant de la sphère économique, et ce pour le cas de l'Algérie. Ce chapitre est structuré autour de deux sections ; la première est consacrée à la présentation de l'approche théorique du modèle ARDL, la méthodologie de modélisation économétrique adopté. La deuxième section est réservée à la définition des variables étudiées, analyse et discussion des résultats obtenus.

## SECTION 01 : L'approche théorique du modelé ARDL

Dans cette section on va présenter le modèle ARDL théoriquement et la méthodologie de modélisation économétrique adoptée.

### 1. La présentation du modèle ARDL

Le modèle ARDL permet d'une part de tester les relations de long terme sur des séries qui ne sont pas intégrées de même ordre et, d'autre part d'obtenir des meilleures estimations sur des échantillons de petite taille. En plus, le modèle ARDL donne la possibilité de traiter simultanément la dynamique de long terme et les ajustements de court terme du modèle ARDL. De ce fait, le modèle ARDL mettant en relation la variable à expliquer, le produit intérieur brut, et les variables explicatives, le capital physique, les dépenses publiques et la population sur la période allant période de 1970 à 2018 peut s'écrire de la façon suivante :

$$\begin{aligned} \Delta \log (pib\_c) &= b_0 + b_1 \log (pib\_c)_{t-1} + b_2 \log (c\_ph)_{t-1} + b_3 \log (dp)_{t-1} + b_4 \log (pa)_{t-1} + \sum a_1 i p_i = 1 \Delta \log (pib\_c)_{t-1} + \sum a_2 i q_i = 0 \Delta \log (c\_ph)_{t-i} + \sum a_3 i q_i = 0 \Delta \log (dp)_{t-i} + \sum a_4 i q_i = 0 \Delta \log (pa)_{t-i} + e_t \dots \dots \dots (1) \end{aligned}$$

Avec :

PIB\_C : Produit Intérieur Brut constant ;

C\_PH : capital physique ;

## Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie

---

DP : dépenses publiques ;

PA : Population active ;

$\epsilon_t$  : Un processus stationnaire de moyenne nulle ;

$\Delta$  : Opérateur de différence première ;

$b_0$  : La constante ;

$a_1, \dots, a_4$  : Effet à court terme ;

$b_1, \dots, b_4$  : dynamique de long terme du modèle ;

La spécification de ce modèle nécessite que les séries temporelles soit stationnaire au niveau ( $I(0)$ ) ou bien stationnaires après la première différence ( $I(1)$ )<sup>125</sup>, le test d'ADF pour vérifier laquelle des variables est stationnaire en niveau ou après une première différenciation.

Le modèle ARDL se compose de deux parties : la première partie est une combinaison linéaire des variables en niveau décalées, montre la dynamique de long terme ; la seconde combinaison linéaire de variables différenciées retardées, représente la dynamique de court terme.

La stratégie du test de cointégration selon l'approche de Pesaren comprend deux étapes :

- Détermination du retard optimal à l'aide des critères d'information Akaike information Criterion (AIC) et Schwarz Bayesian Criterion (SC).
- Examen de toutes les combinaisons possibles pour les retards de chaque variable afin de déterminer le modèle ARDL optimal pour ensuite tester la co-intégration. En fait, le modèle ARDL effectue  $(p+1)k$  régressions pour obtenir le retard optimal pour chaque variable avec  $p$  : le retard maximal,  $k$  : le nombre de variables dans l'équation<sup>126</sup>.

### 2. La méthodologie du modèle ARDL

Les étapes<sup>84</sup> à suivre pour l'analyse de la cointégration dans le modèle ARDL sont :

#### Sélectionner le nombre de retard optimal

Afin de choisir un retard optimal pour chaque variable, la méthode ARDL estime régressions, où  $(p)$  est le nombre maximal de retard et  $k$  est le nombre de variables dans l'équation. Le modèle peut être choisi sur la base du Schawrtz-Bayesian criteria (SBC) et du critère

---

<sup>84</sup> Ali BENDOUB, Kamel SI MOHEMMED « L'impact du taux de change parallèle sur la demande de la monnaie Cas de l'Algérie durant 1980-2010 : Etude économétrique ». Centre universitaire d'Ain Temouchent- Algérie. P20. Philippe, Deschamps, (2006) ; Cours d'économétrie, Université Fribourg, Suisse, p.171.

## Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie

---

d'information d'Akaike (AIC). Le SBC permet de sélectionner un nombre plus réduit de retards alors que l'AIC permet désélectionner le nombre maximum de retards. Après la sélection du modèle ARDL par l'AIC ou la SBC.

### Test de la stationnarité des séries temporelles

Afin de déterminer l'ordre d'intégration des séries temporelles et la stationnarité des séries étudiées, le test de stationnarité de Dickey Fuller Augmenté (ADF) est utilisé. En effet, afin d'utiliser l'approche du Bound-Test développé par Pesaran et al (2001), il faut s'assurer préalablement qu'aucune des séries n'est intégrée d'ordre 2 ou plus car les valeurs critiques fournies par Pesaran et al. (2001) concernent uniquement les niveaux d'intégration 0 et 1.

### Test de cointégration (bounds-test)<sup>127</sup> :

Le test de cointégration selon l'approche de Pesaran et al (2001) dans les modèles ARDL consiste à tester la nullité conjointe des coefficients des variables en niveau et retardées du modèle. En fait, l'hypothèse nulle du test de cointégration (Wald-test) s'écrit :

$H_0 : b_1=b_2=b_3=b_4 = 0$  ; (Pas de relation de cointégration).

$H_1$  : au moins un des coefficients est significativement différent de zéro (présence cde relation de cointégration).

Si l'hypothèse nulle est rejetée, alors il y'a une relation de long terme entre les variables, sinon il n'y a aucune relation de long terme entre les variables. La statistique du test F-stat ou statistique de Wald suit une distribution non standard qui dépend du caractère non stationnaire des variables régresseurs, du nombre de variables dans le modèle ARDL, de la présence ou non d'une constante et d'une tendance ainsi que de la taille de l'échantillon. Deux valeurs critiques sont générées avec plusieurs cas et différents seuils : la première correspondant au cas où toutes les variables du modèle sont I(1) : CV-I(1) qui représente la borne supérieure ; la seconde correspond au cas où toutes les variables du modèles sont I(0) : CVI(0) qui est la borne inférieure. (D'où le nom de « bound testing approach cointegration » ou « approche de test de cointégration par les bornes »).

Alors la règle de décision pour le test de cointégration est la suivante :

- Si  $F\text{-stat} > CV\text{-I}(1)$ , alors l'hypothèse nulle est rejetée et donc il y'a Cointégration.
  
- Si par contre  $F\text{-stat} < CV\text{-I}(0)$ , alors l'hypothèse nulle de non cointégration est acceptée.

## Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie

---

□ Si la F-stat est comprise entre les deux (2) valeurs critiques, rien ne peut être conclu. Après ce test de Cointégration en passe à l'estimation des coefficients à long terme et à court terme, afin de déterminer l'impact de ces variables explicatives (C\_PH, DP, PA) sur le produit intérieur brut en Algérie.

### SECTION 02 : Estimation économétrique

La dernière phase de ce travail, est l'évaluation de l'impact du capital public sur la croissance économique en Algérie, puis l'analyse et discussion des résultats obtenus de l'estimation.

#### 1. Choix des variables

Le choix des variables<sup>85</sup> rentrant dans l'analyse dépend du genre de la relation à laquelle on s'intéresse. Dans notre cas, nous essayerons d'avoir les déterminants de l'inflation en Algérie sur une période allant de 1980 à 2018.

Le choix s'est effectué sur la base de travaux théoriques et des diverses études empiriques portant sur cette problématique, ainsi que les différentes décisions prises par les autorités algériennes s'inscrivant dans l'optique des mesures de l'inflation. Par conséquent, les variables retenues dans la modélisation économétrique incluent le PIB par habitant (PIBH) comme variable endogène (ou à expliquer), le taux de change (TCH), le taux d'inflation (INF), la masse monétaire (M2) et le taux d'intérêt (TINT) comme variables exogènes.

#### **Inflation**

L'inflation se caractérise par une augmentation persistante de la moyenne des prix des biens et des services, indépendamment des variations sectorielles, sur l'ensemble du spectre économique et sur plusieurs trimestres consécutifs. Elle se traduit donc par une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie.

#### **Consommation finale es ménages en MSD DA**

La consommation effective des ménages inclut tous les biens et les services acquis par les ménages résidents pour la satisfaction de leurs besoins, que ces acquisitions aient fait, ou non, l'objet d'une dépense de leur part.

---

<sup>85</sup> Philippe, Deschamps, (2006), Op.cit. p.185.

## **Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie**

---

La dépense de consommation finale des ménages comprend les dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins.

### **Indice des valeurs unitaires à l'importation**

Les valeurs unitaires sont définies d'après la valeur commerciale/quantité. Ces valeurs unitaires sont divisées par la valeur unitaire moyenne de l'année précédente afin d'obtenir des indices de valeur unitaire élémentaires, qui permettent de détecter et de supprimer les valeurs aberrantes. Les indices de valeur unitaire élémentaires sont ensuite agrégés au moyen de formules, par pays et par marchandise.

### **Importations**

Action d'acheter à un pays étranger des matières premières ou des biens de consommation et de les faire pénétrer dans le territoire national.

### **Masse monétaire en MDS DA**

La masse monétaire est une mesure de la quantité de monnaie dans un pays ou une zone économique. Il s'agit de l'ensemble des valeurs susceptibles d'être converties en liquidité, ainsi que l'agrégat de la monnaie fiduciaire.

### **Taux de change**

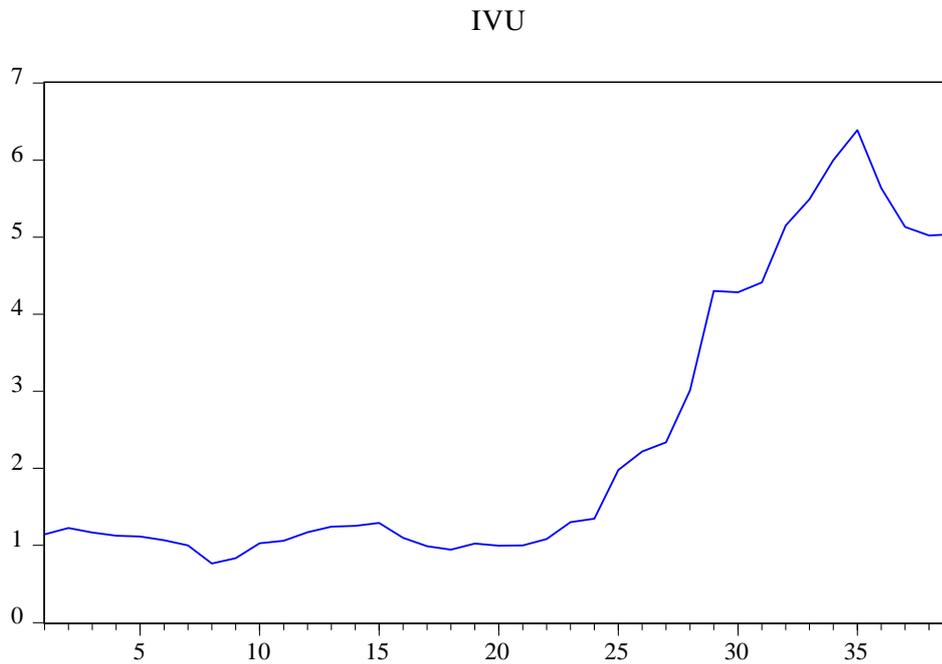
On appelle taux de change la valeur d'une monnaie nationale ou devise par rapport à celle d'un autre pays. Il représente la quantité d'une devise étrangère que l'on peut acquérir avec une unité d'une autre monnaie.

## **2. Analyse graphique des séries**

Les graphes nous donnent une idée sur la stationnarité ou pas de la série, c'est ce que nous allons démontrer par les tests de stationnarité.

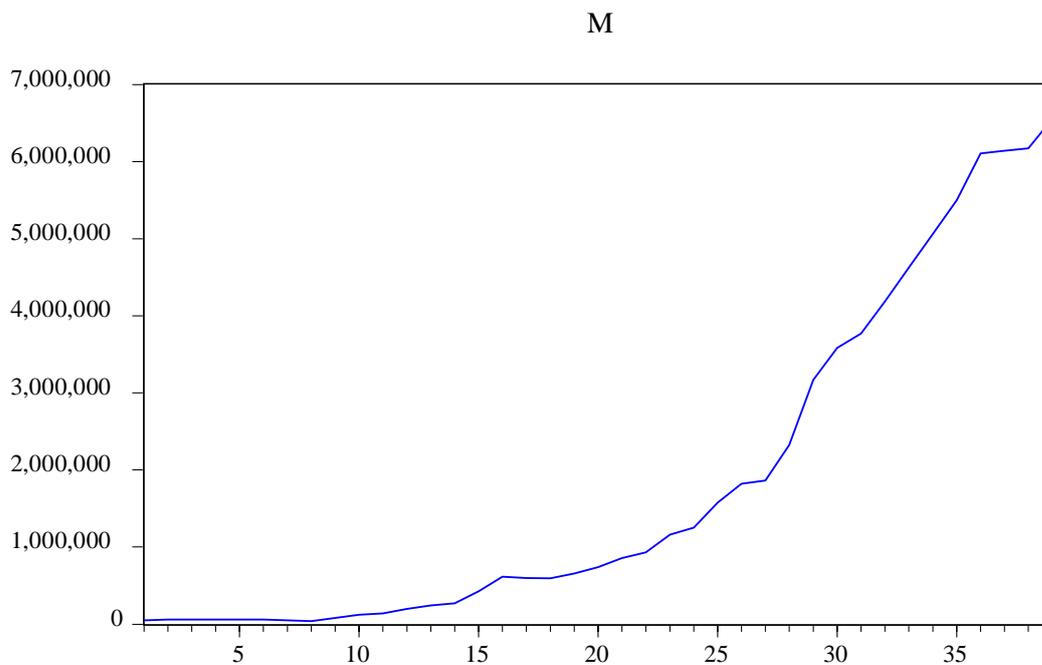
## Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie

### 1. Evolution indice des valeurs unitaires à l'importation par Eviews .



D'après cette figure possède une tendance haussière, ce qui suggère le non stationnarité de cette série.

### 2. Evolution des importations par Eviews .

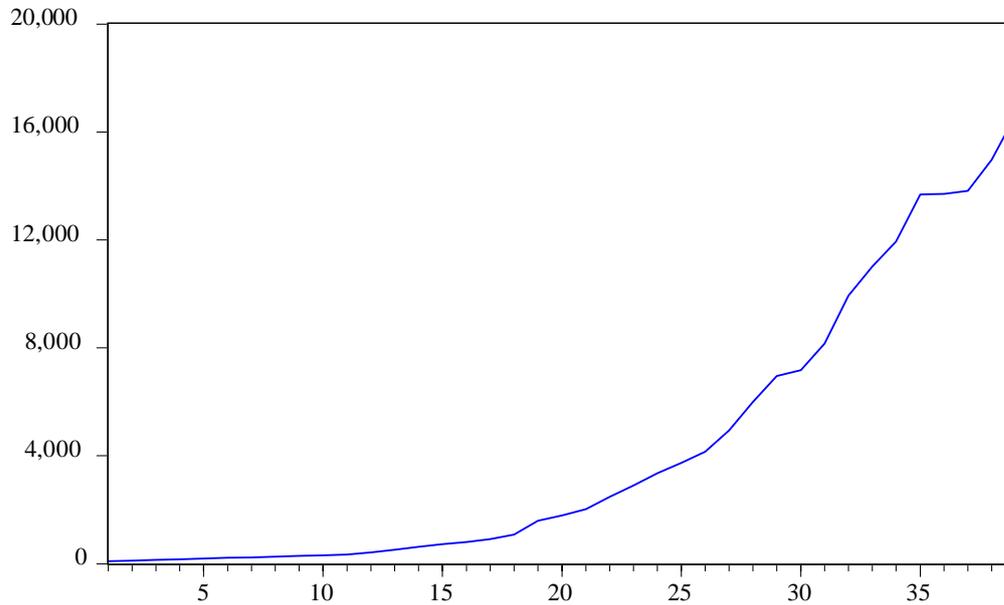


D'après cette figure Nous expose la tendance des importations cette tendance est caractérisée par un mouvement à la hausse tout au long de la période

## Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie

### 3. Evolution de la masse monétaires en MDS DA par Eviews .

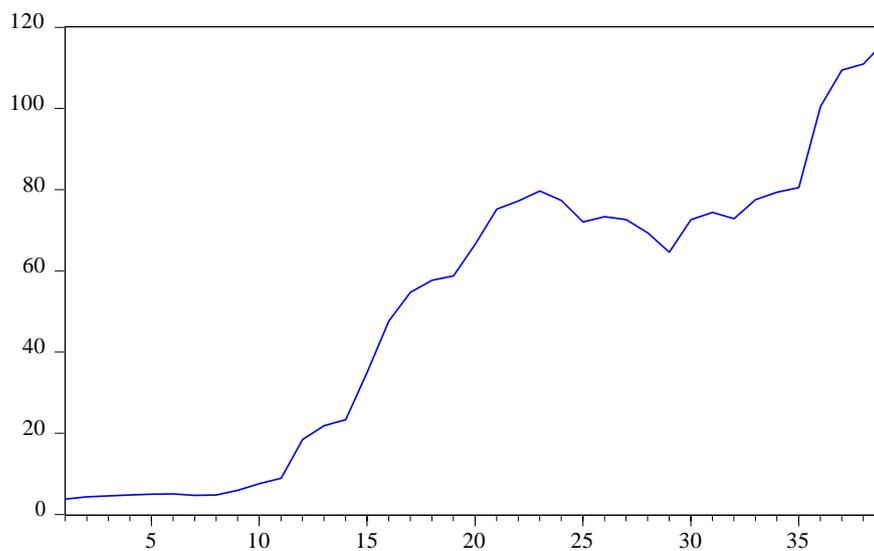
M2



Le graphe de la série de la masse monétaires montre que cette dernière possède une tendance à la hausse. D'où la non stationnarité.

### 4. Evolution de taux de change par Eviews

TX

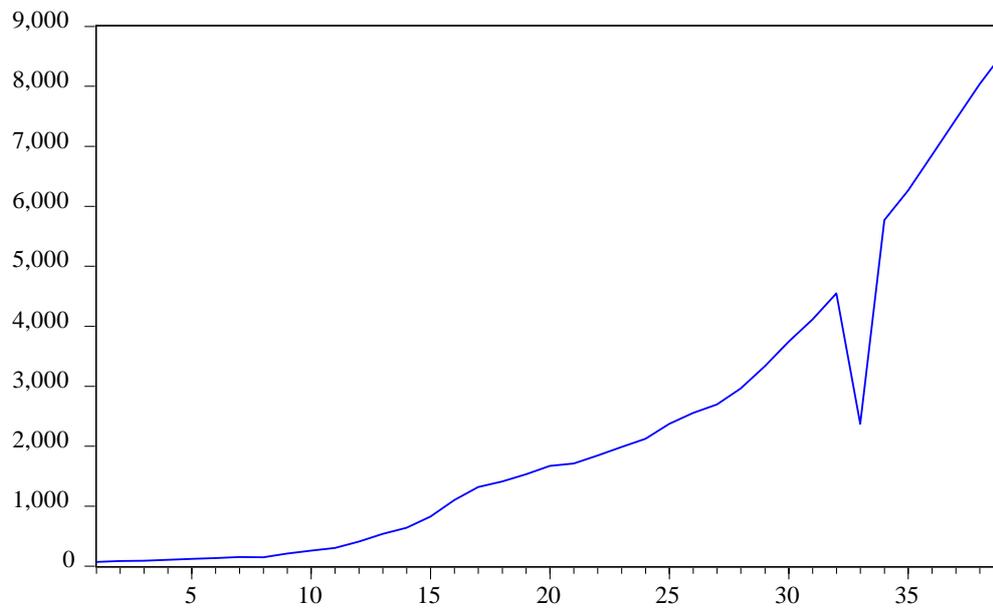


## Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie

D'après cette figure de taux de change montre que cette dernière possède une tendance à la hausse. D'où la non stationnarité.

### 5. Evolution consommation finale es ménages en MSD DA par Eviews .

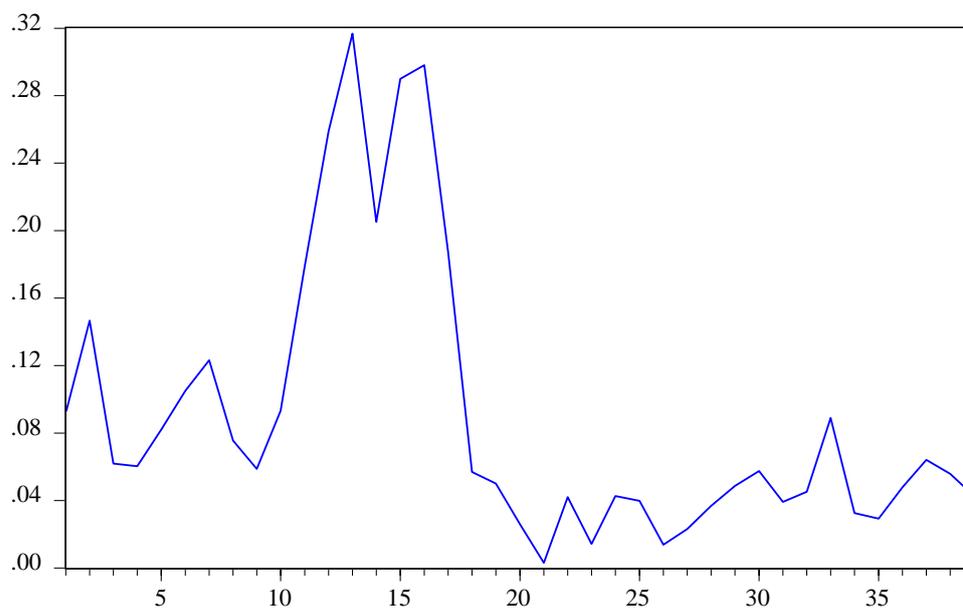
CF



D'après la figure ci-dessus la série possède une tendance à la hausse. Donc, elle n'est pas stationnaire.

### 6. Evolution de l'inflation par Eviews .

INF



## Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie

D'après cette dernière de l'inflation montre que cette dernière possède une tendance à la hausse D'où la non stationnarité.

Dependent Variable: INF  
 Method: ARDL  
 Date: 04/08/22 Time: 21:16  
 Sample (adjusted): 1984 2018  
 Included observations: 35 after adjustments  
 Maximum dependent lags: 1 (Automatic selection)  
 Model selection method: Akaike info criterion (AIC)  
 Dynamic regressors (4 lags, automatic): CF IVU M M2 TX  
 Fixed regressors: C  
 Number of models evaluated: 3125  
 Selected Model: ARDL(1, 4, 3, 1, 4, 4)

| Variable           | Coefficient | Std. Error            | t-Statistic | Prob.* |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|--------|
| INF(-1)            | 0.558308    | 0.188545              | 2.961144    | 0.0119 |
| CF                 | -4.40E-05   | 2.27E-05              | -1.938131   | 0.0765 |
| CF(-1)             | -2.04E-05   | 3.59E-05              | -0.569185   | 0.5797 |
| CF(-2)             | 4.29E-05    | 4.19E-05              | 1.022363    | 0.3268 |
| CF(-3)             | 4.22E-05    | 3.96E-05              | 1.065822    | 0.3075 |
| CF(-4)             | -0.000101   | 3.63E-05              | -2.775916   | 0.0168 |
| IVU                | 0.103528    | 0.081338              | 1.272812    | 0.2272 |
| IVU(-1)            | 0.075504    | 0.088386              | 0.854253    | 0.4097 |
| IVU(-2)            | -0.044014   | 0.066739              | -0.659496   | 0.5220 |
| IVU(-3)            | -0.120074   | 0.053084              | -2.261970   | 0.0431 |
| M                  | -1.68E-08   | 1.51E-07              | -0.111235   | 0.9133 |
| M(-1)              | -2.69E-07   | 1.54E-07              | -1.751851   | 0.1053 |
| M2                 | 2.17E-06    | 8.49E-05              | 0.025556    | 0.9800 |
| M2(-1)             | 6.65E-05    | 0.000108              | 0.613186    | 0.5512 |
| M2(-2)             | -0.000193   | 0.000122              | -1.583209   | 0.1394 |
| M2(-3)             | 0.000421    | 0.000112              | 3.762099    | 0.0027 |
| M2(-4)             | -0.000141   | 0.000102              | -1.387308   | 0.1906 |
| TX                 | 0.004996    | 0.002511              | 1.989933    | 0.0699 |
| TX(-1)             | 0.004588    | 0.004669              | 0.982772    | 0.3451 |
| TX(-2)             | -0.013646   | 0.004554              | -2.996480   | 0.0111 |
| TX(-3)             | 0.010706    | 0.004589              | 2.333066    | 0.0379 |
| TX(-4)             | -0.007159   | 0.002622              | -2.730489   | 0.0182 |
| C                  | 0.046732    | 0.108084              | 0.432368    | 0.6731 |
| R-squared          | 0.949159    | Mean dependent var    | 0.090626    |        |
| Adjusted R-squared | 0.855951    | S.D. dependent var    | 0.086923    |        |
| S.E. of regression | 0.032990    | Akaike info criterion | -3.741353   |        |
| Sum squared resid  | 0.013060    | Schwarz criterion     | -2.719267   |        |
| Log likelihood     | 88.47368    | Hannan-Quinn criter.  | -3.388529   |        |
| F-statistic        | 10.18325    | Durbin-Watson stat    | 2.572148    |        |
| Prob(F-statistic)  | 0.000089    |                       |             |        |

\*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.

## Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie

### 2. Bound test

| F-Bounds Test  |          | Null Hypothesis: No levels relationship |      |      |
|----------------|----------|---|------|------|
| Test Statistic | Value    | Signif.                                 | I(0) | I(1) |
| F-statistic    | 3.933600 | 10%                                     | 2.08 | 3    |
| k              | 5        | 5%                                      | 2.39 | 3.38 |
|                |          | 2.5%                                    | 2.7  | 3.73 |
|                |          | 1%                                      | 3.06 | 4.15 |

Les résultats du test de Co-intégration sont présentés dans le tableau ci-dessus. On voit que la statistique de Fisher (F=3.93600) est supérieure à la borne supérieure pour le seuil de significativité 5%. Ce résultat nous conduit à rejeter l'hypothèse d'absence de relation de long terme, et on constate l'existence d'une relation de Co-intégration entre les différentes variables.

### 3. Coefficient de long terme

| Levels Equation                          |             |            |             |        |
|--|-------------|------------|-------------|--------|
| Case 2: Restricted Constant and No Trend |             |            |             |        |
| Variable                                 | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob.  |
| CF                                       | -0.000181   | 0.000222   | -0.816634   | 0.4301 |
| IVU                                      | 0.033835    | 0.253937   | 0.133240    | 0.8962 |
| M  | -6.48E-07   | 3.94E-07   | -1.645604   | 0.1258 |
| M2                                       | 0.000352    | 0.000161   | 2.185034    | 0.0494 |
| TX                                       | -0.001165   | 0.005556   | -0.209637   | 0.8375 |
| C  | 0.105802    | 0.265651   | 0.398276    | 0.6974 |

EC = INF - (-0.0002\*CF + 0.0338\*IVU - 0.0000\*M + 0.0004\*M2 - 0.0012\*TX + 0.1058 )

Les résultats d'estimation de la relation de long terme s'écrivent sous la forme suivante :

$$INF_t = 0.10 + 0.0001CF_t + 0.03IVU_t - 6.48Mt + 0.0003M2_t - 0.001TX_t$$

$$[0.39] [-0.81] [0.13] [-1.64] [2.18] [-0.20]$$

D'après les résultats obtenus, on voit clairement qu'il existe un effet positif et significatif de la masse monétaire sur l'inflation (la statistique de *Student* associée est significative au seuil de 5%), contrairement aux variables taux de change, consommation finale des ménages et l'importation qui exerce un effet négatif et non significatif sur la variable dépendante INF. Néanmoins, l'inflation et le taux de change n'apparaissent pas comme variable explicative du produit intérieur brut par habitant.

L'effet non significatif de l'indice des valeurs unitaire à l'importation peut être expliqué par l'utilisation des variables en terme réel.

## Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie

### 4. Coefficient de court terme

ARDL Error Correction Regression  
Dependent Variable: D(INF)  
Selected Model: ARDL(1, 4, 3, 1, 4, 4)  
Case 2: Restricted Constant and No Trend  
Date: 04/08/22 Time: 21:17  
Sample: 1980 2018  
Included observations: 35

| ECM Regression                           |             |                       |             |        |
|--|-------------|-----------------------|-------------|--------|
| Case 2: Restricted Constant and No Trend |             |                       |             |        |
| Variable                                 | Coefficient | Std. Error            | t-Statistic | Prob.  |
| D(CF)                                    | -4.40E-05   | 1.38E-05              | -3.198365   | 0.0077 |
| D(CF(-1))                                | 1.55E-05    | 1.88E-05              | 0.827004    | 0.4244 |
| D(CF(-2))                                | 5.84E-05    | 2.18E-05              | 2.677583    | 0.0201 |
| D(CF(-3))                                | 0.000101    | 2.04E-05              | 4.933927    | 0.0003 |
| D(IVU)                                   | 0.103528    | 0.048155              | 2.149882    | 0.0527 |
| D(IVU(-1))                               | 0.164088    | 0.038869              | 4.221548    | 0.0012 |
| D(IVU(-2))                               | 0.120074    | 0.039534              | 3.037256    | 0.0103 |
| D(M)                                     | -1.68E-08   | 9.98E-08              | -0.168368   | 0.8691 |
| D(M2)                                    | 2.17E-06    | 3.41E-05              | 0.063622    | 0.9503 |
| D(M2(-1))                                | -8.69E-05   | 5.52E-05              | -1.574638   | 0.1413 |
| D(M2(-2))                                | -0.000280   | 5.83E-05              | -4.800462   | 0.0004 |
| D(M2(-3))                                | 0.000141    | 3.68E-05              | 3.830940    | 0.0024 |
| D(TX)                                    | 0.004996    | 0.001828              | 2.732873    | 0.0182 |
| D(TX(-1))                                | 0.010099    | 0.002297              | 4.396036    | 0.0009 |
| D(TX(-2))                                | -0.003547   | 0.002355              | -1.506487   | 0.1578 |
| D(TX(-3))                                | 0.007159    | 0.001779              | 4.024289    | 0.0017 |
| CointEq(-1)*                             | -0.441692   | 0.068727              | -6.426726   | 0.0000 |
| R-squared                                | 0.842224    | Mean dependent var    | -0.000501   |        |
| Adjusted R-squared                       | 0.701979    | S.D. dependent var    | 0.049342    |        |
| S.E. of regression                       | 0.026937    | Akaike info criterion | -4.084210   |        |
| Sum squared resid                        | 0.013060    | Schwarz criterion     | -3.328756   |        |
| Log likelihood                           | 88.47368    | Hannan-Quinn criter.  | -3.823428   |        |
| Durbin-Watson stat                       | 2.572148    |                       |             |        |

\* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

Selon les résultats d'estimation, on constate qu'à court terme les variables (CF) ; (CF(-2)), (CF(-3)) , (IVU), (IVU(-1)), (IVU(-2)) , (M2(-2)), (M2(-3)) , (TX), (TX(-1)), (TX(-3)) sont négatives et significatives au seuil de 5% (la valeur de la statistique de *Student* associée est supérieure à la valeur critique (1.96) au seuil de 5%).

Le coefficient à correction d'erreur ECM est négatif et largement significatif, confirmant ainsi l'existence d'un mécanisme à correction d'erreur. Ce coefficient, qui exprime le degré avec lequel la variable INF sera rappelée vers la cible de long terme, est estimé de -0.44 pour notre modèle ARDL, traduisant alors un ajustement à la cible de long terme plus au moins rapide.

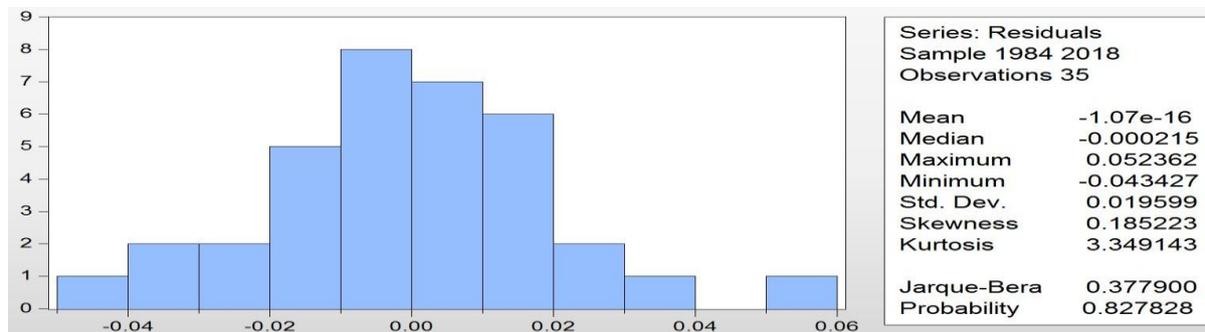
### 5. Tests de validation du modèle

#### Teste de stabilité Normalité

Si le modèle est idéalement bon, alors les écarts que l'on constate entre les valeurs prédites et les valeurs observées (les résidus) sont entièrement imputables à des erreurs de mesure. De ce fait, les résidus doivent posséder les propriétés classiques d'une distribution normale,

## Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie

symétrique autour de la valeur prédite, le test de *Jarque-Bera* va nous permettre de mieux apprécier la normalité des résidus.



La probabilité associée à la statistique de *Jarque-Bera* 0,82 est supérieure à 0,05. L'hypothèse de normalité des résidus est donc vérifiée. Nous pouvons alors conclure que les résidus de l'estimation du modèle de long terme sont stationnaires. Evidemment, la normalité de leur distribution est confirmée.

### Hétéroscédasticité

Il s'agit d'un test important puisqu'il repère non seulement de l'hétéroscédasticité mais également une mauvaise spécification du modèle. L'homoscédasticité s'observe lorsque la dispersion des résidus est homogène sur tout le spectre des valeurs prédites. Il est donc clair que c'est une propriété souhaitable puisque si les résidus correspondent bien à des aléas de mesure, il n'y a pas de raison que la dispersion de ces résidus change en fonction des valeurs prédites.

#### Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

|                     |          |                      |        |
|---------------------|----------|----------------------|--------|
| F-statistic         | 0.778457 | Prob. F(22,12)       | 0.7059 |
| Obs*R-squared       | 20.57992 | Prob. Chi-Square(22) | 0.5468 |
| Scaled explained SS | 2.841513 | Prob. Chi-Square(22) | 1.0000 |

Nous acceptons donc, l'hypothèse d'homoscédasticité des erreurs au seuil de 5%, car les probabilités sont supérieures à 0,05. D'où, les estimations obtenues sont optimales.

## Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie

### Autocorrélation des résidus

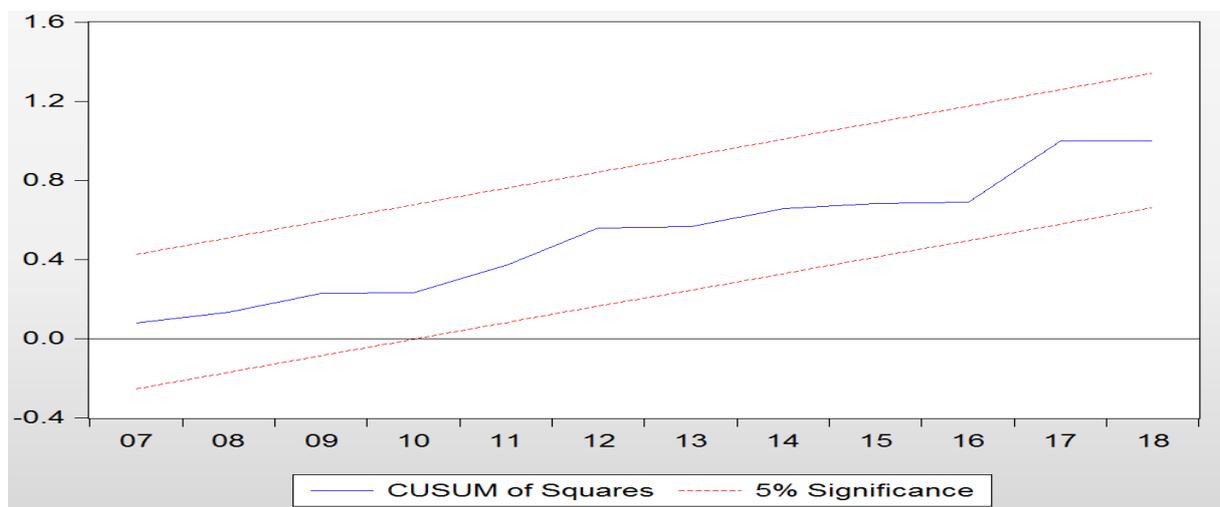
Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

|               |          |                     |        |
|---------------|----------|---------------------|--------|
| F-statistic   | 1.168664 | Prob. F(2,10)       | 0.3499 |
| Obs*R-squared | 6.630812 | Prob. Chi-Square(2) | 0.0363 |

La probabilité associée à la F-statistique est supérieure à 0.05. Par conséquent, nous acceptons l'hypothèse qu'il y'a l'absence d'autocorrélation des erreurs.

### Cusum of square

Afin de se prononcer sur une éventuelle stabilité des coefficients estimés, le test de CUSUM SQ sera exécuté. Ce test est fondé sur la somme cumulée du carré des résidus récurrents. La valeur de la statistique doit alors évoluer, sous l'hypothèse nulle de stabilité de la relation de long terme, entre deux droites représentant les bornes de l'intervalle.



Sur la base des résultats du test *CUSUM SQ*, nous pouvons dire que le modèle estimé est stable durant la période d'étude.

## Chapitre 03 : Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en Algérie

---

### Conclusion

Dans notre étude empirique, qui a pour objet d'analyser les déterminants de l'inflation en Algérie couvrant la période 1980-2018 On a procédé à l'estimation d'un processus ARDL. De ce fait, notre analyse a débuté par l'étude des choix des variables utilisées dans l'estimation, nous avons utilisé le test de la racine unitaire (ADF), qui a démontré que les variables sont stationnaires soit en niveau I (0) ou après la première différenciation I (1). Puis nous avons estimé un modèle ARDL, passant par le test du Bounds-test. D'après les résultats, nous avons constaté que le coefficient de détermination  $R^2$  est élevé, et il est de l'ordre de 94.91%. Ceci nous pousse à dire que le différentiel d'équilibre est expliqué à 94.91% par les variables du modèle et ce dernier est globalement bon. Le test de CUSUM SQ basé sur les résidus récurrents révèle que le modèle est relativement stable au cours du temps. De plus, les résultats d'estimation de la relation de court et long terme ont révélé qu'il existe une relation positive entre la variable de l'inflation (INF) la consommation finale des ménages en MDS DA (CF ) et indices des valeurs unitaires à l'importation (IVU) , importations (M) ,masse monétaires en MDSDA (M2), finalement taux de change (TX) .

Les résultats montrent un effet négatif et non significatif des déterminants de l'inflation en Algérie.

# Conclusion générale

Nous concluons du présent travail que l'inflation est un phénomène difficile à Appréhender et qui se manifeste toujours par un mouvement de hausse générale, durable et structurelle du niveau des prix. Elle commence quand le processus de hausse de prix devient cumulatif et incontrôlable.

La méthode la plus répandue de présentation chiffrée de l'inflation est l'indice des prix à la consommation qui permet de suivre l'évolution des prix, ce qui le rend comme un indicateur indispensable pour mesurer les tensions inflationnistes.

L'objectif principal de notre recherche était d'analyser théoriquement et examiner empiriquement les facteurs déterminants le taux d'inflation en Algérie durant la période allant de 1980 à 2018. Pour y arriver, nous avons opté pour une approche empirique par une analyse économétrique.

Nous avons décomposé notre mémoire en trois chapitres. Dans le premier on a présenté les différentes théories pour analyser et expliquer le phénomène inflationniste : approche monétariste qui a pour objectif de limiter la création monétaire. Cette approche est relativement efficace contre l'inflation. L'approche keynésienne qui propose de limiter la demande globale, l'augmentation des impôts et la diminution des dépenses de l'État, etc. Et l'approche néo-classique qui propose des mesures antiinflationnistes, elle tente d'agir sur les prix de vente (contrôle des prix, subventions aux producteurs).

Ensuite, dans le deuxième chapitre, on s'est intéressé à expliquer quelques résultats de politique monétaire en essayant de répondre à la question qui portait sur la contribution de cette dernière dans la réduction du taux d'inflation en Algérie.

Nous avons constaté que la politique monétaire a permis de contracter la liquidité en utilisant différents instruments. Elle a joué un grand rôle dans l'économie nationale et a marqué ses différentes phases d'évolution. En outre, elle a contribué dans certains cas à stabilité macroéconomique et surtout à la maîtrise de l'inflation.

Pour mieux comprendre les déterminants du taux d'inflation, on a tenté de mesurer le lien empirique entre le taux d'inflation et les indicateurs économiques par une analyse économétrique sur la période 1980 à 2018.

Dans notre analyse empirique, nous avons débuté par une détermination des variables qui influencent l'inflation en Algérie, qui sont : inflation, consommation finale et ménages en MSD DA, indice des valeurs unitaire à l'importation, importations, taux de change et masse monétaire.

Enfin, dans le but d'éclaircir notre sujet d'étude, nous avons construit un modèle économétrique dont l'objectif est d'évaluer l'impact de certaines variables macroéconomiques sur l'inflation en Algérie par le biais d'une modélisation (ARDL).

Nous avons émis un certain nombre d'hypothèses que nous avons tenté de vérifier à travers un modèle économétrique dont nous allons présenter les résultats ci-après.

D'après les résultats obtenus, on voit clairement qu'il existe un effet positif et significatif, à court et à long terme, de la masse monétaire sur l'inflation, comme c'est le cas avec le taux de change, la consommation finale des ménages et l'importation.

Quant aux influences de long terme, les résultats du modèle n'indiquent aucune relation entre les variables explicatives et la variable à expliquer « inflation ».

À partir de ces résultats, nous pouvons dire que l'inflation en Algérie est déterminée par plusieurs facteurs monétaires et réels. À cet égard, la banque centrale doit gérer la masse monétaire de manière à ce que l'inflation soit contenue. En outre, les autorités doivent réduire les importations pour atténuer les effets de l'inflation importée sur les prix domestiques.

La variable consommation finale des ménages doit être regardée avec des pincettes car la consommation des ménages doit être tournée vers les produits locaux pour pousser les entreprises à créer de la richesse et réduire l'inflation.

## BIBLIOGRAPHIE

- ACHOUICHE. M, MIZI OALAOUA. L, (2001), « les réserves obligatoires a taux différencies et modulation de l'offre de monnaie en Algérie : période (2000-2008), les cahiers du CREAD, n°97, p63-64.
- Bernier Bernard, S Y,(1986), «initiation à la macroéconomie : manuel concret de 1er cycle » 2éme édition, Bordas, Paris
- Beaudu A. (2005), « les déterminants de l'inflation en France », Problèmes économiques n° 2871
- Bennissad. H, (1991), « la réforme économique en Algérie, ou l'indicible ajustement structurel », OPU, 2e édition, Alger, Situation où coexistent à la fois l'inflation et le chômage.
- Bilgin B, (2013) "main determinants of inflation in turkey" a vector error correction model Int. J. Eco. Res., v4i6, 13-19. Disponible sur le site : [http://www.ijeronline.com/documents/volumes/Vol4Iss6ND2013/ijer%20v4i6%20nd%20\(2\).pdf%20Bilgin%20bari.pdf%20a.pdf](http://www.ijeronline.com/documents/volumes/Vol4Iss6ND2013/ijer%20v4i6%20nd%20(2).pdf%20Bilgin%20bari.pdf%20a.pdf) .
- Banque Centrale, Rapport sur l'évolution économique et monétaire en Algérie, 2003
- BOISSIEU C. (1998), Monnaie et économie chronique de la politique monétaire, Etats-Unis-France,éditionECONOMICA, Paris
- Banque d'Algérie, rapports 2002-2015, rapport FMI 2016.
- Christian de Boissieu « Monnaie et économie », economica, 49, rue Héricart, 75015 Paris
- Rapport banque d'Algérie 2015
- DION. G, « Dictionnaire canadien des relations du travail », Edition : Presses Université Laval, 1986
- Dharmendra D, M, K (1994) "Determinants of the inflation rate in the United States" A VAR investigation
- Jean – François Goux , «les mouvements de prix » ,Op.cit.
- Jean. F.G . (1998) « inflation, désinflation, déflation », Edition DUNOD, Paris
- Joël . J. (1998) : « introduction à la macroéconomie : modélisation de base et redéploiements théoriques Contemporains. », 2ème édition Paris.
- KLOUCHE I, et KHENDEK S, « Le secteur informel en Algérie : évolution, caractéristiques et facteurs explicatifs », thèse de magister en science économique, option analyse des institutions, et du développement, Université de Tlemcen, 2013s, P2.
- LELART, M, « de la finance informelle à la micro finance », agence universitaire de la francophonie, page 5
- MANKIW. G. N, « Macroéconomie », Edition de Boeck université, 2003
- Mishkin. F, (2007) « monnaie, banque et marchés financier », 8e édition, Pearson Education, Paris, p65.
- MEON P. G (2010-2011). « Introduction à la macroéconomie». Université libre de Bruxelles, MEON P. Guillaume. Op-cite.
- MICHKIN Frédéric ; « la monnaie système financier et politique monétaire » ,Pearson education, 7 eme edition.
- Ministère des finances, rapport DGC ,2016 .
- OUCHICHI. M, (2014), Les fondements politiques de l'économie rentière en Algérie, édition DECLIC, Bejaïa, P

Phillip.G, (1965), « Studies in the Quantity Theory of Money », Organisation de coopération et de développement économique, « Principaux indicateurs économiques : Sources et définitions », OECD Publishing 2000

Rapport banque d'Algérie, tendances monétaire et financières au 4eme trimestre de 2015.

Rapport banque d'Algérie, tendance financière et monétaire, juin 2015

Rapport de la Banque d'Algérie pour 2005, « évolution économique et monétaire en Algérie », avril,

Rapport banque d'Algérie, 2015.

Rapport de la Banque d'Algérie, « situation monétaire et politique monétaire », 2010, p.140.

Rapport banque d'Algérie, situation mensuelle du marché monétaire, juin 2016.

rapport de la banque d'Algérie de 2000-2016

Rapport banque d'Algérie, 2004.

Rapport banque d'Algérie, 2008.

Rapport banque d'Algérie, 2007

Rapport banque d'Algérie, 2014

Rapport banque d'Algérie Tendances monétaires et financières au 4ème trimestre de 2015, sous l'effet du choc externe

Rapport banque d'Algérie ,2003.

Rapport banque d'Algérie, 2007.

Rapport ministère des finances, DGC, 2016.

Rapport banque d'Algérie, 2004, situation économique et monétaire

Rapport banque d'Algérie, 2006, situation économique et monétaire.

Rapport banque d'Algérie, 2007, situation économique et monétaire

Rapport banque d'Algérie, 2011, situation économique et monétaire.

Rapport banque d'Algérie, 2014, situation économique et monétaire.

Rapport banque d'Algérie, 2015, situation économique et monétaire.

Théodore Nielsen WITANENE MUSOMBWA, « Impact du déficit budgétaire sur l'inflation en RCD», mémoire de licence, Université Libre des Pays des Grands Lacs "ULPGL", 2007.

Ziani .H, Zaidi .S, (2015) « Essai de modélisation des causes de l'inflation en Algérie de1970-2013 : Approche économétrique », mémoire de master en science économique : économie appliqué et ingénierie financière : université de Bejaia

## **WEB**

[http:// www.magherbemergent.com/economie /Algérie/70292-la-sphère-informelle-on-la-problématique-de-laderigulation- de-l'économie-algerienne-analyse.html](http://www.magherbemergent.com/economie/Algérie/70292-la-sphère-informelle-on-la-problématique-de-laderigulation-de-l'économie-algerienne-analyse.html).

<tp://www.algerie-eco.com/2016/01/07/la-liquidite-bancaire-sest-davantage-deterioree-aucours-des-neuf-premiersmois-de-2015/> 3

<http://www.algerie-eco.com/2016/01/07/la-liquidite-bancaire-sest-davantage-deterioree-aucours-des-neuf-premiersmois-de-2015/>

[http://www.unicaen.fr/ufr/eco/espaceprof/script2/identification/bonnet\\_jean/droit-1/chap1/6mesure du PIB.pdf](http://www.unicaen.fr/ufr/eco/espaceprof/script2/identification/bonnet_jean/droit-1/chap1/6mesure%20du%20PIB.pdf).consulté le 04/05/2017, à 13 :06.

[https://economie-monetaire-et-marche des capitaux23.webself.net](https://economie-monetaire-et-marche%20des%20capitaux23.webself.net)

<http://www.ons.dz/-Statistiques-Economique-.html>

<http://www.larousse.fr/archives/economie/page/136> consulté le 14/04/2014

Mémoire Online - Estimation et stabilité de la fonction de demande de monnaie en Algérie -  
Anissa ATMANI

Wikipédia «[https://fr.wikipedia.org/wiki/Politique\\_monétaire](https://fr.wikipedia.org/wiki/Politique_monétaire) »

[www.fsegn.rnu.tn/documents/Cours%20Eco-Monetaire-1ere.pdf](http://www.fsegn.rnu.tn/documents/Cours%20Eco-Monetaire-1ere.pdf)

## Listes des annexes

**Annexe n°01** : Evolution de l'épargne dans le fonds de régulation en millions dinars de 2000 à 2015

| année | FRR    |
|-------|--------|
| 2000  | 232,1  |
| 2001  | 16,9   |
| 2002  | 26,5   |
| 2003  | 292,9  |
| 2004  | 153,2  |
| 2005  | 1121   |
| 2006  | 1088,4 |
| 2007  | 284,5  |
| 2008  | 1064,5 |
| 2009  | 36,4   |
| 2010  | 1318,3 |
| 2011  | 538,9  |
| 2012  | 252    |
| 2013  | -70,2  |
| 2014  | -1155  |
| 2015  | -2336  |

Source : Direction Générale du Trésor, Banque d'Algérie, rapport 2004, 2009, 2014 et 2015.

**Annexe n°2**: Evolution des réserves de changes en milliards de dollars de 2000 à 2016.

| Année | Réserves brutes | En mois d'importation |
|-------|-----------------|-----------------------|
| 2000  | 11,9            | 12,19                 |
| 2001  | 17,96           | 18,08                 |
| 2002  | 23,11           | 19,14                 |
| 2003  | 32,92           | 24,32                 |
| 2004  | 43,11           | 23,72                 |
| 2005  | 56,18           | 27,36                 |
| 2006  | 77,78           | 36,66                 |
| 2007  | 110,18          | 39,73                 |
| 2008  | 143,1           | 34,99                 |
| 2009  | 148,91          | 36,41                 |
| 2010  | 162,22          | 38,32                 |
| 2011  | 182,22          | 36,76                 |
| 2012  | 190,66          | 36,66                 |
| 2013  | 194,01          | 35,4                  |
| 2014  | 178,93          | 30,08                 |
| 2015  | 144,13          | 27,17                 |
| 2016* | 112,8           | 22,1                  |

\*donnée prévisionnelle

Source : rapport banque d'Algérie, 2004, 2009,2015, rapport FMI, mai 2016.

### Annexe n°3 : évolution des multiplicateurs monétaires et de crédits de 2000 à 2015

| Année | B      | RO     | M2      | BM     | D      | k          | m          | r          |
|-------|--------|--------|---------|--------|--------|------------|------------|------------|
| 2000  | 491,5  | 58,7   | 2022,5  | 550,2  | 467,5  | 3,67593602 | 0,23114957 | 4,32620321 |
| 2001  | 584,5  | 193,3  | 2473,5  | 777,8  | 554,9  | 3,18012343 | 0,22433798 | 4,45755992 |
| 2002  | 693,7  | 172,9  | 2901,5  | 846,6  | 642,2  | 3,42723837 | 0,22133379 | 4,51806291 |
| 2003  | 787,7  | 364,6  | 3354,4  | 1152,3 | 718,9  | 2,91104747 | 0,21431553 | 4,66601753 |
| 2004  | 882,5  | 277,6  | 3738    | 1160,1 | 1127,9 | 3,22213602 | 0,3017389  | 3,31412359 |
| 2005  | 930,3  | 233    | 4157,6  | 1163,3 | 1224,4 | 3,5739706  | 0,29449683 | 3,39562235 |
| 2006  | 1092,1 | 243,2  | 4933,7  | 1335,3 | 1750,4 | 3,69482513 | 0,35478444 | 2,81861289 |
| 2007  | 1301,3 | 427,7  | 5994,6  | 1729   | 2570,4 | 3,4670908  | 0,42878591 | 2,3321662  |
| 2008  | 1561,7 | 363,8  | 6955,9  | 1925,5 | 2965,1 | 3,61251623 | 0,42627122 | 2,34592425 |
| 2009  | 1849,9 | 364,3  | 7178,7  | 2214,2 | 2541,9 | 3,24211905 | 0,35408918 | 2,82414729 |
| 2010  | 2132,2 | 484,7  | 8280,7  | 2616,9 | 2922,3 | 3,16431656 | 0,35290495 | 2,8336242  |
| 2011  | 2610,5 | 527,5  | 9929,2  | 3138   | 3536,2 | 3,16418101 | 0,35614148 | 2,80787286 |
| 2012  | 2997,2 | 712    | 11015,1 | 3709,2 | 3380,2 | 2,96967001 | 0,30686966 | 3,2587125  |
| 2013  | 3247,6 | 890,2  | 11941,5 | 4137,8 | 3564,5 | 2,88595389 | 0,29849684 | 3,35011923 |
| 2014  | 3734,6 | 938,4  | 13686,7 | 4673   | 4460,8 | 2,92888936 | 0,32592225 | 3,06821646 |
| 2015  | 4183,8 | 1036,7 | 13704,5 | 5220,5 | 3908,5 | 2,62513169 | 0,28519829 | 3,50633235 |

Source : réalisé par nous même a partir des donnés de la banque d'Algérie 2004, 2009, 2015.

On a ;

B : monnaie fiduciaire ;

RO : réserves obligatoires ;

BM : monnaie banque centrale ;

m : multiplicateur monétaire ;

r : taux de réserves obligatoires ;

D : dépôt a vue ;

M2 : masse monétaire ;

K : multiplicateur de crédit.

**Annexe n°4** : évolution des taux intérêt sur les crédits, sur les prêts et réescompte en % de 2000 à 2015.

| Année | taux intérêt des prêts | taux intérêt des crédit % | taux de réescompte | taux d'intérêt réel |
|-------|------------------------|---------------------------|--------------------|---------------------|
| 2000  | 10                     | 7,5                       | 7,5                | -10,33              |
| 2001  | 9,5                    | 6,25                      | 6                  | 10,02               |
| 2002  | 8,583                  | 5,33                      | 6                  | 7,16                |
| 2003  | 8,125                  | 5,25                      | 5,59               | -0,19               |
| 2004  | 8                      | 3,646                     | 4,1                | -3,78               |
| 2005  | 8                      | 1,938                     | 4                  | -6,99               |
| 2006  | 8                      | 1,75                      | 4                  | -2,3                |
| 2007  | 8                      | 1,75                      | 4                  | 1,5                 |
| 2008  | 8                      | 1,75                      | 4                  | -6,34               |
| 2009  | 8                      | 1,75                      | 4                  | 21,56               |
| 2010  | 8                      | 1,75                      | 4                  | -6,99               |
| 2011  | 8                      | 1,75                      | 4                  | -8,65               |
| 2012  | 8                      | 1,75                      | 4                  | 0,51                |
| 2013  | 8                      | 1,8                       | 4                  | 8,12                |
| 2014  | 8                      | 1,8                       | 4                  | 8,44                |
| 2015  | 8                      | 1,8                       | 4                  | 14,92               |

Source: rapport banque mondiale.

**Annexe n°05** : L'évolution des taux d'inflation 2000-2016 en %.

| Année | Taux ciblé | taux d'inflation |
|-------|------------|------------------|
| 2000  | /          | 0,3              |
| 2001  | /          | 4,2              |
| 2002  | /          | 1,4              |
| 2003  | 3          | 4,3              |
| 2004  | 3          | 4                |
| 2005  | 4          | 1,4              |
| 2006  | 03-avr     | 2,3              |
| 2007  | 03-avr     | 3,7              |
| 2008  | 4          | 4,9              |
| 2009  | 4          | 5,7              |
| 2010  | 4          | 3,9              |
| 2011  | 4          | 4,5              |
| 2012  | 4          | 8,9              |
| 2013  | 4          | 3,3              |
| 2014  | 4          | 2,9              |
| 2015  | 4          | 4,78             |
| 2016  | 4          | 6,4              |

Source : le rapport de la banque d'Algérie 2004, 2009,2015, DGT 2015.

**Annexe n°6:** Evolution de la balance des paiements en milliards dollars de 2000 à 2016.

| Année | solde commerciale | solde courant | solde capital | solde globale |
|-------|-------------------|---------------|---------------|---------------|
| 2000  | 12,3              | 8,93          | -1,36         | 7,57          |
| 2001  | 9,61              | 7,06          | -0,87         | 6,19          |
| 2002  | 6,7               | 4,37          | -0,71         | 3,66          |
| 2003  | 11,14             | 8,84          | -1,37         | 7,47          |
| 2004  | 14,27             | 11,12         | -1,87         | 9,25          |
| 2005  | 26,46             | 21,18         | -4,24         | 16,94         |
| 2006  | 34,06             | 28,95         | -11,22        | 17,73         |
| 2007  | 34,24             | 30,54         | -0,99         | 29,55         |
| 2008  | 40,6              | 34,45         | 2,54          | 36,99         |
| 2009  | 7,78              | 0,41          | 3,45          | 3,86          |
| 2010  | 18,2              | 12,14         | 3,17          | 15,32         |
| 2011  | 25,96             | 17,76         | 2,37          | 20,14         |
| 2012  | 20,16             | 12,41         | -0,36         | 2,05          |
| 2013  | 9,88              | 1,15          | -1,02         | 0,134         |
| 2014  | 0,46              | -9,27         | 3,39          | -5,88         |
| 2015  | -18,08            | -27,47        | -0,06         | -27,53        |
| 2016* | -23,1             | -28,8         | 2,8           | -26           |

\*donnée prévisionnelle

Source : rapport banque d'Algérie, 2004, 2009,2015, rapport FMI, mai 2016.

**Annexe n°7 :** évolution du solde budgétaire de l'Etat entre 2000-2011 en milliard de dinar.

| Année | recettes budgétaires | dépenses budgétaires | soldes budgétaires |
|-------|----------------------|----------------------|--------------------|
| 2000  | 1578,1               | 1178,1               | 400                |
| 2001  | 1505,5               | 1321                 | 184,5              |
| 2002  | 1603,2               | 1550,6               | 52,6               |
| 2003  | 1966,6               | 1766,2               | 200,4              |
| 2004  | 2226,2               | 1831,8               | 394,4              |
| 2005  | 3082,6               | 2033                 | 1030,6             |
| 2006  | 3639,8               | 2453                 | 1186,8             |
| 2007  | 3687,8               | 3108,5               | 579,3              |
| 2008  | 5190,5               | 4191                 | 999,5              |
| 2009  | 3672,9               | 4214,4               | -541,5             |
| 2010  | 4392,9               | 4466,9               | -74                |
| 2011  | 5790,1               | 5853,6               | -63,5              |
| 2012  | 6339,3               | 7058,1               | -718,8             |
| 2013  | 5957,5               | 6024,1               | -66,6              |
| 2014  | 5719                 | 6995,7               | -1257,3            |
| 2015  | 5103,1               | 7656,3               | -2553,2            |

Source: rapport banque d'Algérie, 2000, 2009, 2015.

**Annexe n° 08:** Evolution des recettes d'exportation d'hydrocarbures. En millions de dollar  
EU

| année | recettes des hydrocarbures | recettes hors hydrocarbures | totale des exportations | Prix de pétrole en dollars/baril |
|-------|----------------------------|-----------------------------|-------------------------|----------------------------------|
| 2000  | 21061,3                    | 590                         | 21651,3                 | 28,5                             |
| 2001  | 113,5                      | 560                         | 673,5                   | 24,8                             |
| 2002  | 92,1                       | 591                         | 683,1                   | 25,2                             |
| 2003  | 117,8                      | 472                         | 589,8                   | 29                               |
| 2004  | 134,2                      | 666                         | 800,2                   | 38,7                             |
| 2005  | 45587,9                    | 746                         | 46333,9                 | 54,6                             |
| 2006  | 53608                      | 1132                        | 54740                   | 65,7                             |
| 2007  | 59605,1                    | 980                         | 60585,1                 | 74,8                             |
| 2008  | 77194,6                    | 1386                        | 78580,6                 | 99,9                             |
| 2009  | 44415,1                    | 766                         | 45181,1                 | 62,2                             |
| 2010  | 56121,6                    | 967                         | 57088,6                 | 80,2                             |
| 2011  | 71661,8                    | 1227                        | 72888,8                 | 112,9                            |
| 2012  | 70583,7                    | 1153                        | 71736,7                 | 111                              |
| 2013  | 63326,2                    | 1050                        | 64376,2                 | 109,5                            |
| 2014  | 58361,6                    | 1634                        | 59995,6                 | 100,2                            |
| 2015  | 33080,7                    | 1485                        | 34565,7                 | 53,1                             |

Source : ministère de l'énergie, banque d'Algérie, direction générale des douanes.

**Annexe n°9:** Niveau de la dette extérieure d'Algérie de 2000 à 2016 En milliards dollars

| Année | Dette extérieure |
|-------|------------------|
| 2000  | 25,26            |
| 2001  | 22,7             |
| 2002  | 22,64            |
| 2003  | 23,35            |
| 2004  | 21,81            |
| 2005  | 17,19            |
| 2006  | 5,6              |
| 2007  | 5,474            |
| 2008  | 5,58             |
| 2009  | 4,81             |
| 2010  | 5,53             |
| 2011  | 4,4              |
| 2012  | 3,676            |
| 2013  | 3,39             |
| 2014  | 3,73             |
| 2015  | 3,02             |
| 2016* | 4,4              |

\*donnée prévisionnelle

Source : rapport banque d'Algérie, 2004, 2009,2015, rapport

FMI, mai 2016

**Annexe n° 10:** Evolution du taux de chômage en % de 2000 à 2015

| Années          | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|-----------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Taux de chômage | 29,5 | 27,3 | 25,7 | 23,7 | 17,7 | 15,3 | 12,3 | 11,8 | 11,3 | 10,2 | 10   | 10   | 11   | 9,8  | 10,6 | 11,2 |

Source : Banque d'Algérie, rapport 2004, 2009, 2014, 2015.

**Annexe n°11 :** Evolution du fonds de régulation de recettes et sa contribution au financement du déficit budgétaire (en milliards de dinars) de 2000 à 2014

| Année | Déficit budgétaire | Contribution du FRR au financement du déficit | Couverture du déficit par le FRR en % |
|-------|--------------------|---|---------------------------------------|
| 2006  | 611.1              | 91.530  | 14.97 %                               |
| 2007  | 1159.5             | 531.952                                       | 56.87 %                               |
| 2008  | 1288.7             | 758.180                                       | 58.83 %                               |
| 2009  | 910.0              | 364.282                                       | 37.51 %                               |
| 2010  | 1392.4             | 791.937                                       | 56.88 %                               |
| 2011  | 2363.8             | 1761.455                                      | 74.52 %                               |
| 2012  | 3254.2             | 2283.260                                      | 70.16 %                               |
| 2013  | 2128.8             | 2132.472                                      | 100.17 %                              |
| 2014  | 3071.9             | 2965.672                                      | 96.54 %                               |

Source : Akli Z, nature du fonds de régulation de recettes et son rôle dans le financement de l'économie algérienne de 2000 à 2014, année 2015

**Annexe n° 12:** évolution des ratios macroéconomiques en %

| Année | M2/PIB | Monnaie/PIB | CFHB/PIB | Crédit à l'éco/PIB | Monnaie/M2 | CFHB/M2 |
|-------|--------|-------------|----------|--------------------|------------|---------|
| 2000  | 49.0   | 25.4        | 11.7     | 24.1               | 51.8       | 24.0    |
| 2001  | 58.1   | 29.1        | 13.5     | 25.3               | 50.1       | 23.3    |
| 2002  | 63.9   | 31.2        | 14.6     | 27.9               | 48.8       | 22.9    |
| 2003  | 63.7   | 31.0        | 14.8     | 26.2               | 48.6       | 23.3    |
| 2004  | 61.2   | 35.3        | 14.3     | 25.1               | 57.8       | 23.4    |
| 2005  | 53.8   | 32.3        | 12.2     | 23.6               | 59.9       | 22.6    |
| 2006  | 58.7   | 37.6        | 12.8     | 22.5               | 65.8       | 22.4    |
| 2007  | 63.7   | 45.0        | 13.7     | 23.4               | 70.6       | 21.4    |
| 2008  | 63.0   | 45.0        | 13.9     | 23.7               | 71.4       | 22.1    |
| 2009  | 70.8   | 48.8        | 18.0     | 30.5               | 69.0       | 25.5    |
| 2010  | 69.1   | 48.0        | 17.5     | 27.3               | 69.5       | 25.3    |
| 2011  | 67.8   | 48.8        | 15.6     | 25.5               | 71.9       | 25.9    |
| 2012  | 67.8   | 47.3        | 18.2     | 26.4               | 69.7       | 26.8    |
| 2013  | 71.6   | 49.5        | 19.2     | 30.9               | 69.1       | 26.8    |
| 2014  | 79.4   | 55.7        | 21.3     | 37.8               | 70.1       | 26.8    |
| 2015  | 82,6   | 55,8        | 24,8     | 43,9               | 67,6       | 30      |

Source : a partir des donnée de la banque d'Algérie.

## Variable inf : stationnaire en 1ere différence

Null Hypothesis: INF has a unit root  
Exogenous: Constant, Linear Trend  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

|  | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -2.133361   | 0.5114 |
| Test critical values:                  |             |        |
| 1% level                               | -4.219126   |        |
| 5% level                               | -3.533083   |        |
| 10% level                              | -3.198312   |        |

\*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(INF)  
Method: Least Squares  
Date: 10/23/20 Time: 23:33  
Sample (adjusted): 1981 2018  
Included observations: 38 after adjustments

| Variable       | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob.  |
|----------------|-------------|------------|-------------|--------|
| INF(-1)        | -0.222007   | 0.104064   | -2.133361   | 0.0400 |
| C              | 0.036240    | 0.022488   | 1.611536    | 0.1160 |
| @TREND("1980") | -0.000879   | 0.000784   | -1.121336   | 0.2698 |

Null Hypothesis: INF has a unit root  
Exogenous: None  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

|  | t-Statistic | Prob. |
|--|-------------|-------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -1.335550   | 0.165 |
| Test critical values:                  |             |       |
| 1% level                               | -2.627238   |       |
| 5% level                               | -1.949856   |       |
| 10% level                              | -1.611469   |       |

Null Hypothesis: INF has a unit root  
Exogenous: Constant  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

|  | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -1.829476   | 0.3611 |
| Test critical values:                  |             |        |
| 1% level                               | -3.615588   |        |
| 5% level                               | -2.941145   |        |
| 10% level                              | -2.609066   |        |

\*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(INF)  
Method: Least Squares  
Date: 10/23/20 Time: 23:33  
Sample (adjusted): 1981 2018  
Included observations: 38 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob.  |
|----------|-------------|------------|-------------|--------|
| INF(-1)  | -0.174545   | 0.095407   | -1.829476   | 0.0756 |
| C        | 0.014735    | 0.011786   | 1.250238    | 0.2193 |

Null Hypothesis: D(INF) has a unit root  
Exogenous: None  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

|  | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -5.745387   | 0.0000 |
| Test critical values:                  |             |        |
| 1% level                               | -2.628961   |        |
| 5% level                               | -1.950117   |        |
| 10% level                              | -1.611339   |        |

## Variable M2: stationnaire en 1ere différence

Null Hypothesis: M2 has a unit root  
Exogenous: Constant, Linear Trend  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=5)

|  | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -1.286159   | 0.8680 |
| Test critical values:                  |             |        |
| 1% level                               | -4.374307   |        |
| 5% level                               | -3.603202   |        |
| 10% level                              | -3.238054   |        |

\*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(M2)  
Method: Least Squares  
Date: 11/24/20 Time: 18:07  
Sample (adjusted): 1994 2018  
Included observations: 25 after adjustments

| Variable       | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob.  |
|----------------|-------------|------------|-------------|--------|
| M2(-1)         | -0.089132   | 0.069301   | -1.286159   | 0.2118 |
| C              | -163.5168   | 241.1419   | -0.678094   | 0.5048 |
| @TREND("1993") | 102.5528    | 45.82239   | 2.238050    | 0.0357 |

Null Hypothesis: D(M2) has a unit root  
Exogenous: Constant, Linear Trend  
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=5)

|  | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -4.582021   | 0.0070 |
| Test critical values:                  |             |        |
| 1% level                               | -4.416345   |        |
| 5% level                               | -3.622033   |        |
| 10% level                              | -3.248592   |        |

\*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(M2,2)  
Method: Least Squares  
Date: 11/24/20 Time: 18:06  
Sample (adjusted): 1996 2018  
Included observations: 23 after adjustments

| Variable       | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob.  |
|----------------|-------------|------------|-------------|--------|
| D(M2(-1))      | -1.311023   | 0.286123   | -4.582021   | 0.0002 |
| D(M2(-1),2)    | 0.455792    | 0.212330   | 2.146620    | 0.0449 |
| C              | 60.92345    | 208.6024   | 0.292055    | 0.7734 |
| @TREND("1993") | 57.09369    | 17.59999   | 3.243962    | 0.0043 |

## Variable IVU : stationnaire en niveau

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(IVU,2)  
 Method: Least Squares  
 Date: 04/19/21 Time: 11:56  
 Sample (adjusted): 1982 2018  
 Included observations: 37 after adjustments

| Variable           | Coefficient | Std. Error            | t-Statistic | Prob.     |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------|
| D(IVU(-1))         | -0.645117   | 0.161114              | -4.004104   | 0.0003    |
| C                  | -0.014698   | 0.114684              | -0.128161   | 0.8988    |
| @TREND("1980")     | 0.004024    | 0.005177              | 2.882547    | 0.4423    |
| R-squared          | 0.320574    | Mean dependent var    |             | -0.001779 |
| Adjusted R-squared | 0.280608    | S.D. dependent var    |             | 0.386866  |
| S.E. of regression | 0.328128    | Akaike info criterion |             | 0.686777  |
| Sum squared resid  | 3.660705    | Schwarz criterion     |             | 0.817392  |
| Log likelihood     | -9.705375   | Hannan-Quinn criter.  |             | 0.732825  |
| F-statistic        | 8.021130    | Durbin-Watson stat    |             | 1.911014  |
| Prob(F-statistic)  | 0.001401    |                       |             |           |

Null Hypothesis: IVU has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 6 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

|  | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -3.885955   | 0.0245 |
| Test critical values:                  |             |        |
| 1% level                               | -4.273277   |        |
| 5% level                               | -3.557759   |        |
| 10% level                              | -3.212361   |        |

\*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(IVU)  
 Method: Least Squares  
 Date: 10/23/20 Time: 23:36  
 Sample (adjusted): 1987 2018  
 Included observations: 32 after adjustments

| Variable       | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob.  |
|----------------|-------------|------------|-------------|--------|
| IVU(-1)        | -0.336624   | 0.086626   | -3.885955   | 0.0007 |
| D(IVU(-1))     | 0.436200    | 0.162606   | 2.682577    | 0.0133 |
| D(IVU(-2))     | -0.075146   | 0.190266   | -0.394951   | 0.6965 |
| D(IVU(-3))     | 0.421364    | 0.190767   | 2.208786    | 0.0374 |
| D(IVU(-4))     | 0.489712    | 0.286086   | 1.711764    | 0.1004 |
| D(IVU(-5))     | 0.435440    | 0.248940   | 1.749876    | 0.0935 |
| D(IVU(-6))     | 0.738821    | 0.265660   | 2.781082    | 0.0106 |
| C              | 0.056505    | 0.174841   | 0.323179    | 0.7495 |
| @TREND("1980") | 0.025384    | 0.011683   | 2.172766    | 0.0404 |

## Variable tx : stationnaire en niveau

Null Hypothesis: TX has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 6 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

|  | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -5.028488   | 0.0016 |
| Test critical values:                  |             |        |
| 1% level                               | -4.284580   |        |
| 5% level                               | -3.562882   |        |
| 10% level                              | -3.215267   |        |

\*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(TX)  
 Method: Least Squares  
 Date: 11/10/20 Time: 17:08  
 Sample (adjusted): 1987 2017  
 Included observations: 31 after adjustments

| Variable       | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob.  |
|----------------|-------------|------------|-------------|--------|
| TX(-1)         | -0.531856   | 0.105769   | -5.028488   | 0.0000 |
| D(TX(-1))      | 0.433610    | 0.145214   | 2.986001    | 0.0068 |
| D(TX(-2))      | -0.037561   | 0.169446   | -0.221669   | 0.8266 |
| D(TX(-3))      | 0.561345    | 0.204272   | 2.748024    | 0.0117 |
| D(TX(-4))      | 0.326376    | 0.242918   | 1.343563    | 0.1928 |
| D(TX(-5))      | 0.406213    | 0.214015   | 1.898059    | 0.0709 |
| D(TX(-6))      | 0.665674    | 0.231419   | 2.876489    | 0.0088 |
| C              | -9.634656   | 2.963469   | -3.251141   | 0.0037 |
| @TREND("1980") | 1.684350    | 0.339806   | 4.956793    | 0.0001 |

Null Hypothesis: TXS has a unit root  
 Exogenous: None  
 Lag Length: 6 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

|  | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -4.408173   | 0.0001 |
| Test critical values:                  |             |        |
| 1% level                               | -2.641672   |        |
| 5% level                               | -1.952066   |        |
| 10% level                              | -1.610400   |        |

## Variable CF : stationnaire en 1ere différence

Null Hypothesis: CFR has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

|  | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -1.287464   | 0.8760 |
| Test critical values:                  |             |        |
| 1% level                               | -4.219126   |        |
| 5% level                               | -3.533083   |        |
| 10% level                              | -3.198312   |        |

\*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(CFR)  
 Method: Least Squares  
 Date: 10/23/20 Time: 23:14  
 Sample (adjusted): 1981 2018  
 Included observations: 38 after adjustments

| Variable       | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob.  |
|----------------|-------------|------------|-------------|--------|
| CFR(-1)        | -0.130614   | 0.101451   | -1.287464   | 0.2064 |
| C              | 190.8294    | 142.2175   | 1.341814    | 0.1883 |
| @TREND("1980") | 5.750393    | 4.083852   | 1.408081    | 0.1679 |

Null Hypothesis: CFR has a unit root  
 Exogenous: None  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

|  | t-Statistic | F  |
|--|-------------|----|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | 1.835584    | 0. |
| Test critical values:                  |             |    |
| 1% level                               | -2.627238   |    |
| 5% level                               | -1.949856   |    |
| 10% level                              | -1.611469   |    |

Null Hypothesis: CFR has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

|  | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -0.291319   | 0.9169 |
| Test critical values:                  |             |        |
| 1% level                               | -3.615588   |        |
| 5% level                               | -2.941145   |        |
| 10% level                              | -2.609066   |        |

\*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(CFR)  
 Method: Least Squares  
 Date: 10/23/20 Time: 23:15  
 Sample (adjusted): 1981 2018  
 Included observations: 38 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob.  |
|----------|-------------|------------|-------------|--------|
| CFR(-1)  | -0.018586   | 0.063800   | -0.291319   | 0.7725 |
| C        | 89.96922    | 124.5274   | 0.722486    | 0.4747 |

Null Hypothesis: D(CFR) has a unit root  
 Exogenous: None  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

|  | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -5.252615   | 0.0000 |
| Test critical values:                  |             |        |
| 1% level                               | -2.628961   |        |
| 5% level                               | -1.950117   |        |
| 10% level                              | -1.611339   |        |

## Liste des tableaux

| <b>Numéro des tableaux</b> | <b>Intitulé</b>  | <b>Page</b> |
|----------------------------|--|-------------|
| Tableau N°01               | <b>Evolution du taux d'inflation (IPC en %) entre 1990 et 2000</b>                 | 46          |
| Tableau N°02               | <b>Evolution du taux de croissance de la masse monétaire entre 1990 -2000</b>      | 47          |
| Tableau N°03               | <b>Evolution du taux d'inflation (IPC en %) entre 2001 -2015</b>                   | 47          |
| Tableau N°04               | <b>Evolution de la masse monétaire entre 2001 -2015</b>                            | 48          |
| Tableau N°05               | <b>Evolution de la masse monétaire et de la base monétaire entre 2010 à 2015.</b>  | 59          |
| Tableau N°06               | <b>Les caractéristiques de l'instrument RO.</b>                                    | 63          |
| Tableau N°07               | <b>Caractéristiques de l'instrument reprises de liquidités.</b>                    | 65          |
| Tableau N°08               | <b>Caractéristiques de la facilité de dépôts rémunérés (FDR).</b>                  | 67          |
| Tableau N°09               | <b>Evolution des réserves libres des banques MDS DZD de 2001 à 2015</b>            | 70          |
| Tableau N°10               | <b>Les interventions de la BA sur le marché monétaire MDS DZD</b>                  | 73          |
| Tableau N°11               | <b>évolution de la masse monétaire en Algérie entre 2000-2016.</b>                 | 77          |
| Tableau N°12               | <b>Evolution des contre partie de la masse monétaire en MDS DZD de 2000 à 2015</b> | 79          |

## Listes des figures

| Numéro de figure   | Intitulé   | Page |
|--------------------|--|------|
| <i>Figure N°01</i> | L'inflation par la demande   | 17   |
| <i>Figure N°02</i> | La courbe de Phillips  | 27   |
| <i>Figure N°03</i> | L'évolution simultanée du taux d'inflation, du taux de réescompte                      | 44   |
| <i>Figure N°04</i> | Evolution du PIB en terme réel entre 2000-2016.  | 52   |
| <i>Figure N°05</i> | <i>Evolution de l'épargne de fond de régulation des recettes de 2000 à 2015.</i>       | 53   |
| <i>Figure N°06</i> | Evolution des réserves brutes en Algérie en MDS de dollars de 2000 à 2016.             | 54   |
| <i>Figure N°07</i> | Evolution des multiplicateurs monétaires et de crédits entre 2000 à 2015.              | 58   |
| <i>Figure N°08</i> | Evolution des taux sur les prêts, sur les crédits et réescompte en % entre 2000 à 2015 | 60   |
| <i>Figure N°09</i> | Evolution des réserves obligatoires en DMS DZD de 2000 à 2015                          | 63   |
| <i>Figure N°10</i> | Evolution des facilités de dépôt rémunéré en MDS DZD DE 2000à2016.                     | 68   |
| <i>Figure N°11</i> | Evolution de la liquidité bancaire en MDS DZD DE 2005 à 2015                           | 71   |
| <i>Figure N°12</i> | L'évolution des taux d'inflation 2000-2016 en %.                                       | 74   |
| <i>Figure N°13</i> | Evolution des crédits a l'économie en MDS DZD de 2000 à 2015.                          | 81   |
| <i>Figure N°14</i> | Evolution des taux d'inflation, taux sur les prêts et sur les crédits de 2000 à 2016.  | 83   |

# Table de matières

Remerciements

Dédicaces

Sommaire

Liste des abréviations

Listes des figures et tableaux

|  |    |
|--|----|
| <b>Introduction générale</b> .....                             | 1  |
| <b>Chapitre I</b> : les déterminants de l'inflation .....      | 6  |
| <b>Section 01</b> : Concepts fondamentaux de l'inflation ..... | 6  |
| 1-Historique de l'inflation .....                              | 7  |
| 2-Définition de l'inflation .....                              | 9  |
| 3 –Types d'inflation .....                                     | 10 |
| Inflation latente ou inflation larvée.....                     | 10 |
| Inflation ouverte ou inflation déclarée.....                   | 10 |
| Inflation galopante ou hyperinflation .....                    | 11 |
| Mesures de l'inflation.....                                    | 11 |
| Indice des prix à la consommation IPC .....                    | 11 |
| -Caractéristiques de l'indice des prix à la consommation ..... | 12 |
| - Le calcul de l'indice des prix à la consommation .....       | 12 |
| ♦ La composition du panier.....                                | 13 |
| ♦ La recherche des prix .....                                  | 13 |
| ♦ Le calcul du coût du panier .....                            | 13 |
| ♦ Le choix d'une année de base et le calcul de l'indice... ..  | 13 |
| ♦ Le calcul du taux d'inflation .....                          | 13 |
| - Les problèmes liés au calcul de l'IPC.....                   | 13 |
| ➤ Le biais de substitution .....                               | 13 |
| ➤ L'introduction de nouveaux produits .....                    | 14 |
| ➤ La variation non mesurée de la qualité.....                  | 14 |
| ➤ Le biais de substitution des lieux.....                      | 14 |
| Déflateur de PIB .....   | 14 |
| - Calcul de taux d'inflation .....                             | 15 |
| Déflateur du PIB et l'indice des prix à la consommation.....   | 15 |
| - La première différence.....                                  | 15 |

|   |           |
|---|-----------|
| - La deuxième différence.....   | 15        |
| 4- Les causes de l'inflation.....   | 16        |
| L'inflation par la demande .....  | 16        |
| 4- 2 L'inflation par les coûts.....   | 17        |
| ♦ Inflation par les coûts des salaires .....                                  | 18        |
| ♦ Inflation par les profits .....   | 18        |
| ♦ L'inflation importée .....  | 18        |
| ♦ L'inflation par la monnaie.....   | 19        |
| Les conséquences de l'inflation.....  | 19        |
| • Sur le pouvoir d'achat.....   | 19        |
| • Sur le revenu du travail.....   | 20        |
| • Sur la consommation et l'épargne .....                                      | 20        |
| • Sur la croissance... ..   | 21        |
| • Sur les charges des entreprises.....  | 21        |
| • Sur la compétitivité des entreprises.....                                   | 21        |
| • Sur les calculs économiques et les prévisions .....                         | 22        |
| - L'inflation chronique entraîne de nombreux effets néfastes .....            | 22        |
| <b>Section 02 : Les différentes théories économiques de l'inflation .....</b> | <b>24</b> |
| 1- L'approche monétariste... ..   | 24        |
| La formulation de Fisher .....  | 24        |
| La formulation de Marshall et Pigou .....                                     | 25        |
| 2- L'approche Keynésienne .....   | 26        |
| 3- L'approche néo-classique .....   | 28        |
| 4- Travaux empiriques sur les déterminants de l'inflation .....               | 29        |
| Travaux empiriques menés sur la Turquie .....                                 | 29        |
| Travaux empiriques menés sur les Etats-Unis.....                              | 30        |
| <b><u>ChapitreΠ</u> : La politique monétaire en Algérie... ..</b>             | <b>32</b> |
| <b>Section 1 : LA NOTION DE LA POLITIQUE MONETAIRE .....</b>                  | <b>34</b> |
| 1- Définitions et notions de la politique monétaire.....                      | 34        |
| 2- Objectifs de la politique monétaire.....                                   | 35        |
| • Les objectifs quantitatifs.....   | 35        |
| • Les objectifs de taux d'intérêt.....  | 35        |
| • Les objectifs de change... ..   | 35        |
| • Agrégats monétaires .....   | 36        |

|   |           |
|---|-----------|
| 3- Les instruments de la politique monétaire.....                                     | 36        |
| ♦ l'open market .....   | 36        |
| ♦ le taux d'intérêt directeur.....  | 37        |
| ♦ les réserves obligatoires .....   | 37        |
| <b>3-1-Politique non conventionnelle direct (oxygène) .....</b>                       | <b>37</b> |
| <b>3-2- Politique non conventionnelle indirecte (endogène).....</b>                   | <b>37</b> |
| <b>Section 2 : la politique monétaire en Algérie .....</b>                            | <b>38</b> |
| <b>1- Apparition de la PM en Algérie .....</b>  | <b>39</b> |
| <b>2- Efficacités de la politique monétaire .....</b>                                 | <b>39</b> |
| - Analyse de l'efficacité de la politique monétaire : <i>test économétrique</i> ..... | 40        |
| 3-les principaux résultats de la politique monétaire durant 1990-20.....              | 46        |
| Le contrôle de l'inflation .....  | <b>46</b> |
| Le contrôle de la masse monétaire.....  | <b>47</b> |
| 4-Les principaux résultats de la politique monétaire durant 2001- 2015 .....          | 47        |
| <b>4-1 Le contrôle de l'inflation .....</b>   | <b>47</b> |
| <b>3.6.2 - Le contrôle de la masse monétaire.....</b>                                 | <b>48</b> |
| <b>3.7 Les politiques de lutte contre l'inflation .....</b>                           | <b>48</b> |
| La politique budgétaire : la politique de régulation de la demande.....               | <b>48</b> |
| La politique des revenus .....  | 49        |
| La politique des prix et la concurrence.....  | 49        |
| La politique de désinflation compétitive.....   | 49        |
| <b>Section 3 : Analyse de la politique monétaire en Algérie (2000-2016).....</b>      | <b>51</b> |
| 1- Analyse du contexte macroéconomique national de 2000 à 2016.....                   | <b>52</b> |
| <b>1.1-La croissance économique.....</b>  | <b>52</b> |
| Fond de Régulation des Recettes (FRR) .....   | 53        |
| Évolution des réserves de changes .....   | 54        |
| Le multiplicateur de crédit et de la monnaie.....                                     | 55        |
| Le multiplicateur du crédit .....   | 55        |
| Le multiplicateur de la monnaie .....   | 56        |
| Le multiplicateur de base monétaire et diviseur de crédit.....                        | 56        |

|   |           |
|---|-----------|
| Limites liées au multiplicateur de crédit.....  | 58        |
| Libéralisation et évolution des taux d'intérêts .....                                     | 60        |
| 2- Les instruments de la politique monétaires de la banque d'Algérie (BA).....            | 60        |
| <b>2.1</b> Les réserves obligatoires.....   | 61        |
| Les reprises de liquidités.....   | 64        |
| La Facilité de Dépôts Rémunérés (FDR).....  | 66        |
| Evolution des réserves libres .....   | 68        |
| L'évolution de la liquidité bancaire... ..  | 70        |
| <b>3 –</b> Les objectifs de la politique monétaire .....                                  | 72        |
| L'objectif final .....  | 73        |
| Evolution de la masse monétaire.....  | 75        |
| L'évolution des contres partie de la masse monétaire... ..                                | 77        |
| Crédits à l'économie... ..  | 79        |
| Une comparaison entre le taux d'inflation, les taux sur les prés et sur<br>le crédit..... | 81        |
| <b>4- La politique monétaire et la finance informelle en Algérie .....</b>                | <b>82</b> |
| Définition de la finance informelle.....  | 83        |
| Les critiques concernant la finance informelle.....                                       | 83        |
| • La critique concernant la mobilisation de l'épargne.....                                | 83        |
| • Les critiques relatives à l'affectation des ressources.....                             | 83        |
| • L'utilisation inefficace des ressources extérieures .....                               | 84        |
| • La stérilité des politiques macro-économiques et macro<br>-financières.....             | 84        |
| • Effets indésirables en termes d'équité... ..  | 84        |
| Les solutions préconisées pour remédier à la finance informelle .....                     | 84        |
| L'impact de la finance informelle sur la politique monétaire .....                        | 85        |

|  |    |
|--|----|
| <b>Chapitre III :</b> Etude empirique de l'impact des déterminants de l'inflation en<br>Algérie..... | 90 |
|--|----|

|  |                |
|--|----------------|
| <b>Section 1 : l'approche théorique du modèle ARDL .....</b>                 | <b>90</b>      |
| la présentations du modèle ARDL .....  | 90             |
| La méthodologie du modèle ARDL .....   | 91             |
| <b>Section 2 : Estimation économétrique .....</b>                            | <b>93</b>      |
| le choix des variables étudié .....  | 93             |
| Analyse graphique des séries .....   | 94             |
| Test de racine unitaire .....  | 98             |
| Estimation du modèle ARDL (1.1.1.0) .....                                    | 98             |
| L'estimation de la relation à long terme selon le modèle ARDL .....          | 99             |
| L'estimation de la relation à court terme selon le modèle ARDL.....          | 100            |
| <b>2-1 Validation du modèle .....</b>  | <b>101</b>     |
| <br><b>Section 3 : Interprétation des résultats et recommandations .....</b> | <br><b>102</b> |
| <b>Conclusion générale .....</b>   | <b>104</b>     |
| <b>Bibliographie.....</b>  | <b>107</b>     |
| <b>Annexe .....</b>  | <b>110</b>     |
| <b>Table du matière .....</b>  | <b>121</b>     |
| <b>Résumé .....</b>  | <b>126</b>     |

## Résumé

L'inflation est un processus de hausse cumulative et auto-entretenu du niveau général des prix. L'objectif de cette étude est d'analyser la situation inflationniste en Algérie, à travers une détermination de ses caractéristiques et d'en déterminer son origine à travers la détermination de ses principales variables explicatives tels que le taux de change, la masse monétaire et les importations. Notre investigation empirique est réalisée à travers une étude économétrique basée sur la modélisation AutoRegressive Distributed Lag (ARDL).

A travers les résultats obtenus, on a pu identifier l'existence de l'inflation en Algérie en tant qu'une variable à expliquer et les variables explicatives citées en dessus.

Ces résultats sont conformes aux prédictions théoriques économiques, la relation inflation, consommation finale des ménages, indice des valeurs unitaires à l'importation, masse monétaire, taux de change et importations existe en Algérie.

- ❖ La masse monétaire constitue l'inflation par la monnaie à l'origine, Les importations sont à l'origine de l'inflation importée.
- ❖ Les importations sont à l'origine de l'inflation importée.
- ❖ Le taux de change qui détermine la valeur internationale de la monnaie nationale à des effets escomptés sur l'inflation.

Cependant, ces résultats indiquent que l'inflation réagit très sensiblement à toute variation d'un ou des déterminants pris.

**Mots clés:** inflation, consommation finale des ménages, le modèle ARDL, indice des valeurs unitaires à l'importation, taux de change, les importations et la masse monétaire.

## Summary

Inflation is a process of cumulative and self-sustaining rise in the general level of prices. The objective of this study is to analyze the inflationary situation in Algeria, through a determination of its characteristics and to determine its origin through the determination of its main explanatory variables such as the exchange rate, the money supply and the imports. Our empirical investigation is carried out through an econometric study based on AutoRegressive Distributed Lag (ARDL) modeling.

Through the results obtained, we were able to identify the existence of inflation in Algeria as a variable to be explained and the explanatory variables cited above.

These results are consistent with theoretical economic predictions, the relationship inflation, final household consumption, import unit value index, money supply, exchange rate and imports exists in Algeria.

\*The money supply constitutes the inflation by the currency at the origin, the imports are at the origin of the imported inflation.

\* Imports are the source of imported inflation.

\*The exchange rate which determines the international value of the national currency has expected effects on inflation.

However, these results indicate that inflation reacts very significantly to any variation in one or more determinants.

**Keywords:** inflation, household final consumption, the ARDL model, import unit value index, exchange rate, imports and money supply.

### ملخص

التضخم هو عملية ارتفاع تراكمي ومستدام ذاتيًا في المستوى العام للأسعار. الهدف من هذه الدراسة هو تحليل الوضع التضخمي في الجزائر ، من خلال تحديد خصائصه وتحديد منشأه من خلال تحديد المتغيرات التفسيرية الرئيسية مثل سعر الصرف وعرض النقود والواردات. يتم إجراء تحقيقنا التجريبي من خلال دراسة اقتصادية قياسية تعتمد على نمذجة الانحدار التلقائي للتأخر الموزع (ARDL). من خلال النتائج التي تم الحصول عليها ، تمكنا من تحديد وجود التضخم في الجزائر كمتغير يجب شرحه والمتغيرات التفسيرية المذكورة أعلاه.

تتوافق هذه النتائج مع التوقعات الاقتصادية النظرية ، علاقة التضخم ، الاستهلاك المنزلي النهائي ، مؤشر قيمة وحدة الواردات ، المعروض النقدي ، سعر الصرف والواردات موجودة في الجزائر. يمثل المعروض النقدي تضخم العملة في الأصل ، والواردات هي أصل التضخم المستورد. الواردات هي مصدر التضخم المستورد.

إن سعر الصرف الذي يحدد القيمة الدولية للعملة الوطنية له تأثيرات متوقعة على التضخم. ومع ذلك ، تشير هذه النتائج إلى أن التضخم يتفاعل بشكل كبير للغاية مع أي اختلاف في واحد أو أكثر من المحددات.

**الكلمات المفتاحية:** التضخم ، الاستهلاك النهائي للأسرة ، نموذج ARDL ، مؤشر قيمة وحدة الاستيراد ، سعر الصرف ، الواردات وعرض النقود.





